



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

HAUT-COMMISSARIAT  
AUX COMPÉTENCES  
ET À L'INCLUSION  
PAR L'EMPLOI

# L'innovation en actions à travers les Pactes régionaux

JANVIER 2020

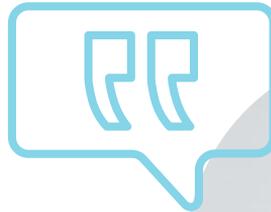


INVESTIR  
DANS VOS  
COMPÉTENCES



« Le Plan d'investissement dans les compétences est le plus grand investissement que notre pays n'ait jamais entrepris pour la formation des plus fragiles : inédit à la fois au regard des montants consacrés et de sa durée pluriannuelle. Il est la traduction concrète et ambitieuse de la volonté du Gouvernement de faire de la France une terre d'excellence en matière de formation et d'apporter cet outil d'émancipation qu'est la formation professionnelle à ceux qui en sont les plus éloignés. Aider la France à gagner la bataille mondiale des compétences et briser le déterminisme social de l'absence de qualifications : telle est l'ambition du Plan d'investissement dans les compétences. Nous réussirons avec les régions, les élus locaux, les associations, les entreprises et les porteurs de projets. Un changement d'échelle sans précédent est devant nous! »

Muriel **PÉNICAUD**  
Ministre du Travail



« Avec le Plan d'investissement dans les compétences, il s'agit de former deux millions de jeunes et demandeurs d'emploi peu qualifiés et de soutenir la transformation du système de formation, en appui de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, pour le rendre capable d'accompagner efficacement l'actualisation permanente des compétences. L'approche par les compétences est moins déterministe, en ce qu'elle s'attache aux potentialités des individus. En allant au-delà des diplômes, elle affirme que tout n'est pas joué à vingt ans, que tout n'est pas compromis si on a décroché du système scolaire en cours de route. »



Jean-Marie **MARX**  
Haut-commissaire aux compétences  
et à l'inclusion par l'emploi

# INTRODUCTION

Les Pactes régionaux d'investissement dans les compétences 2019-2022 traduisent un effort convergent de l'État et des Régions pour proposer des parcours de formation vers l'emploi durable aux jeunes et aux demandeurs d'emploi non qualifiés.

Des ambitions partagées pour attirer vers la formation les publics les plus vulnérables et leur proposer des parcours sans couture ni rupture, de l'acquisition des savoirs de base jusqu'à l'accès à une qualification reconnue :

- **Garantir l'acquisition d'un socle minimal de compétences clés, y compris numériques** : communiquer à l'oral et à l'écrit, renforcer l'aisance numérique, appliquer un raisonnement mathématique ;
- **Préparer les personnes en recherche d'emploi aux métiers de demain, notamment pour tenir compte de la transition écologique et de la révolution numérique**, en donnant la priorité à des formations qualifiantes, susceptibles d'améliorer durablement l'accès des bénéficiaires à l'emploi ;
- **Répondre aux besoins des secteurs en tension et tester de nouvelles approches de parcours reposant sur la mise en activité**, car « savoir agir en situation » est un véritable sésame pour accéder au monde professionnel.

**Des leviers pour atteindre ces ambitions :**

- **Concevoir de nouveaux outils et de nouvelles méthodes pour identifier ce que seront les emplois, activités, compétences du futur et former dès aujourd'hui à ceux-ci**. Cela suppose de faire évoluer les programmes de formation, au fur et à mesure de l'émergence des (nouveaux) besoins de compétences, dans une logique d'ajustement par paliers successifs ;
- **Accompagner la transformation de l'offre de formation et la diversification des ingénieries pédagogiques**, afin d'offrir des formations plus personnalisées et adaptées aux besoins de l'économie : intégration du digital, réalité virtuelle, action de formation en situation de travail (AFEST), classe inversée, etc.

Les Pactes régionaux permettent de franchir un cap stratégique au service de ces ambitions, en tenant compte des spécificités de chaque région :

- **Un investissement inédit de l'État par son ampleur** (6,7 milliards d'euros sur 4 ans) **et par sa durée** (logique pluriannuelle) ;
- Une logique à la fois de **démultiplication et d'amplification des initiatives locales, porteuses de résultats**, qui existent déjà dans les territoires, et de **soutien à des actions nouvelles et à des expérimentations**.

**Des réalisations innovantes autour de trois axes stratégiques :**

- **Axe 1** : proposer des parcours qualifiants vers l'emploi, renouvelés dans leurs contenus, au regard des besoins de l'économie en temps réel et de façon prospective ;
- **Axe 2** : garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés : une exigence pour construire la société de compétences ;
- **Axe transverse** : s'engager dans la modernisation des contenus et des modes de mise en œuvre de la formation.

Le présent document se présente comme un cahier des actions remarquables des Pactes régionaux. Il a vocation à s'enrichir au fur et à mesure de l'émergence de nouveaux projets.



# AXE 1



## PROPOSER DES PARCOURS QUALIFIANTS VERS L'EMPLOI, RENOUVELÉS DANS LEUR CONTENU, AU REGARD DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE EN TEMPS RÉEL ET DE FAÇON PROSPECTIVE

### DES ACTIONS DE FORMATION CONSTRUITES SUR-MESURE AVEC LES ENTREPRISES

Hôtellerie-restauration : un parcours emploi-formation innovant (Auvergne-Rhône-Alpes).....	p12
Le FRAP, fonds régional d'appui à la professionnalisation (Bourgogne-Franche-Comté).....	p14
« DÉFI - une formation pour un emploi » : développer l'emploi par des formations inclusives (Centre-Val de Loire) .....	p16
Des étoiles et des femmes : un parcours d'excellence (Grand Est).....	p18
Parcours TPE (Guadeloupe) .....	p20
AD'HOC, un appel à projets (Île-de-France).....	p22
Préparation opérationnelle à l'emploi collective POEC COOKE (Martinique).....	p24
Parcours TPME : formations longues d'adaptation à l'emploi (Pays de la Loire) .....	p26

### DES PROGRAMMES QUALIFIANTS RECONFIGURÉS POUR PERMETTRE SOUPLESSE ET ADAPTABILITÉ

Des parcours de formation par blocs de compétences dans le tourisme (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p30
Des parcours de formation par blocs de compétences dans le BTP (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p32
Qualif emploi (Bretagne).....	p34
Intégrer aux parcours certifiants des modules répondant aux besoins des entreprises (Centre-Val de Loire).....	p36
Des nouveaux parcours de formation vers les métiers d'aides-soignant.e.s et ambulancier.s (Centre-Val de Loire) .....	p38
Plan d'actions « filières santé et social » (Grand Est).....	p40
L'économie bleue (Guadeloupe).....	p42
Favoriser l'adaptabilité de la commande de formation qualifiante et de spécialisation (Hauts-de-France).....	p44
Appel à projets « Innovations et Qualification » (Normandie) .....	p46
Démarche régionale d'incubation de certifications nouvelles (Normandie) .....	p48
Une commande de formation certifiante complétée de modules sur le savoir-faire et le savoir-être (Occitanie) .....	p50
Des modules additionnels intégrés au fil de l'eau aux parcours qualifiants (Occitanie).....	p52
Modules additionnels « Adaptation aux évolutions écologique et numérique » (Pays de la Loire) .....	p54

### DES ACTIONS DE FORMATION « MÉTIERS » CONSTRUITES SUR-MESURE POUR LES PUBLICS VULNÉRABLES

L'insertion par l'activité économique, une action du FAF.TT (Bourgogne-Franche-Comté).....	p58
Ambassadeur du territoire (Corse) .....	p60
Une formation 100 % digitale au CAP Cuisine (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France) .....	p62
Intégrateur handi'capable (Île-de-France).....	p64
(Ré)Actifs (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France) .....	p66
Parcours insertion sans couture vers le numérique (Île-de-France) .....	p68
Label École (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France).....	p70
Classe Alpha (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France).....	p72
La formation se met aux « verts » (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....	p74

# AXE 1



## PROPOSER DES PARCOURS QUALIFIANTS VERS L'EMPLOI, RENOUVELÉS DANS LEUR CONTENU, AU REGARD DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE EN TEMPS RÉEL ET DE FAÇON PROSPECTIVE

### UNE OFFRE DE FORMATION DIGITALE, À DISTANCE, POUR RAPPROCHER LA FORMATION DES PUBLICS LES MOINS MOBILES

Déployer des actions de formation s'appuyant sur le numérique (Hauts-de-France).....	p78
Occitanie e-formation (Occitanie).....	p80

### DE NOUVELLES APPROCHES POUR AGIR EN FAVEUR DE L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS

Immersive expérience (Auvergne-Rhône-Alpes).....	p84
Appel à initiatives « Innover pour l'attractivité des métiers et des formations » (Centre-Val de Loire).....	p86
Dispositif mobile expérientiel sur l'« Attractivité des Métiers » (Centre-Val de Loire) .....	p88

### DES EXPÉRIMENTATIONS POUR FORMER LES DEMANDEURS D'EMPLOI OU LES JEUNES EN SITUATION DE TRAVAIL (AFEST)

Se former en situation de travail à la maroquinerie de luxe (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p92
« AFEST expérience » (Hauts-de-France) .....	p94
Faire pour apprendre (Normandie) .....	p96
Appel à projets d'innovation : actions de formation en situation de travail (AFEST) (Nouvelle-Aquitaine).....	p98
Tester de nouvelles approches : la formation en situation de travail (AFEST) (Occitanie) .....	p100

### DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ INTÉGRÉES DANS UN PARCOURS DE FORMATION

Un enseignement à la mobilité dans une action de formation « métier » (Centre-Val de Loire).....	p104
Prépa Code (Corse).....	p106

### LE FINANCEMENT DE PROJETS INDIVIDUELS DE FORMATION, EN ABONDANT LE CPF

Ticket formation (Hauts-de-France) .....	p110
--	------

# AXE 2



## GARANTIR L'ACCÈS DES PUBLICS FRAGILES AUX PARCOURS QUALIFIANTS PAR LA CONSOLIDATION DES COMPÉTENCES CLÉS : UNE EXIGENCE POUR CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ DES COMPÉTENCES

### DE NOUVELLES APPROCHES PÉDAGOGIQUES POUR AMENER VERS LA RÉUSSITE LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES

Les chantiers « école et formation » (Centre-Val de Loire) .....	p116
Des parcours de formation en proximité en mixant publics jeunes et adultes en formation initiale (Grand Est) ...	p118

### DES NOUVEAUX PARCOURS DE FORMATION CHAÎNÉS, SANS COUTURE NI RUPTURE

Des conditions d'entrée en formation assouplies (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p122
Des conventionnements avec les Conseils départementaux (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p124
VISA + : un parcours Compétences de base & transversales (Centre-Val de Loire) .....	p126
Start Compétences Clé@+ (Corse) .....	p128
Job académie : des parcours sans couture individualisés (Grand Est) .....	p130
Parcours intégrés « Itinéraire Compétences » (Grand Est) .....	p132
Déclic formation CLÉA (Hauts-de-France) .....	p134
Parcours intégrés « sans couture » (Hauts-de-France) .....	p136
Parcours d'entrée en emploi (Île-de-France) .....	p138
L'habilitation de service public « 1 <sup>er</sup> niveau de qualification » (Nouvelle-Aquitaine) .....	p140
Les COPASS' (Occitanie) .....	p142
Dispositifs intégrés : une réponse sur-mesure en proximité (Pays de la Loire) .....	p144
Un accompagnement au plus près des apprenants (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....	p146

### DES PRÉPAS ACCESSIBLES SANS PRÉREQUIS, POUR CONSOLIDER LES ACQUIS ET GARANTIR L'ACCÈS AUX ÉTAPES POSTÉRIEURES DE PARCOURS

Le dispositif amont à la qualification (DAQ), une prépa individualisée (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p150
PRÉPA : une offre de proximité et personnalisée (Bretagne) .....	p152
PLATEFORME#JEUNES (Corse) .....	p154
#AVENIR (Normandie) .....	p156
Des préparations personnalisées (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....	p158

### DES RÉPONSES ADAPTÉES AUX BESOINS DE CERTAINS PUBLICS

Compétences détenues (Auvergne-Rhône-Alpes) .....	p162
Plateforme de parcours renforcés d'accès à la professionnalisation (PPRAP) (Mayotte) .....	p164
Senior accès (Normandie) .....	p166
Parcours croisés - Formation accompagnée (Normandie) .....	p168
La réinsertion par la formation (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....	p170

### DES RÉPONSES INNOVANTES À DESTINATION DES HABITANTS DES TERRITOIRES FRAGILES (QPV / ZRR)

Parcours intégré dans le numérique pour le public résidant en QPV (Auvergne-Rhône-Alpes) .....	p174
Expérimenter une nouvelle approche des parcours au sein des QPV et des ZRR (Bretagne) .....	p176
Un bus itinérant (Occitanie) .....	p178

# AXE 2



## GARANTIR L'ACCÈS DES PUBLICS FRAGILES AUX PARCOURS QUALIFIANTS PAR LA CONSOLIDATION DES COMPÉTENCES CLÉS : UNE EXIGENCE POUR CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ DES COMPÉTENCES

### DES RÉPONSES NOUVELLES POUR LUTTER CONTRE L'ILLETTRISME ET L'ILLECTRONISME

E-Campus CLÉA (Hauts-de-France).....	p182
Les mots pour le dire (Normandie) .....	p184
Appel à projets d'innovation : Illettrisme et Illectronisme - prévention et remédiation (Nouvelle-Aquitaine).....	p186
Lutter contre l'illettrisme et le décrochage scolaire (Occitanie) .....	p188

### DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA SÉCURISATION FINANCIÈRE DES STAGIAIRES

Revaloriser les aides aux stagiaires (Bourgogne-Franche-Comté).....	p192
Une nouvelle aide financière (Bretagne).....	p194
Expérimenter des aides financières individuelles (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....	p196

### DES EXPÉRIMENTATIONS POUR (RE)MOBILISER ET ACCOMPAGNER LES PLUS VULNÉRABLES

Des vidéos « histoires de reconversion » (Auvergne-Rhône-Alpes) .....	p200
Opération « sourcing - repérage » (Bourgogne-Franche-Comté) .....	p202
Des actions de formation innovantes (Martinique) .....	p204
Initiatives territoriales (Normandie) .....	p206
Appel à projets d'innovation : « mobilisation formation » (Nouvelle-Aquitaine).....	p208
Repérer et mobiliser les « invisibles » (Provence-Alpes-Côte d'Azur),.....	p210
« La place de l'emploi et de la formation » (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....	p212

### UN ACCOMPAGNEMENT PENDANT LES PÉRIODES INTERSTITIELLES

Un accompagnement vers la qualification (Bretagne).....	p216
Activités interstitielles (Normandie).....	p218

# AXE TRANSVERSE



## S'ENGAGER DANS LA MODERNISATION DES CONTENUS ET DES MODES DE MISE EN ŒUVRE DE LA FORMATION

### LE SOUTIEN À LA R&D ET À L'INGÉNIERIE POUR ACCOMPAGNER LA DIGITALISATION DE LA FORMATION

Réalité augmentée dans la pédagogie (Île-de-France).....	p224
Insertion numérique (lauréat AAP Innovation) (Île-de-France).....	p226
Appel à projets d'innovation sur la digitalisation (Nouvelle-Aquitaine).....	p228

### DATA EMPLOI-COMPÉTENCES & OBSERVATION

Groupe de travail « métiers en tension et observation » (Bourgogne-Franche-Comté).....	p232
Plateforme Compétences (Centre-Val de Loire).....	p234
Un dispositif interconsulaire (Corse).....	p236
Plateforme Data (Grand Est).....	p238
Plateforme Compétences (Hauts-de-France).....	p240
HUB Emploi-Formation, une instance opérationnelle (Hauts-de-France).....	p242
Observatoire 4.0 (Occitanie).....	p244
Task Force Compétences (Provence-Alpes-Côte d'Azur).....	p246

### DE NOUVELLES COOPÉRATIONS POUR ADAPTER L'OFFRE DE FORMATION

Intensifier l'implication des entreprises dans le processus de formation (Bretagne).....	p250
Un partenariat Région/Pôle emploi renforcé (Grand Est).....	p252
Mobilisation du CREFOP et association des partenaires sociaux (Mayotte).....	p254

### BADGES NUMÉRIQUES & PASSEPORTS COMPÉTENCES : POUR FAIRE DE LA COMPÉTENCE UNE RÉALITÉ POUR LES BÉNÉFICIAIRES

Passeport compétences digital « Trace tes acquis » (Bourgogne-Franche-Comté).....	p258
Un MOOC « sécurisation des parcours » (Île-de-France).....	p260
La plateforme « Emploi'Normandie », un outil de matching basé sur les compétences (Normandie).....	p262
Badges numériques (Normandie).....	p264

### INCUBATEURS, LABS, COMMUNAUTÉS & APPELS À PROJETS POUR TRANSFORMER LA FORMATION

Les labs « Savoirs essentiels » (Auvergne-Rhône-Alpes).....	p268
Journée de l'innovation #MONCHOIXPRO (Auvergne-Rhône-Alpes).....	p270
Communauté des organismes de formation (Bourgogne-Franche-Comté).....	p272
Lab « Innovation publique » dédié à l'emploi et la formation (Centre-Val de Loire).....	p274
Objectif Qualité (Corse).....	p276
« Format Innovation » : programme d'expérimentations en formation (Hauts-de-France).....	p278
Le lab d'innovation en formation (Hauts-de-France).....	p280
Appel à projets « Innovation » (Île-de-France).....	p282
Accompagnement des organismes de formation à la certification (Mayotte).....	p284
Réseau régional d'information de proximité (Normandie).....	p286
Fonds régional pour l'innovation dans la formation (Nouvelle-Aquitaine).....	p288
Innov'emploi (Occitanie).....	p290



**AXE 1**

# PROPOSER

DES PARCOURS QUALIFIANTS  
VERS L'EMPLOI, RENOUVELÉS  
DANS LEUR CONTENU,  
AU REGARD DES BESOINS  
DE L'ÉCONOMIE EN TEMPS RÉEL  
ET DE FAÇON PROSPECTIVE.



# DES ACTIONS DE FORMATION

## CONSTRUITES SUR-MESURE AVEC LES ENTREPRISES

- Hôtellerie-restauration : un parcours emploi-formation innovant (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p12
- Le FRAP, fonds régional d'appui à la professionnalisation (Bourgogne-Franche-Comté) .....p14
- « DÉFI - une formation pour un emploi » : développer l'emploi par des formations inclusives (Centre-Val de Loire) .....p16
- Des étoiles et des femmes : un parcours d'excellence (Grand Est) .....p18
- Parcours TPE (Guadeloupe) .....p20
- AD'HOC, un appel à projets (Île-de-France) .....p22
- Préparation opérationnelle à l'emploi collective POEC COOKE (Martinique) .....p24
- Parcours TPME : formations longues d'adaptation à l'emploi (Pays de la Loire) .....p26

# HÔTELLERIE- RESTAURATION : UN PARCOURS EMPLOI-FORMATION INNOVANT



pour répondre aux besoins du secteur et préparer  
l'insertion dans l'hôtellerie et la restauration



## OBJECTIFS

Créer avec un organisme de formation et des entreprises engagées, un parcours à tiroirs qui combine emploi et formation certifiante dans l'hôtellerie-restauration :

- Associer l'entreprise à la définition de l'action, au démarrage de la formation et dans la poursuite du parcours ;
- Proposer aux demandeurs d'emploi des parcours sur-mesure alternant périodes de formation et de mise en situation professionnelle dans le domaine de l'hôtellerie-restauration ;
- Capitaliser l'investissement de formation de départ pour accéder à une certification ;
- Enrichir la relation entre employeurs, organismes de formation et Pôle emploi.



## PLUS-VALUES

- Un accès des demandeurs d'emploi à une **pluralité de métiers** dans le secteur de l'hôtellerie-restauration ;
- Une **accélération des recrutements et des parcours professionnels sécurisés**, en lien notamment avec une implication de l'entreprise dès le démarrage de la formation et tout au long du parcours.



## CONTACT

Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet a pour objet la co-construction d'un parcours de formation entre un organisme de formation, des entreprises engagées et Pôle emploi dans le domaine de l'hôtellerie-restauration : le parcours « à tiroirs » de formation est conçu pour permettre de mixer emploi et formation certifiante.

Accessible à tous et conçu pour permettre des passerelles vers les métiers de bouche, le parcours de formation inclut ainsi :

- Une première phase de formation axée sur la pratique professionnelle ;
- Un CDD de 4 mois en entreprise ;
- Une deuxième phase de formation, plus théorique, qui permet d'accéder à une certification.

Essentiellement axé sur la mise en pratique, ce package « formation diplômante et/ou certifiante + emploi » est construit afin de permettre aux demandeurs d'emploi d'accéder à une employabilité optimale. La durée de ce parcours peut atteindre deux ans.

**Des extensions à d'autres métiers :** de CQP Commis de Cuisine à CQP Cuisinier, de CAP Cuisine à MC\* Cuisinier en Dessert de Restaurant ou CAP Pâtissier, de CQP Employé de Restaurant à MC\* Barman ou MC\* Sommellerie, de CQP Employé d'Etage à CQP Gouvernante...

\*MC : Mention complémentaire.



Un projet expérimenté dans le département de la Haute-Savoie

Un projet d'extension dans le département du Rhône



Nombre prévu de bénéficiaires

14 stagiaires en 2019

Une cible de **140** stagiaires à atteindre en 2021



Budget

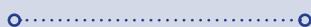
**12 000**  
**à 15 000 euros**  
par parcours



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Septembre 2019

Sourcing des candidats : information collective de découverte des métiers et présentation du dispositif



### Octobre 2019

Démarrage des sessions

# LE FRAP, FONDS RÉGIONAL D'APPUI À LA PROFESSIONNALISATION



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour répondre rapidement aux besoins en recrutement des entreprises



## OBJECTIFS

- **Accompagner les entreprises ayant des difficultés à recruter** sur des emplois en tension chronique de recrutement ;
- **Leur offrir une réponse quasi immédiate en termes de formations collectives** de demandeurs d'emploi.



## PLUS-VALUES

- Une **sécurisation de l'insertion dans l'emploi** des personnes formées, à travers **l'engagement des entreprises à recruter les demandeurs d'emploi** (en contrat à durée déterminée ou indéterminée, en contrat de professionnalisation, etc.) ;
- Une **diminution des tensions sur le marché du travail**, renforcée par une mobilisation très rapide du dispositif.



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Nathalie Nectoux, chef du service qualification



[nathalie.nectoux@bourgognefranchecomte.fr](mailto:nathalie.nectoux@bourgognefranchecomte.fr)



03 81 61 64 87



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le fonds régional d'appui à la professionnalisation (FRAP) permet de financer des parcours de formation répondant aux besoins en emplois qualifiés des entreprises du territoire. Il offre une réponse quasi immédiate dans des secteurs d'activité réputés pour connaître des difficultés chroniques de recrutement.

- Les bénéficiaires des actions sont les **demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, sélectionnés en vue d'un recrutement** à l'issue d'une formation qualifiante ou d'un parcours de professionnalisation ;
- Pour en bénéficier, les entreprises doivent **être installées en Bourgogne-Franche-Comté** (de façon permanente ou lors de grands chantiers). Les entreprises de toutes tailles sont concernées, y compris les groupements d'employeurs ;
- **Les entreprises soutenues par le FRAP s'engagent à recruter le stagiaire** à l'issue de sa formation (en CDI, CDD, contrat de professionnalisation, etc.) ;
- **Le dispositif peut être mobilisé très rapidement** : l'organisme de formation peut démarrer la formation dès que le dossier constitué par les partenaires est complet ;
- **Le coût de la formation est pris en charge en totalité** par les opérateurs de compétences (OPCO) de la formation des salariés, Pôle emploi et la Région.

**Le dispositif est conçu en complémentarité avec les interventions de Pôle emploi, de l'OPCO et des entreprises.**



Tout le territoire de la Bourgogne-Franche-Comté



Nombre prévu de bénéficiaires

Plus de  
**700**  
personnes formées par an



Budget  
**1 800 000 euros**  
par an  
dont 1 000 000 euros  
au titre du Pacte



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Renforcement du FRAP et augmentation de ses capacités



**2020**

Réflexion sur l'évolution du FRAP, suite aux évolutions des financements de la préparation opérationnelle à l'emploi

# « DÉFI - UNE FORMATION POUR UN EMPLOI » : DÉVELOPPER L'EMPLOI PAR DES FORMATIONS INCLUSIVES



pour répondre aux métiers en tension



## OBJECTIFS

Favoriser le recrutement des demandeurs d'emploi en formation en impliquant l'entreprise dans la démarche de définition et de déroulement des formations.



## PLUS-VALUES

- L'offre de formation est « **cousue main** », c'est-à-dire **co-construite** avec l'entreprise, ce qui permet de répondre à ses besoins **singuliers de compétences** ;
- L'entreprise **s'engage à recruter la personne formée** à l'issue de la formation ;
- Les personnes bénéficient de parcours de formation **débouchant sur une certification** dont les contenus sont (ré)adaptés aux besoins des entreprises.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevalldeoire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevalldeoire.fr)



02 38 70 30 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

« **DÉFI - Une formation pour un emploi** » consiste en une démarche de co-construction de formations sur-mesure pour répondre aux besoins de recrutements des entreprises tout en sécurisant l'accès à l'emploi des personnes formées.

La démarche est composée de **cinq étapes-clés** :

- Procéder à l'**analyse précise des besoins** de l'entreprise et des publics, en lien avec les diagnostics de territoire ;
- Mettre en place **une démarche de co-conception** du parcours de formation avec l'entreprise afin de répondre à ses besoins de compétences, par la formation ;
- Formaliser l'engagement des partenaires au travers d'une **convention de partenariat** ;
- Mettre en œuvre **le projet de formation** ;
- **Évaluer le dispositif** et capitaliser.

L'analyse des besoins des entreprises repose sur **la collecte de « fiches d'intérêt » remplies par les entreprises** lors des Cordées du territoire organisées dans les bassins d'emploi.

Les entreprises impliquées ont été choisies de façon à privilégier celles appartenant aux secteurs soutenus dans le cadre du Pacte régional (industrie, transport-logistique, aide à domicile) et dont les projets de recrutement portent sur des métiers en tension.



3 opérations par bassin d'emploi, soit

**69** opérations  
au niveau régional



Nombre prévu de bénéficiaires

**160**  
entreprises mobilisées

**564**  
places de formation



Budget

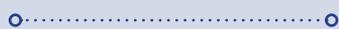
**2 400 000** euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2018**

Expérimentation de la méthode sur deux actions de formation



**Janvier à mars 2019**

Présentation de la démarche lors des Cordées du territoire auprès des entreprises et aux comités de pilotage Territoires d'industrie

# DES ÉTOILES ET DES FEMMES: UN PARCOURS D'EXCELLENCE



pour offrir à des femmes issues  
des quartiers prioritaires de  
la politique de la ville une qualification et un emploi



## OBJECTIFS

**Proposer à des femmes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) un parcours qualifiant en cuisine**

- Un projet initié par Alain Ducasse face au double constat de sous-représentation des femmes dans le métier de cuisinier d'une part et du taux de chômage élevé au sein des quartiers relevant de la politique de la ville d'autre part ;
- Un parcours d'excellence proposé à 12 femmes issues des QPV conjuguant qualification professionnelle et accompagnement à l'emploi au sein des cuisines de 12 restaurateurs comptant parmi les plus prestigieux du territoire de Strasbourg.



## PLUS-VALUES

- **La coordination** des acteurs de terrain au niveau régional et territorial ;
- L'élaboration d'un **diagnostic commun et partagé** pour améliorer l'orientation et la sortie de formation ;
- **Un accompagnement social personnalisé** par des assistantes sociales ;
- **L'adaptation des formations** à des besoins avérés des entreprises et aux profils des publics.



## CONTACT

**Région Grand Est**

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



[nadia.chenaf@grandest.fr](mailto:nadia.chenaf@grandest.fr)





## PRÉSENTATION DU PROJET

La formation est proposée à 12 femmes sans qualification et/ou sans expérience professionnelle, issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville afin de valider un CAP Cuisine en 10 mois.

Basée sur une pédagogie d'encouragement et de valorisation, elle s'articule autour de :

- L'acquisition de connaissances théoriques et du développement de compétences pratiques au sein du lycée hôtelier Alexandre Dumas d'Ilkirch (durée 600 heures) ;
- La mise en pratique (durée 770 heures) dans les cuisines de chefs engagés en faveur de leur réussite.

Des assistantes sociales sont mises à disposition par la Ville de Strasbourg sur financement du Conseil départemental pour assurer tout au long du parcours un accompagnement social personnalisé et permettre aux apprenantes de se consacrer pleinement à la formation et de faire leurs preuves.

Le formation débouche sur un emploi qui leur est réservé au sein des établissements partenaires.



Lycée hôtelier  
Alexandre Dumas à  
Illkirch-Graffenstaden



Nombre prévu de bénéficiaires

12 femmes  
de 24 à 59 ans  
1 370 heures  
de formation



Budget

123 750 euros  
dont 63 000 euros sur le Pacte  
Co-financement

Région, Conseil départemental, Pôle emploi,  
les Bistrots Gourmands du Rhin,  
lycée hôtelier Alexandre Dumas  
et Greta Strasbourg.



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

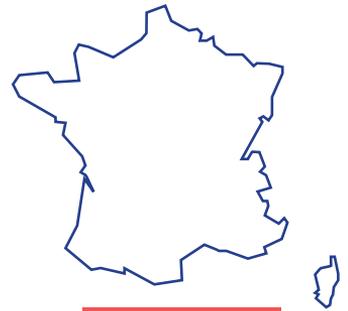
13 mai 2019

Démarrage de la formation

### Restaurateurs partenaires

Le Buerehiesel, Chef Eric Westermann ; Terroir & Co : Chef Mathieu Klein ; L'Ecrin des saveurs : Chef Thierry Blaes ; Les Haras : Chef François Baur ; Auberge de la ruche : Chef Hubert Raugel ; Le Pont Tournant : Chef Boris Derendinger ; La Casserole : Chef Jean Roc ; La Maison des Tanneurs : Chef Christian Haensler ; La Vignette : Auberge de la Bruche : Chef Michel Reuche ; Le 1741 : Chef Fabien Raux ; Santa Elena : Chef Gustavo Feldman ; La cuiller à Pot : Chef Grégory Reich

# PARCOURS TPE



GUADELOUPE



pour répondre aux besoins en compétences d'une TPE qui s'engage à recruter



## OBJECTIFS

- **Répondre aux besoins en compétences** d'une très petite entreprise (TPE) qui s'engage à recruter, notamment vers des métiers rares ou hybrides propres aux toutes petites entreprises ;
- **Renforcer l'accompagnement en direction des TPE**, gisement de nombreux emplois en Guadeloupe comme en métropole ;
- **Favoriser l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi** par l'adaptation de leurs profils aux besoins de l'entreprise en amont du recrutement.



## PLUS-VALUES

- **Permettre la réalisation d'un parcours de formation sur-mesure**, construit à partir des besoins d'une entreprise (mixte possible entre formation externe, formation interne et tutorat) ;
- **Des aides financières majorées** pour garantir un coût 0 à la TPE ;
- **Une garantie de rémunération** du stagiaire équivalente à 80 % du SMIC pendant toute la durée de la formation pour éviter les abandons.



## CONTACT

**Pôle emploi Guadeloupe**  
Lysiane Chais, cheffe de projet



[lysiane.chais@pole-emploi.fr](mailto:lysiane.chais@pole-emploi.fr)



06 90 30 04 92



## PRÉSENTATION DU PROJET

### Qu'est-ce que le parcours TPE vers l'emploi ?

C'est une mesure expérimentale qui s'adresse aux très petites entreprises (TPE) dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés. C'est une action de formation préalable au recrutement ou une préparation opérationnelle à l'emploi individuelle dérogatoire, avec les mêmes objectifs que les mesures classiques.

### Quels sont les employeurs concernés ?

Sont concernés tous les employeurs de Guadeloupe et de Saint-Martin dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés (à l'exception des particuliers employeurs et des entreprises de travail temporaire).

Les entreprises doivent avoir déposé une offre à Pôle Emploi avec une intention d'embauche durable sur un contrat minimal de 6 mois. L'entreprise doit être à jour de ses impôts, contributions et cotisations.

### Quels sont les demandeurs d'emploi concernés ?

Tout demandeur d'emploi de Guadeloupe et de Saint-Martin, inscrit à Pôle emploi, indemnisé ou non, auquel est proposé un emploi nécessitant l'adaptation ou le développement de ses compétences par le biais d'une formation.

La priorité est donnée aux demandeurs d'emploi pas ou peu qualifiés (infra Bac) et aux demandeurs d'emploi de longue durée.



Guadeloupe  
et Saint-Martin



Nombre prévu de bénéficiaires

**200**

recrutements en 2019 pour

**180**  
TPE



Budget

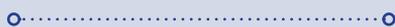
**1 500 000 euros**  
(coûts pédagogiques et  
rémunération des stagiaires)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Août 2019**

Lancement du projet



**Janvier 2021**

Bilan de l'expérimentation

# AD'HOC, UN APPEL À PROJETS

pour répondre aux besoins des entreprises qui peinent à recruter



## OBJECTIFS

Répondre rapidement aux besoins des entreprises qui rencontrent des difficultés à recruter à l'échelle d'un secteur d'activité, d'un territoire, par le financement de formations spécifiques et « ad'hoc » :

- **Une offre de formation construite sur-mesure avec l'entreprise** (rapprocher le contenu de la formation de l'offre d'emploi), disponible au bon moment ;
- **Des parcours proposés à un public éloigné de l'emploi et de la formation**, avec la perspective d'une embauche quasi garantie ;
- **Un parcours de formation « sans couture », sécurisé par un partenariat renforcé entre l'employeur, l'opérateur de formation** et le cas échéant les structures d'accompagnement.



## PLUS-VALUES

- Favoriser la rencontre entre **les emplois disponibles et les demandeurs d'emploi disposant de compétences nécessaires** ;
- **Apporter une réponse aux employeurs et aux secteurs** qui déclarent ne pas trouver ces compétences.



## CONTACTS

Région Île-de-France

Marie Morel, directrice générale adjointe de la formation professionnelle et apprentissage  
Léa Gislais, directrice de projet Pacte régional



marie.morel@iledefrance.fr  
lea.gislais@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

**L'appel à projets permet de financer des formations qui répondent à des besoins de formations identifiés par des employeurs.**

- Ils doivent déboucher sur une qualification reconnue ou, a minima, assurer la professionnalisation des bénéficiaires. Les projets doivent être portés par des partenariats constitués a minima d'un employeur et d'un organisme de formation ;
- Toutes les modalités d'acquisition des compétences pourront être mobilisées (multi-modalités, formation en situation de travail...).

**Les candidatures doivent prévoir en amont :**

- La définition du ou des emplois à pourvoir avec les profils des postes ;
- Un diagnostic précisant les raisons des difficultés à l'embauche (et la valeur ajoutée du projet au regard des autres modalités de formation : préparation opérationnelle à l'emploi...);
- Une description des prérequis attendus par l'employeur pour l'embauche ;
- Une présentation de la démarche de formation par l'organisme pour préparer les demandeurs d'emploi aux prérequis ;
- L'identification des modalités de sourcing et d'accompagnement pour tenir compte des difficultés du public.

Les besoins exprimés par les employeurs dans le cadre des formations « ad'hoc » permettent de compléter les actions du programme régional de formation (PRF) sous la forme de modules dès lors qu'il s'agit d'un besoin récurrent sur certains territoires ou secteurs.



**L'appel à projets cible particulièrement certains secteurs et/ou territoires**



**Nombre de projets retenus**

**15 projets**  
retenus en 2019 proposent des réponses à de nouveaux besoins en compétences



**Budget**

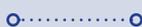
**5 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Première vague de l'appel à projets et identification des premiers partenariats



**2020**

Deuxième vague de l'appel à projets

# PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE À L'EMPLOI COLLECTIVE POEC COOKE



pour apporter à des demandeurs d'emploi  
les compétences nécessaires aux  
entreprises du nautisme



## OBJECTIFS

- **Former des demandeurs d'emploi aux métiers hybrides** dont ont besoin les professionnels des bateaux de plaisance ;
- **Répondre aux besoins en main-d'œuvre en tension de quatre entreprises du nautisme** localisées sur la communauté d'agglomération de l'Espace Sud.



## PLUS-VALUES

- **Une réponse concrète aux besoins spécifiques des recruteurs sur des métiers requérant une polyvalence de compétences en cuisine, en accueil et en navigation** et pour lesquels il n'existe pas d'offres de formation adaptées sur le territoire.



## CONTACT

### Pôle emploi Martinique

Paul-Eddy Paulin, directeur de la coordination et du partenariat



[paul-eddy.paulin@pole-emploi.fr](mailto:paul-eddy.paulin@pole-emploi.fr)



05 96 39 79 13





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Ce projet vise à former des demandeurs d'emploi aux métiers hybrides de cuisinier(nière) embarqué(e) et hôte/hôtesse de bord sur bateau de plaisance.**

Sélectionnés par un jury de professionnels et institutionnels du secteur du nautisme, les bénéficiaires de cette action ont accès à un accompagnement opéré par OPCALIA et Pôle emploi Martinique.

Le programme de formation inclut :

- Remise à niveau des savoirs de base,
- Hygiène alimentaire et allergènes en restauration,
- Connaissance du patrimoine culinaire martiniquais,
- Cuisine créole,
- Cuisine du monde,
- Valoriser le service du petit déjeuner,
- Le rhum dans tous ses états,
- Gestion des stocks et des ratios,
- Fiches techniques en restauration,
- Connaissance du patrimoine culturel,
- Cocktails,
- Luxe et professionnalisme VIP,
- Anglais,
- Nettoyage et entretien des cabines,
- etc.



Rivière-Salée, Sainte-Luce,  
Ducos



Nombre prévu de bénéficiaires

**24**

demandeurs d'emploi



Budget

**192 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juin à septembre 2019**

Réalisation de l'action

# PARCOURS TPME : FORMATIONS LONGUES D'ADAPTATION À L'EMPLOI



pour se former à un métier dans  
une petite entreprise



## OBJECTIFS

Répondre aux besoins de compétences des entreprises et mobiliser des demandeurs d'emploi très éloignés de l'emploi à travers une mise en activité :

- **Proposer des formations longues de 800 heures** (au lieu de 400 heures), à destination des demandeurs d'emploi « en difficulté » (seniors, non qualifiés, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), etc.) ayant besoin d'adapter leurs compétences pour intégrer un emploi dans une très petite, petite ou moyenne entreprise (TPME) de moins de 50 salariés ;
- **Proposer aux entreprises une aide renforcée au tutorat.**



## PLUS-VALUES

- **Une intégration facilitée de publics peu qualifiés au sein de TPME** qui peuvent disposer de moyens humains pour proposer des actions de tutorat et accompagner les stagiaires ;
- **Une sécurisation du parcours du demandeur d'emploi en lui assurant une progression régulière et un suivi**, grâce aux étapes d'identification des compétences à acquérir et à des séquences réflexives se déroulant hors de l'espace de production ;
- **Une insertion professionnelle garantie**, reposant sur une obligation d'embauche de 6 mois minimum.



## CONTACT

Région Pays de la Loire

Renaud Moutarde, Directeur de l'emploi et de la formation professionnelle



[renaud.moutarde@paysdelaloire.fr](mailto:renaud.moutarde@paysdelaloire.fr)



02 28 20 54 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le dispositif parcours TPME consiste en une formation longue, à destination de publics fragilisés sur le marché du travail et ayant besoin d'adapter leurs compétences pour intégrer un emploi dans une entreprise de moins de 50 salariés.

Conçu pour offrir un parcours de formation aussi sécurisé que possible à ses bénéficiaires, il articule :

- **Une formation longue** (d'une durée allant de 401 à 800 heures, de 6 à 12 mois) **et individualisée** au regard de l'écart des compétences du demandeur et des compétences attendues par l'entreprise ;
- **Un engagement d'embauche de six mois minimum ;**
- **Une prise en charge qui va jusqu'à 18 euros de l'heure avec une rémunération dérogatoire sur la base de 80 % du SMIC.**

Le dispositif cible prioritairement les publics peu ou pas diplômés (infra niveau IV), les demandeurs d'emploi de longue durée et les résidents en zones de revitalisation rurale (ZRR) et quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Il vise par ailleurs d'abord les métiers émergents, en transformation et plus largement ceux non couverts par une offre de formation.

Dans le cadre de ce dispositif, il est proposé aux entreprises impliquées d'expérimenter la modalité de formation AFEST, afin de favoriser l'intégration de publics peu qualifiés dans les TPME qui rencontrent elles aussi des difficultés de recrutement.



### Taux d'insertion

79% des bénéficiaires étaient en emploi 6 mois après l'action



### Nombre prévu de bénéficiaires

**1 629**  
personnes en 2020



### Budget

**10 100 000 euros**  
13 847 000 euros avec la rémunération des stagiaires



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 14 mai 2018

Mise en œuvre du dispositif pour les entreprises de moins de 20 salariés



### 2019

Renforcement du dispositif aux entreprises de moins de 50 salariés



### 2020

Doublement du dispositif



# DES PROGRAMMES QUALIFIANTS

## RECONFIGURÉS POUR PERMETTRE SOUPLESSE ET ADAPTABILITÉ

- Des parcours de formation par blocs de compétences dans le tourisme (Bourgogne-Franche-Comté) .....p30
- Des parcours de formation par blocs de compétences dans le BTP (Bourgogne-Franche-Comté) ..... p32
- Qualif emploi (Bretagne) .....p34
- Intégrer aux parcours certifiants des modules répondant aux besoins des entreprises (Centre-Val de Loire) .....p36
- Des nouveaux parcours de formation vers les métiers d'aides-soignant.e.s et ambulanciers.ère.s (Centre-Val de Loire) .....p38
- Plan d'action « filières santé et social » (Grand Est) .....p40
- L'économie bleue (Guadeloupe) ..... p42
- Favoriser l'adaptabilité de la commande de formation qualifiante et de spécialisation (Hauts-de-France) .....p44
- Appel à projets « Innovations et Qualification » (Normandie) .....p46
- Démarche régionale d'incubation de certifications nouvelles (Normandie) .....p48
- Une commande de formation certifiante complétée de modules sur le savoir-faire et le savoir-être (Occitanie) .....p50
- Des modules additionnels intégrés au fil de l'eau aux parcours qualifiants (Occitanie) .....p52
- Modules additionnels « Adaptation aux évolutions écologique et numérique » (Pays de la Loire).....p54

# DES PARCOURS DE FORMATION PAR BLOCS DE COMPÉTENCES DANS LE TOURISME



pour qualifier la main-d'œuvre dans un contexte de mutations et répondre aux besoins des entreprises



## OBJECTIFS

Adopter l'approche compétences dans les formations touristiques afin d'accompagner les transformations du secteur et le développement du tourisme en Bourgogne-Franche-Comté :

- Intégrer dans le nouveau programme qualifiant « Tourisme - 2020 » des modules obligatoires qui représentent une plus-value aussi bien pour les bénéficiaires que pour les acteurs économiques ;
- Transformer les contenus de formation et les modalités pédagogiques, pour s'adapter aux évolutions des besoins de compétences et renforcer l'employabilité du public bénéficiaire.



## PLUS-VALUES

- Une **contribution à l'attractivité touristique** de la Bourgogne-Franche-Comté, en mettant à disposition des professionnels une main-d'œuvre formée ;
- Une **meilleure insertion pour le demandeur d'emploi sur le marché du travail** grâce aux **modules portant sur les attentes des professionnels** : relation client, connaissance du patrimoine et de la gastronomie du territoire, savoir-être professionnels, usages du numérique, anglais professionnel ;
- **Des réponses pédagogiques adaptées aux profils des bénéficiaires.**



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Séverine Mignon, directrice de la formation



[severine.mignon@bourgognefranche-comte.fr](mailto:severine.mignon@bourgognefranche-comte.fr)



03 81 61 55 85



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le contenu du nouveau programme qualifiant « **Tourisme - 2020** » a été défini de façon concertée avec l'ensemble des acteurs du tourisme de la région (comité régional du tourisme, union des métiers et des industries de l'hôtellerie, Campus des métiers et des qualifications) qui ont exprimé de fortes attentes de transformation des pratiques des organismes de formation.

**Entièrement renouvelé en 2019, il prépare aux métiers de bouche, de la restauration et de services en restauration, d'accueil et de réception, d'hôtellerie, du tourisme et de l'animation d'activités touristiques, dans le cadre de formations qualifiantes reconnues (RNCP).**

Les formations qualifiantes s'enrichissent de modules **additionnels permettant l'acquisition de compétences complémentaires ou transversales attendues par les entreprises**, relevant, notamment, du répertoire spécifique des certifications et habilitations (RSCH).

Les parcours de formation proposés dans ce cadre sont **accessibles aux personnes en recherche d'emploi** de plus de 16 ans (inscrites ou non à Pôle emploi) qui ont un projet professionnel confirmé.

Afin de favoriser des entrées en formation cadencées, deux **jury de certification sont organisés par an.**



26

lieux de formation sur l'ensemble de la région



Nombre prévu de bénéficiaires

À terme, plus de

500

stagiaires par an



Budget

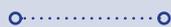
4 400 000 euros  
par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

2019

Lancement d'un nouveau marché public



2020

Mise en œuvre des formations renouvelées à partir de janvier

# DES PARCOURS DE FORMATION PAR BLOCS DE COMPÉTENCES DANS LE BTP



pour favoriser l'individualisation et tenir compte des transitions écologique et numérique



## OBJECTIFS

Rendre les parcours de formation plus souples, plus adaptables aux besoins des entreprises en intégrant l'approche compétences dans le parcours de formation. Démarrer dans le secteur du BTP afin d'atteindre les objectifs régionaux de transition énergétique.

- Établir une veille permanente sur l'évolution des compétences nécessaires aux entreprises, notamment par la valorisation des retours d'expérience des stagiaires dans le cadre de leur alternance ;
- Adapter les contenus de formation, et notamment intégrer des modules liés à l'usage du numérique ;
- Apporter des réponses pédagogiques adaptées et individualisées à l'entrée en formation pour les demandeurs d'emploi ;
- Faciliter le retour en emploi des bénéficiaires des actions de formation, notamment par la poursuite, à tout moment du parcours, de la formation en contrat de professionnalisation.



## PLUS-VALUES

- Une stratégie globale, transversale et pluriannuelle, de refonte de la commande de formation structurelle, pour répondre à l'enjeu de l'adaptation en continu des compétences des actifs et des jeunes ;
- Une transformation qui peut générer un potentiel d'emplois nouveaux (en particulier dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics).



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Philippe Lefort, Chargé mission sectoriel



[philippelefort@bourgognefranchecomte.fr](mailto:philippelefort@bourgognefranchecomte.fr)



03 63 64 20 85



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

Les transitions écologique et numérique modifient profondément les besoins en compétences des entreprises du BTP.

**La mise en place de parcours de formation composés de blocs de compétences permet de répondre à ces transformations car ils rendent la commande de formation plus souple et plus facilement adaptable dans le temps.**

Les blocs de compétences intégrés à ces parcours ont été définis avec les acteurs du secteur, notamment avec la branche professionnelle et des entreprises. Ils portent notamment sur les compétences suivantes :

- **Compétences et connaissances de base en lien avec les transitions énergétique et numérique** (comportement bâtementaire à la déperdition thermique, matériaux bio-sourcés, énergies renouvelables, etc.) ;
- **Compétences pluridisciplinaires** issues de différents métiers du BTP.

Certains modules sont obligatoires car jugés indispensables par les employeurs, et d'autres facultatifs.

- **Ces parcours, accessibles aux personnes en recherche d'emploi** de plus de 16 ans (inscrites ou non à Pôle emploi), qui ont un projet professionnel confirmé, reposent sur :
- **Une logique d'individualisation** : le stagiaire peut construire son parcours en fonction de ses compétences et de son projet professionnel ;
- **Des entrées/sorties permanentes** ou cadencées (3 entrées par an minimum) ;
- **L'accès à des stages pratiques en entreprise** pour chaque bloc de compétences.



35

lieux de formation sur l'ensemble de la région



Nombre prévu de bénéficiaires

Plus de

900

stagiaires par an



Budget

10 200 000 euros  
par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

2018

Lancement du nouveau marché public



Janvier 2019

Mise en œuvre des formations renouvelées (un programme évalué par le comité scientifique d'évaluation du Plan d'investissement dans les compétences)

# QUALIF EMPLOI



pour proposer une offre de formation qualifiante, souple et adaptée



## OBJECTIFS

- Proposer une offre de formation adaptée aux besoins en compétences des territoires ;
- Permettre de « chaîner » un parcours qualifiant avec une suite de parcours en alternance pour offrir des solutions diversifiées.



## PLUS-VALUES

La capacité d'adaptation de la réponse formation est déterminante alors que les besoins en compétences des entreprises sont, par définition, diversifiés et peuvent évoluer rapidement (implantation de nouvelles activités, transformation des métiers, diversification des carnets de commande ...).

- Une capacité d'adaptation de la réponse formation aux besoins des entreprises du territoire, pour des parcours adaptés au mieux, qui encourage l'implication des entreprises dans la formation ;
- Des organismes de formation encouragés à assurer une veille des besoins en compétences de leur territoire et à proposer des innovations.



## CONTACT

### Région Bretagne

Olivier Gaudin, directeur de l'emploi et de la formation tout au long de la vie



olivier.gaudin@bretagne.bzh



02 99 27 11 02





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le programme **QUALIF Emploi** prévoit **plusieurs modalités d'adaptation** « en temps réel » aux besoins des entreprises.

### Une adaptation du volume de personnes formées :

- réaffectation de places vacantes dans des zones en tension ;
- augmentation du nombre de places.

### Une adaptation des contenus de formation pour répondre à des besoins spécifiques des publics ou des entreprises :

- par l'introduction de modules additionnels ;
- par l'évolution des certifications initialement visées face à un besoin différent, spécifique.

### Une articulation possible avec l'alternance : acquisition des 1<sup>er</sup> CCP en QUALIF Emploi et poursuite en alternance.

### Une réactivité possible avec QUALIF Emploi Territorial :

- dans l'hypothèse où les besoins identifiés ne trouvent pas de réponse dans l'offre structurelle (marché QUALIF Emploi), co-financement sous la forme de subvention d'actions spécifiques (métiers ou certifications émergents, pédagogies innovantes, métiers rares ou besoins conjoncturels...).

En complément, une offre QUALIF Emploi à distance est proposée à partir de janvier 2020.



Tout le territoire  
de la Bretagne



Nombre prévu de bénéficiaires

**7 850**  
en 2019



Budget

**49 000 000**  
euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Janvier à septembre 2019**  
Lancement du marché, réponses et sélection des organismes de formation



**Juillet 2019**  
Information des branches et OPCO (implication des entreprises et articulation avec le contrat de professionnalisation)



**Septembre 2019**  
Démarrage des formations



**Début 2020**  
Organisation de réunions sectorielles avec les organismes de formation, les branches et les OPCO

# INTÉGRER AUX PARCOURS CERTIFIANTS DES MODULES RÉPONDANT AUX BESOINS DES ENTREPRISES



pour rénover ou créer des formations certifiantes selon les besoins identifiés des entreprises



## OBJECTIFS

Alors que les formations qualifiantes doivent pouvoir évoluer de façon régulière pour répondre aux besoins des entreprises et assurer aux personnes en formation les contenus les plus à jour au regard des besoins du marché du travail, cette expérimentation permet à la fois de :

- **Intégrer aux parcours qualifiants des compléments modulaires** qui correspondent aux besoins des entreprises mais qui ne sont pas prévus par le référentiel de qualification ;
- **Proposer la création de formations qualifiantes « cousues main »** lorsqu'aucune certification n'existe dans ce domaine.



## PLUS-VALUES

- Une **approche expérimentale permettant une évolution progressive** de l'ensemble du programme régional de formation ;
- Une **capitalisation des actions menées** dans le cadre d'une plateforme de recueil des besoins en compétences.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

La démarche de rénovation des formations qualifiantes par l'ajout de modules complémentaires ou la création de certifications nouvelles a pour ambition de garantir l'adaptation régulière de l'offre de formation aux besoins des entreprises et d'assurer aux personnes en formation les contenus les plus à jour au regard des besoins du marché du travail.

Le choix des modules complémentaires et des certifications nouvelles s'articule autour de deux étapes clés principales :

- **La sélection des parcours de formation concernés et des certifications à faire évoluer / à créer**, à partir notamment d'une analyse des demandes exprimées par les entreprises ;
- **L'identification précise des compétences** (savoirs, savoir-faire et savoir-être) **non couvertes par les référentiels de certification**, réalisée à partir des matériaux issus des travaux de prospective des branches, des enquêtes compétences et des opérations DÉFI conduites avec les entreprises dans les territoires.

Les certifications retenues sont choisies dans les secteurs stratégiques pour le développement économique du territoire (industrie, transport logistique, hôtellerie-restauration, etc.), en tenant compte des implications des transitions écologique et énergétique.



### Les secteurs concernés

Transport-logistique, aide à la personne, maintenance ferroviaire, agriculture



### Des modules complémentaires

En lien avec les transitions écologique et énergétique, la mobilité, les compétences transverses...



### Budget

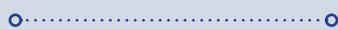
Pris sur le budget du programme régional de formation en phase expérimentale



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Mars 2019

Lancement de l'action



### Depuis mars 2019

Identification des certifications concernées et des compétences non couvertes  
Sélection des modules complémentaires et des certifications nouvelles à créer

# DES NOUVEAUX PARCOURS DE FORMATION VERS LES MÉTIERS D'AIDES-SOIGNANT(E)S ET AMBULANCIERS(ÈRES)



CENTRE-VAL DE LOIRE



pour attirer de nouveaux publics vers ces métiers



## OBJECTIFS

**Soutenir des actions expérimentales territoriales pour répondre aux besoins du domaine paramédical** (déficit d'attractivité du métier, diversification des candidats, adaptation des compétences aux besoins des usagers et aux évolutions du secteur) :

- Construire de nouveaux parcours de formation sans couture vers ces métiers ;
- Proposer des modules professionnalisants sur les thématiques identifiées selon les publics : gérontologie, maladies neuro-dégénératives, etc. ;
- Mieux coordonner et mailler l'offre de formation du territoire vers les métiers d'aides-soignant(e)s et d'ambulanciers(ères).



## PLUS-VALUES

- Une action très volontariste en faveur de **l'attractivité des métiers et des formations** d'aide-soignant(e)s et d'ambulanciers(ères), reposant sur la mise à disposition d'actions et de formations prenant en compte les besoins spécifiques des apprenants ;
- Une **expérimentation pensée en articulation avec les autres actions portées par la Région**, notamment le dispositif DÉFI permettant la co-construction d'actions de formation sur-mesure avec les employeurs.



## CONTACT

**Région Centre-Val de Loire**

Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Les métiers et les formations d'aide-soignant(e)s et ambulanciers(ères) sont confrontés à de nombreux enjeux :** déficit d'attractivité, niveau d'entrée en formation, nécessaire persévérance en cours de formation, adaptation des compétences des futurs professionnels aux besoins des usagers et aux évolutions des pratiques dans le secteur...

**Ces parcours expérimentaux sans couture proposent des réponses de proximité à ces défis :**

- **La mise en place d'actions innovantes pour atteindre de nouveaux publics d'apprenants** et repenser les délais et les conditions d'entrée en formation ;
- **La mise à disposition de formations de remise à niveau ou d'acquisition des premiers gestes professionnels** accessibles en amont des formations menant vers les métiers d'aide-soignant(e) et d'ambulancier(ère) ;
- **La création de modules complémentaires** dans les formations en lien avec l'évolution des pratiques, de l'environnement professionnel et des besoins des usagers.



**Cher et Indre pour le métier d'aide soignant(e)  
Blois pour le métier d'ambulancier(ère)**



### Nombre de projets 2020

Pour le métier d'aide-soignant(e) :

**2** projets pour **40** bénéficiaires

Pour le métier d'ambulancier(ère) :

**1** projet pour **20** bénéficiaires



**Budget**

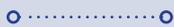
**297 000 euros**  
pour 2020



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

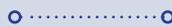
**Juin 2019**

Lancement de l'appel à projets



**Octobre 2019**

Dépôt des dossiers



**À partir de 2020**

Lancement des expérimentations

# PLAN D' ACTIONS « FILIÈRES SANTÉ ET SOCIAL »



GRAND EST



pour répondre aux besoins  
immédiats du secteur



## OBJECTIFS

- Répondre aux besoins des secteurs de la santé et du social qui sont confrontés à une augmentation du nombre d'emplois à pourvoir :
  - Déployer un plan de formation co-construit avec les Départements pour répondre à leurs besoins et aux contraintes territoriales ;
  - Promouvoir les métiers des filières de la santé et du social ;
  - Faciliter l'accès à la formation et offrir des places de formation au plus près des besoins.



## PLUS-VALUES

- Répondre aux difficultés de recrutement des aides-soignant(e)s notamment dans les EHPAD ;
- Atténuer les difficultés de recrutement dans les secteurs de la petite enfance, du transport sanitaire et de l'intervention sociale et familiale.



## CONTACT

### Région Grand Est

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



nadia.chenaf@grandest.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le secteur médico-social est confronté à une pénurie de compétences, notamment dans les métiers d'aides-soignants, d'ambulanciers ou d'auxiliaires en puériculture.** Le plan d'actions « Filières santé et social » se donne pour ambition de **promouvoir ces métiers porteurs et co-construire avec les Départements des réponses adaptées** qui favorisent soit les montées en compétences, soit la formation de nouveaux entrants. Il répond ainsi aux préconisations du rapport El Khomri « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand-âge ».

**Ces formations sont adaptées aux contraintes et aux besoins des territoires et des personnes :**

- Préparations à l'entrée en formation et formations complètes ;
- Formations modulaires ou passerelles ;
- Formations en alternance ;
- Validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- Formation d'agents de service hospitalier ;
- Promotion des métiers.



Grand Est



Nombre prévu de bénéficiaires

**200**  
parcours supplémentaires  
d'aides-soignant(e)s  
par an depuis 2019



Budget

**1 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019 - 2020

État des lieux partagé avec les Départements et co-construction des parcours sur le territoire des départements en tension



### 2020

État des lieux partagé pour lancer un plan d'actions sur les autres métiers en tension : ambulancier(ère), auxiliaire de puériculture, technicien(nne) en intervention sociale et familiale

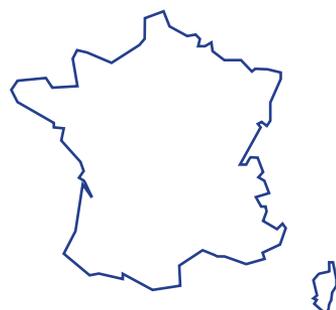


### 2020 - 2022

Extension du plan d'actions « Aides-soignant(e)s »

# L'ÉCONOMIE BLEUE

pour développer des formations dans le nautisme



GUADELOUPE



## OBJECTIFS

- **Répondre aux besoins en compétences** des entreprises du territoire ;
- **Attirer des entreprises de métropole** qui souhaitent investir en Outre-Mer, en proposant des profils opérationnels (promotion de profils) ;
- **Favoriser la création d'entreprises** en lien avec les nouvelles haltes légères du territoire.



## PLUS-VALUES

- **Pour la première fois en Guadeloupe, pouvoir préparer dans la même formation deux titres professionnels :**  
Titre professionnel Agent de Maintenance en marine de plaisance - niveau V & Titre professionnel Mécanicien réparateur en marine de plaisance - niveau V ;
- **Délocaliser la formation dans des zones à très haut niveau de chômage** (nord de Grande-Terre et Marie-Galante).



## CONTACT

**Pôle emploi Guadeloupe**  
Yolene Bordy, cheffe de projet



[yolene.bordy@pole-emploi.fr](mailto:yolene.bordy@pole-emploi.fr)



06 90 57 68 78



## PRÉSENTATION DU PROJET

### Contenu de la formation :

- **Module commun n°1 : préparer l'insertion et la posture professionnelle** (255 heures)  
Relation client, Anglais, Habilitation électrique : installer et entretenir les équipements de bords, sauveteur secouriste de travail, Permis mer côtier, Accompagnement à la rédaction du dossier professionnel, Aide à l'insertion et remobilisation.
- **Module commun n°2 : réaliser la manutention et l'entretien courant des bateaux de plaisance** (175 heures)  
Intervenir sur l'accastillage, le gréement et les équipements de bord  
Installer des moteurs marins et des équipements de bord.
- **Module n°3 : maintenance des bateaux de plaisance** (420 heures dont 35 heures de validation)  
Intervenir sur les éléments en composite et les éléments en bois  
Intervenir sur l'accastillage, le gréement et les équipements de bord.
- **Module n°4 : réparation des bateaux de plaisance** (630 heures dont 35 heures de validation)  
Manutentionner, Entretenir les œuvres vives, les œuvres mortes, Manœuvrer au port, Réaliser l'entretien courant des moteurs.



Guadeloupe



Nombre prévu de bénéficiaires

**25** stagiaires en 2019

**35** stagiaires en 2020  
dont un groupe sur Saint-Martin



Budget

**532 600 euros**

**21 000 euros**  
en moyenne par parcours (coûts pédagogiques et rémunération)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Août 2019**

Lancement du projet



**Janvier 2021**

Bilan

# FAVORISER L'ADAPTABILITÉ DE LA COMMANDE DE FORMATION QUALIFIANTE ET DE SPÉCIALISATION



pour garantir l'efficacité de la commande de formation



## OBJECTIFS

**Garantir l'adaptabilité des achats de formation en fonction des besoins du monde économique et des besoins ou des caractéristiques des publics :**

- Une programmation structurelle qui donne de la visibilité à la stratégie de formation de la Région ;
- Une programmation dite « conjoncturelle » qui apporte une réponse « juste à temps et sur-mesure » à des besoins émanant de territoires ou d'entreprises identifiées ;
- La possibilité de répondre en temps réel à des demandes individuelles non couvertes par les formations collectives, afin d'assurer une complémentarité des interventions.



## PLUS-VALUES

- Une programmation annuelle **plus lisible**, en direction des réseaux d'accueil et des organismes de formation ;
- Une **planification des actions facilitée et des partenaires mobilisés** pour cibler les actions vers les publics prioritaires du Pacte régional et assurer les meilleures chances d'insertion post-formation ;
- Des équilibres territoriaux **garantis** ;
- La prise en compte des recommandations des branches professionnelles, en intégrant les besoins des territoires.



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
David Chatal, responsable de service PRFO



[david.chatal@hautsdefrance.fr](mailto:david.chatal@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 22





## PRÉSENTATION DU PROJET

Afin de garantir l'adaptation de la commande de formations aux besoins de l'économie et des publics, le projet distingue deux types de programmation :

**1 | Une programmation structurelle** : conçue pour donner de la visibilité à la stratégie de la Région, elle s'appuie sur la consultation des branches professionnelles (au travers des 13 contrats de branche et des organisations professionnelles) et des acteurs de proximité (Pôle emploi, missions locales, entreprises, porteurs de projets, membres du service public pour l'emploi local). La consolidation de ces travaux permet de définir la programmation « structurelle » annuelle, sur la base des tendances les plus marquées de l'économie en région et de construire l'offre de formation 2020.

La visibilité sur un an permet aux acteurs de planifier leurs actions et de mobiliser des partenaires autour d'objectifs d'intégration des publics.

**2 | Une programmation conjoncturelle : lancée tous les 15 jours**, elle permet, en complémentarité avec la commande structurelle, la prise en compte, en continu, de besoins non identifiés en début d'année.

Cet projet s'inscrit dans le cadre d'un **marché pluriannuel** sous forme de bons de commande (sans minimum ou maximum) avec un double critère d'allotissement (géographique et sectoriel).



Un allotissement par arrondissement permettant de couvrir l'ensemble de la région



Nombre prévu de bénéficiaires

**40 000**

stagiaires pour la programmation structurelle

**8 000**

stagiaires pour la programmation conjoncturelle



Budget

**194 000 000**

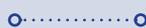
euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Septembre à novembre 2019**

Association des branches professionnelles et des territoires au projet



**2020**

Lancement des marchés  
Démarrage des formations

# APPEL À PROJETS « INNOVATIONS ET QUALIFICATION »



pour mettre en œuvre des actions  
de formation expérimentales



## OBJECTIFS

Déployer des actions de formation complémentaires au programme Qualif' régional qui ont vocation à :

- Favoriser l'innovation dans les modalités d'approche et de formation des publics ;
- Répondre à des besoins non couverts par l'offre structurelle régionale existante.



## PLUS-VALUES

- **Expérimenter de nouvelles modalités pédagogiques** en lien avec les besoins spécifiques des publics identifiés et des besoins d'emploi ;
- **Offrir aux organismes de formation la possibilité de proposer des actions innovantes** pour répondre aux besoins de compétences nouvelles ;
- **Expérimenter et capitaliser sur des approches innovantes** en amont du renouvellement du programme Qualif' régional.



## CONTACT

Région Normandie

Julie Jahier, cheffe du service des formations qualifiantes



[julie.jahier@normandie.fr](mailto:julie.jahier@normandie.fr)



02 31 06 97 21





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'appel à projets « Innovation et qualification » permet de réunir des propositions d'offre de formations nouvelles, en lien avec des besoins d'emploi avérés.

Deux angles principaux d'innovation sont attendus dans le cadre de l'appel à projets :

- Des innovations concernant les moyens de mobilisation, d'accès et de sécurisation des parcours de formation ;
- L'expérimentation de nouvelles modalités pédagogiques.

À titre d'exemple, est retenu dans le cadre de l'appel à projets un projet de formation au nouveau métier de maître composteur qui s'appuie sur les référentiels de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) dédiés à la gestion de proximité des biodéchets et s'inscrit dans une dynamique impulsée sur le territoire de Rouen Métropole. Le projet de formation, porté par le Greta de Rouen, prévoit notamment de mettre en situation les stagiaires sur une plateforme mobile de compostage.



Un objectif de  
**10 à 15**  
expérimentations sur  
l'ensemble du territoire



Objectifs à 6 mois  
Un emploi durable  
pour 65 % des stagiaires  
L'obtention de la certification  
totale visée pour 80 %  
des stagiaires



Budget

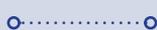
**2 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Juillet 2019

Ouverture de l'appel à propositions (celui-ci est ouvert de façon permanente durant toute la durée du Pacte régional)



### À partir de 2022

Essaiage des bonnes pratiques à l'ensemble du programme régional Qualif

# DÉMARCHE RÉGIONALE D'INCUBATION DE CERTIFICATIONS NOUVELLES



pour développer des modules additionnels  
aux certifications existantes



## OBJECTIFS

- Adapter les parcours de formation en proposant des contenus additionnels à une certification existante, répondant aux besoins des entreprises ;
- Engager une démarche de reconnaissance des compétences identifiées par un certificateur.



## PLUS-VALUES

- Un accompagnement des filières régionales stratégiques par le développement de nouvelles certifications ou l'adaptation de référentiels de certification existants ;
- Une adaptation des certifications existantes aux évolutions et à la transformation des métiers.



## CONTACT

Région Normandie

Julie Jahier, chef de service formation qualifiante



[julie.jahier@normandie.fr](mailto:julie.jahier@normandie.fr)



02 31 06 97 21





## PRÉSENTATION DU PROJET

La démarche de développement de modules additionnels s'appuie sur la nécessité de répondre aux besoins des entreprises dans le cadre d'ingénieries de formation « sur-mesure ».

Le travail d'identification des modules additionnels repose à la fois sur :

- Un travail de collecte et de capitalisation des besoins exprimés par les entreprises du territoire ;
- Des échanges réguliers avec les branches professionnelles dans le cadre des accords de partenariat signés avec la Région.

Ce travail a déjà donné lieu à la création de modules additionnels dans deux domaines :

- **Le métier du lin avec un module** concernant les compétences liées au teillage (séparation des parties ligneuses de la fibre) en complément de certifications classiques liées à la conduite d'équipements de production ;
- **La formation « Capitaine 200 Voiles »** avec des modules concernant les compétences liées à la préservation du milieu marin et à la transmission de cette connaissance aux clients, à la réalisation de maintenance des équipements et matériels de bords et à l'anglais, en complément du référentiel établi par le ministère chargé de la mer.



Nombre de filières concernées

3

filières régionales stratégiques accompagnées :  
Lin, Maritime et Hydrogène



Nombre de projets soutenus

3

projets en cours



Budget

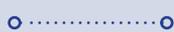
2 000 000 euros  
(prévisionnel)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019 - 2023

Achat de formations adaptées à travers des marchés publics ou de l'appel à projets « Innovation et Qualification »



### 2020 - 2023

Accompagnement des porteurs de projet dans la relation avec le ou les certificateurs

# UNE COMMANDE DE FORMATION CERTIFIANTE COMPLÉTÉE DE MODULES SUR LE SAVOIR-FAIRE ET LE SAVOIR-ÊTRE



pour enrichir les parcours et faire évoluer les certifications



## OBJECTIFS

Intégrer à la commande de formation qualifiante ou certifiante des compléments de formation sous forme de modules non prévus dans le référentiel de certification :

- Renforcer le lien emploi-formation et répondre aux besoins des entreprises grâce à ces modules ;
- Développer l'employabilité des bénéficiaires sur le long terme ;
- Valoriser l'acquisition des savoir-être, prérequis indispensables pour les recruteurs.



## PLUS-VALUES

- Les entreprises disposent, à l'embauche, de **profils plus agiles et plus adaptés** ;
- Les bénéficiaires **accroissent leur employabilité** avec l'acquisition de compétences durables ;
- Les compétences liées au savoir-être et au savoir-faire sont mieux reconnues.



## CONTACT

Région Occitanie

Isabelle Mazenq, responsable du service qualifications professionnelles



[isabelle.mazenq@laregion.fr](mailto:isabelle.mazenq@laregion.fr)



05 61 39 63 14





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'action repose sur l'intégration, dans les cahiers des charges des formations, de modules obligatoires sur les savoir-faire et les savoir-être, correspondant aux attentes des entreprises, pour compléter le référentiel de certification.

• **Pour les dispositifs pré-qualifiants :**

- Action « Déclic » destinée aux jeunes décrocheurs : « Développer sa curiosité et ses aptitudes professionnelles », « Élargir son champ de communication » ;
- Action « Projet pro » destinée aux demandeurs d'emploi : « Développer les aptitudes personnelles », « Période entreprise », « Sensibilisation au développement durable ».

• **Pour les actions de formation visant l'acquisition d'une qualification :**

- Modules « Période en entreprise », « Positionnement initial » et « Formation aux usages du numérique ».

• **Dans certaines filières, des modules complémentaires liés aux nécessités des métiers sont également intégrés aux parcours qualifiants :**

- Modules « électronique embarquée » pour l'automobile ;
- Modules « e-commerce » pour le secteur du commerce.

*Cette approche d'intégration de modules dans les cahiers des charges est complétée par une autre action qui prévoit d'ajouter, au fil de l'eau, c'est-à-dire pendant les 4 ans de la commande de formation, d'autres modules, non définis à l'avance, pour tenir compte de nouveaux besoins exprimés par les entreprises.*



**Tout le territoire de l'Occitanie**



**Nombre de certifications concernées**

Une dizaine de certifications concernées par des modules supplémentaires



**Budget**

Coût intégré au programme régional de formation



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

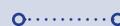
**2019**

Définition des enjeux, des principes de mise en œuvre et identification des freins



**2020**

État des lieux de l'existant  
Identification des nouveaux besoins et élaboration d'un plan d'actions



**2020-2021**

Mise en place de sessions de professionnalisation des acteurs et démarrage de modules additionnels

# DES MODULES ADDITIONNELS INTÉGRÉS AU FIL DE L'EAU AUX PARCOURS QUALIFIANTS



pour favoriser l'évolution des contenus des parcours qualifiants au fil de l'eau, en fonction des nouveaux besoins des entreprises



## OBJECTIFS

Permettre d'enrichir, au fil de l'eau (pendant les 4 ans du programme de formation), les contenus de formation par l'ajout de modules additionnels en fonction de nouveaux besoins exprimés par les entreprises :

- Prendre en compte l'évolution des besoins de compétences des entreprises, au-delà de ce qui est déjà prévu dans la commande de formation (notamment modules additionnels) ;
- Développer l'employabilité des bénéficiaires sur du long terme (en prenant en compte des besoins de compétences nouveaux ou émergents) ;
- Rendre la commande de formation agile et adaptable.



## PLUS-VALUES

- **Pour les entreprises** : disposer, à l'embauche, de profils plus agiles et plus adaptés au monde de l'entreprise ;
- **Pour les bénéficiaires** : accroître leur employabilité avec l'acquisition de compétences durables.



## CONTACTS

**Région Occitanie, contact modules des formations qualifiantes (savoir-faire)**

Isabelle Mazenq, responsable du service qualifications professionnelles

Lila Merabet Mohamed, responsable du service nouvelles chances



isabelle.mazenq@laregion.fr  
lila.merabet-mohamed@laregion.fr



05 61 39 63 14  
05 67 22 68 45





## PRÉSENTATION DU PROJET

Il s'agit ici de permettre l'adaptation de la commande de formation au fur et à mesure que de nouveaux besoins apparaissent (après le démarrage du programme de formation), **au-delà des modules complémentaires prévus dans la commande de formation dès l'origine.**

L'identification des nouveaux besoins de compétences à intégrer sous la forme de modules additionnels repose notamment sur l'**Observatoire 4.0** (outil d'analyse de la data emploi et d'aide à la décision).

La méthode peut être décomposée en **quatre étapes principales** :

**1** | Grâce à une analyse textuelle des compétences attendues par les employeurs dans les offres d'emploi et des compétences prévues dans les formations collectives financées par la Région, l'Observatoire 4.0 met en évidence les besoins de compétences attendues par les entreprises non prévues dans **les contenus de formation** ;

**2** | Sur cette base, les organismes de formation sont sollicités pour faire évoluer le contenu des formations au regard des besoins repérés ;

**3** | L'offre référencée est modifiée par le prestataire. Ces nouveaux modules sont commandés par la Région, par avenant au marché, puis mis en œuvre ;

**4** | L'ensemble du projet fait l'objet d'une évaluation.



Nombre de formations visées

**100 %**

des formations qualifiantes du programme régional de formation sont susceptibles d'être impactées



Nombre de certifications concernées

Environ

**10**



Budget

Non connu à ce jour



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Démarrage de l'analyse des besoins et de l'identification des modules additionnels



**2020-2021**

Adaptation de l'offre référencée au 1<sup>er</sup> semestre 2020  
Démarrage des modules additionnels fin 2020 - début 2021

# MODULES ADDITIONNELS « ADAPTATION AUX ÉVOLUTIONS ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE »



pour adapter l'offre de formation aux besoins  
des entreprises



## OBJECTIFS

- Adapter les contenus de formation afin de prendre en compte le fait que d'ici 2030, les métiers vont profondément évoluer (ainsi que la façon de les exercer) et que, d'ores et déjà, les évolutions du numérique imposent aux acteurs de faire preuve de plus de flexibilité et d'agilité pour réussir leur adaptation dans l'emploi ;
- Créer des modules additionnels autour de compétences ciblées qui permettent de mieux préparer à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des formés.



## PLUS-VALUES

- Une évolution progressive des contenus des formations, en fonction des évolutions des métiers ;
- Une adaptation de l'offre de formation en continu.



## CONTACT

Région Pays de la Loire  
Renaud Moutarde, Directeur de l'emploi  
et de la formation professionnelle



[renaud.moutarde@paysdelaloire.fr](mailto:renaud.moutarde@paysdelaloire.fr)



02 28 20 54 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

D'ici 2030, les métiers vont profondément évoluer ainsi que la façon de les exercer. D'ores et déjà, le contexte professionnel en constante évolution, ainsi que les évolutions du numérique, imposent aux acteurs de faire preuve de **plus de flexibilité et d'agilité** pour réussir leur adaptation dans l'emploi.

La transition numérique impacte désormais toutes les filières et implique une « requalification » des salariés. Des **modules additionnels autour de compétences plus ciblées** sont susceptibles de mieux préparer à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des formés.

**Le projet Modules additionnels va permettre de déterminer :**

- Les secteurs professionnels à prioriser : commerce, bâtiment, industrie, tertiaire et commerce, agriculture, etc.
- Les types de certifications à prioriser : CAP, BP, Bac pro etc.

**Pour certains métiers, les besoins en nouvelles compétences et les modules à adjoindre ont déjà été identifiés**

- Ex. Module « conduite de machine ou ligne » pour les métiers industriels ((avec mises en situation professionnelle, réalité virtuelle, réalité augmentée etc.)),
- Ex. Module « webmarketing » pour les métiers du commerce.



**Nombre de modules prévus**

**6** modules déjà identifiés pour **4** familles de métiers (industrie, production agricole & agroéquipement, tertiaire & commerce, BTP & travaux paysagers)



**Nombre prévu de bénéficiaires**

**900**



**Budget**

**1 620 000 euros**

par an (augmentation de 20% des parcours moyens et/ou du prix de l'heure stagiaire)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Dès la commande de formation



**2020**

Dès la commande de formation



# DES ACTIONS DE FORMATION « MÉTIERS »

## CONSTRUITES SUR-MESURE POUR LES PUBLICS VULNÉRABLES

- L'insertion par l'activité économique, une action du FAF.TT (Bourgogne-Franche-Comté) .....p58
- Ambassadeur du territoire (Corse) .....p60
- Une formation 100% digitale au CAP Cuisine (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France) .....p62
- Intégrateur handi'capable (Île-de-France) .....p64
- (Ré)Actifs (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France) .....p66
- Parcours insertion sans couture vers le numérique (Île-de-France) .....p68
- Label École (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France) .....p70
- Classe Alpha (lauréat de l'AAP « innovation ») (Île-de-France) .....p72
- La formation se met aux « verts » (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p74

# L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, UNE ACTION DU FAF.TT



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour favoriser l'insertion  
des publics les plus fragiles



## OBJECTIFS

- Mettre en œuvre des parcours de formation « sans couture », associant et combinant les dispositifs du Conseil régional et ceux du travail temporaire à destination des publics en insertion, dans une logique d'optimisation des financements et d'efficacité des parcours ;
- Garantir l'accès des publics les plus fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés ;
- Moderniser l'ingénierie de formation, les modes de mise en œuvre de la formation et l'accompagnement pendant la formation.



## PLUS-VALUES

- Une prise en charge de l'ensemble des besoins des travailleurs temporaires en formations pré-qualifiantes et qualifiantes grâce à la mobilisation combinée des dispositifs de la Région amplifiés par le Pacte et de l'OPCO AKTO (ex-FAF.TT) ;
- Un parcours suivi de bout en bout par les acteurs de la Région et de l'OPCO afin d'assurer la continuité des parcours de formation.



REGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Pierre Cartillier, directeur adjoint



[pierre.cartillier@bourgognefranchecomte.fr](mailto:pierre.cartillier@bourgognefranchecomte.fr)



03 80 44 35 96



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet permet de tester la logique de parcours « sans couture » auprès de publics éligibles au dispositif d'insertion du travail temporaire, grâce à la combinaison des dispositifs de formation régionaux et de ceux du travail temporaire portés par l'OPCO AKTO (ex-FAF.TT).

Deux parcours types sont proposés :

**1 | Préparer l'accès à une qualification, en proposant un parcours intégré, composé de briques issues des dispositifs de la Région** et de la branche du travail temporaire ;

**2 | Acquérir une qualification reconnue**, en garantissant l'accès aux intérimaires, **sans mission depuis au moins 6 mois**, à un parcours qualifiant, que la formation existe au sein du programme de formation de la Région ou non :

- **Accès à une formation du programme régional de formation correspondant au projet de la personne, dans le cadre d'un parcours individualisé de 450 heures maximum** et dont les coûts pédagogiques sont pris en charge par la Région et la rémunération par les agences d'emploi et l'OPCO AKTO ;
- **Une formation non prévue dans le programme régional de formation** et dont le coût pédagogique est cofinancé par l'OPCO AKTO et la Région, la rémunération étant laissée à la charge des agences d'emploi et de l'OPCO AKTO.



Tout le territoire de la  
Bourgogne-Franche-Comté



Nombre prévu de bénéficiaires

Augmentation de

**50 %**

du nombre d'intérimaires en  
contrat de développement  
professionnel ou d'insertion  
professionnelle formés



Budget

**1 000 000 euros**

sur 3 ans pour le parcours accessible  
aux intérimaires sans mission depuis  
6 mois



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2020**

Lancement de l'expérimentation  
pour 3 ans

# AMBASSADEUR DU TERRITOIRE

pour former les demandeurs  
d'emploi aux métiers du tourisme



## OBJECTIFS

Développer une offre adaptée au public des demandeurs d'emploi dans le secteur du tourisme et plus spécifiquement du patrimoine :

- Favoriser l'accès des actifs aux emplois du tourisme par la gestion des compétences autour de la notion du patrimoine, véritable atout à l'embauche ;
- Valoriser la vente et le développement des services liés au tourisme patrimonial.



## PLUS-VALUES

- Un accès facilité à la formation des salariés des structures touristiques et la possibilité de valoriser leur savoir-faire par l'acquisition de compétences autour de la notion du patrimoine ;
- Une image touristique du territoire renforcée, au service du développement économique et de la fréquentation touristique, grâce à la professionnalisation et à la fidélisation du personnel, notamment saisonnier ;
- Une valorisation des territoires ruraux pour éviter le « sur-tourisme », par exemple dans les zones littorales.



## CONTACT

Collectivité territoriale de Corse

Alia Alkhalfioui, chef de mission accompagnement des dispositifs de formation



[alia.alkhalfioui@isula.corsica](mailto:alia.alkhalfioui@isula.corsica)



04 95 51 63 97





## PRÉSENTATION DU PROJET

Cette action permet aux demandeurs d'emploi de s'approprier de manière efficace et autonome les caractéristiques d'un territoire, d'en acquérir les connaissances géographiques, historiques, culturelles, patrimoniales et touristiques, d'être capable de s'intégrer rapidement sur un territoire et d'informer les clients de manière précise et personnalisée.

L'offre de formation déployée dans le cadre de ce projet doit prendre en compte à la fois les caractéristiques et les besoins du public bénéficiaire, et les besoins exprimés par les entreprises :

- Les demandeurs d'emploi acquièrent de **nouvelles compétences** qui répondent aux besoins du territoire et des structures touristiques ;
- Parallèlement, le développement de **formations adaptées aux besoins spécifiques** de chaque structure touristique et à sa localisation géographique leur permet de **recruter des profils pertinents**.

Le projet doit permettre également la reconnaissance de la formation par une certification.



Ajaccio



Nombre prévu de bénéficiaires

8

personnes



Budget

33 200 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Novembre 2019

Démarrage du projet au centre Afpa Ajaccio



### Janvier 2020

Identification des résultats  
Capitalisation de l'expérimentation pour validation et déploiement de l'action sur tout le territoire

# UNE FORMATION 100 % DIGITALE AU CAP CUISINE (lauréat de l'AAP « Innovation »)



pour tester la formation en cuisine à distance



## OBJECTIFS

- **Tester la formation à distance** pour un CAP Cuisine et mener à l'emploi ;
- **Identifier les freins et les plus-values** de cette approche pour en tirer les bonnes pratiques.



## PLUS-VALUES

- **Tester de nouvelles approches permettant d'améliorer l'accès à la formation, dans une optique d'évaluation puis d'essaimage.**



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et  
qualifications



[thierry.briffault@iledefrance.fr](mailto:thierry.briffault@iledefrance.fr)  
[jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr](mailto:jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr)





## PRÉSENTATION DU PROJET

Porté par l'École internationale du savoir-faire français (EISF), le projet de formation 100 % digitale au CAP Cuisine s'adresse aux demandeurs d'emploi de plus de 18 ans, aux jeunes sans qualification ou chômeurs longue durée, aux bénéficiaires de l'assurance chômage, bénéficiaires du RSA, ou sans indemnité et aux personnes en situation de handicap pouvant exercer le métier de cuisinier.

S'appuyant sur des vidéos et sur une plateforme de e-learning, le CAP Cuisine 100 % digital repose sur **deux parcours de formation de 8 mois accessibles pour 20 personnes et d'une durée de 900 heures de formation par stagiaire réparties sur 30 heures par semaine**. Les apprenants bénéficient dans ce cadre d'un accompagnement renforcé.

Le projet repose sur **un partenariat avec Pôle emploi et les missions locales afin d'assurer le sourcing des bénéficiaires**.



Formation digitale accessible sur tout le territoire de l'Île-de-France



Nombre prévu de bénéficiaires

**40**  
bénéficiaires



Budget

**362 000 euros**  
dont 245 000 euros financés dans le cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**  
Validation de l'action et démarrage

# INTÉGRATEUR HANDI'CAPABLE



pour former au métier d'intégrateur  
des personnes handicapées



## OBJECTIFS

Créer les deux premières formations accessibles au métier d'intégrateur web, 100 % en télé-présentiel, destinées aux personnes en situation de handicap :

- Une formation destinée aux personnes sourdes ou malentendantes ;
- Une formation destinée aux personnes aveugles ou malvoyantes.



## PLUS-VALUES

Développer l'accès à la formation pour certains publics vulnérables, grâce à deux leviers :

- Une formation à 100 % en télé-présentiel ;
- Des contenus adaptés qui intègrent les exigences d'accessibilité numérique, notamment pour des personnes ayant un handicap sensoriel.



## CONTACTS

Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Porté par l'école O'Clock, en partenariat avec les sociétés **Tangaru** (en charge d'assurer une partie de l'ingénierie pédagogique) et **Eddi** (fournisseur de solution de classe virtuelle), **le projet Intégrateur Handi'Capable propose d'adapter l'outil de classe virtuelle Eddi aux contraintes de publics en situation de handicap et de créer des contenus pédagogiques sur-mesure.**

Le projet s'adresse prioritairement **aux personnes sourdes ou malentendantes et malvoyantes ou aveugles**, mais également aux demandeurs d'emploi les plus fragiles : NEET, demandeurs d'emploi niveau infra IV, bénéficiaires du RSA, résidents de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

**La pérennisation des outils déployés** est un des enjeux du projet, à travers la mise à disposition par le porteur de projet des adaptations apportées aux outils de formation à distance à d'autres acteurs.

Le projet vise **un taux de sortie positive de 70 %** à 12 mois (CDD, CDI, contrat de professionnalisation, alternance ou poursuite de formation de niveau supérieur).

Il repose sur **un vaste ensemble de partenaires**, financiers et d'appui au sourcing des bénéficiaires notamment (Pôle emploi, agence Handipass,...).



Sur l'ensemble  
de la région  
Île-de-France



Nombre prévu de bénéficiaires

**20** bénéficiaires sourds  
ou malentendants

**10** bénéficiaires  
malvoyants ou aveugles

**20** demandeurs d'emploi  
vulnérables



Budget

**526 000 euros**  
dont 368 000 euros financés dans le  
cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Validation de l'action  
et démarrage

# (RE)ACTIFS (lauréat de l'AAP « Innovation »)



pour faciliter la création  
d'entreprise



## OBJECTIFS

Ouvrir des nouveaux horizons à des personnes expérimentées mais vulnérables sous la forme de création d'activités :

- Permettre à ceux qui disposent d'une expérience professionnelle d'acquérir des compétences pour créer leur activité et la pérenniser (monter en compétences sur des savoirs-clés nécessaires autres qu'administratifs ou techniques) ;
- Prioriser le public senior demandeur d'emploi de longue durée ou handicapé, qui dispose le plus souvent d'une longue expérience professionnelle et donc d'une expertise susceptible d'intéresser les entreprises mais sous de nouvelles formes d'emploi.



## PLUS-VALUES

- Le **ciblage d'un public de demandeurs d'emploi de longue durée ou handicapé** susceptible de créer sa propre activité ;
- Une **complémentarité pédagogique** avec les dispositifs classiques de l'accompagnement à la création d'entreprise en se concentrant sur les compétences peu abordées dans ces dispositifs, bien qu'elles correspondent à un vrai besoin pour ces publics (compétences transversales, posture de travailleur indépendant et de consultant...).



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Porté par l'Institut du temps géré, ce projet permet aux stagiaires d'être coachés tout au long de leur création d'activité, grâce à un accompagnement humain et une méthodologie favorisant un potentiel passage à l'échelle par un processus de capitalisation.**

En faisant appel à des outils technologiques innovants, tels que l'Académie ITG et une plateforme e-learning qui mobilise des e-tuteurs, il vise la sécurisation des parcours et l'introduction d'innovations dans les modalités de formation.

Il complète les prestations existantes d'accompagnement à la création d'activité et débouche sur l'obtention de la certification « Créer et développer une activité d'indépendant ».

Il s'adresse à des publics seniors de plus de 45 ans principalement au chômage longue durée ou à des travailleurs handicapés bénéficiaires de l'obligation d'emploi. L'objectif est de réinsérer, par la création d'activité, plus de 70 % des personnes qui auront été accompagnées.



**Le recrutement se fait sur l'ensemble des départements franciliens**  
(à l'exception de Paris et de la Seine-et-Marne)



**Nombre prévu de bénéficiaires**

a minima

**300**  
personnes



**Budget**

**1 900 000 euros**  
dont 1 100 000 euros financés dans le cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Validation de l'action et démarrage

# PARCOURS INSERTION SANS COUTURE VERS LE NUMÉRIQUE



pour conduire vers les métiers  
de la fibre optique des publics fragilisés



## OBJECTIFS

- **Insérer durablement en emploi** les publics fragilisés grâce au développement de compétences liées aux métiers du numérique ;
- **Accompagner de façon individualisée** dans un « parcours insertion - formation sans couture » ;
- **Mettre en œuvre des actions de formation et d'insertion** grâce à un centre de ressources métiers et à un écosystème de partenaires.



## PLUS-VALUES

- Le caractère innovant du projet repose sur **l'articulation des différentes phases d'un parcours individualisé et sécurisé, en amont et en aval des formations métiers** ;
- **Une approche systémique** qui inclut **un volet orientation / positionnement / qualification**, avec immersion en entreprise, et **un volet coaching vers l'emploi** individualisé pour sécuriser l'insertion professionnelle.



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Porté par le syndicat mixte ouvert « Val-d'Oise numérique », ce projet conduit vers les métiers en tension et émergents de la filière Fibre optique.

Le Hub numérique Nikola Tesla d'Ecouen est un **centre de ressources aux métiers du numérique** ouvert à des partenaires pouvant disposer de plateaux techniques et de démonstrateurs, pour mettre en œuvre des actions de formation et d'insertion favorisant le retour à l'emploi des publics les plus fragilisés.

Ce projet propose 7 parcours certifiants vers les métiers de la fibre optique. L'innovation de ce projet s'appuie aussi sur la capacité du dispositif à actionner « **sans couture** » et dans un même lieu les différentes phases d'un parcours individualisé et sécurisé préparant à l'insertion professionnelle : informer / sensibiliser, évaluer / orienter, former / accompagner, coacher / insérer.

Il repose sur **un vaste ensemble de partenaires** qui se sont fédérés pour apporter des réponses nouvelles et complémentaires (entreprises, acteurs de l'orientation, de l'emploi et de la formation professionnelle).



Département du Val-d'Oise et plus particulièrement l'est et l'ouest du département, et Roissy-Le Bourget



Nombre prévu de bénéficiaires

**240**  
bénéficiaires



Budget

**2 295 000 euros**  
dont 1 606 000 euros financés dans le cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Validation de l'action et démarrage

# LABEL ÉCOLE (lauréat de l'AAP « Innovation »)



ÎLE-DE-FRANCE



pour créer une école e-commerce  
de la 2<sup>e</sup> chance



## OBJECTIFS

- **Construire des passerelles vers l'emploi**, la création d'activité ou l'apprentissage d'un métier à travers une formation qualifiante ;
- **Co-construire des programmes de formation** avec les recruteurs (entreprises privées du secteur e-commerce) et les organismes qui accompagnent les bénéficiaires autour de référentiels reconnus, en lien avec les organismes en charge du sourcing (Pôle emploi, missions locales, PLIE...).



## PLUS-VALUES

- **Un sas en amont qui détermine les suites de parcours en formation (parcours sans couture) et un partenariat avec des entreprises** significatives du secteur du commerce qui s'engagent dans le recrutement (Showroom Privé, Manomano, Webhelp, Prestashop) ;
- **Une double sécurisation** (entrée en formation et débouché vers l'emploi) avec un objectif de **80% de placement en emploi** (salariat ou création d'entreprise) à la suite du parcours ;
- **Des partenariats importants pour assurer le sourcing des publics** (Pôle emploi, missions locales, PLIE ou intercommunalité Est-Ensemble) et pour co-construire les contenus des formations avec les entreprises du secteur.



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et  
qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Porté par le Label Emmaüs, la projet Label École s'adresse à des demandeurs d'emploi de longue durée ou à des jeunes décrocheurs de niveau infra Bac. Il cible particulièrement les personnes résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville, les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes décrocheurs, les bénéficiaires du RSA, les personnes en situation de handicap et les réfugiés.

Il propose un parcours intégré vers l'emploi en deux temps :

**1 | Un parcours sas « orientation et pré-qualification » :** développé en partenariat avec Emmaüs Connect, ce parcours d'une durée de 4 semaines intègre une forte composante de formations aux compétences transverses ;

**2 | Une formation à un métier :** soit la formation d'animateur e-commerce composée des blocs de compétences du titre « Animateur e-commerce » déposé au RNCP (700 heures), soit la formation en entreprise visant un métier spécifique du commerce selon les besoins exprimés par les entreprises du secteur (420 heures).

Ce parcours est accessible sans aucun prérequis : la motivation est le critère de sélection principal.



Un recrutement sur les bassins d'emploi de Paris, Plaine Commune, Est Ensemble, Grand Paris - Grand Est



Nombre prévu de bénéficiaires

**141**  
bénéficiaires



Budget

**350 000 euros**  
dont 134 000 euros financés dans le cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Validation de l'action et démarrage

# CLASSE ALPHA (lauréat de l'AAP « Innovation »)



ÎLE-DE-FRANCE



pour insérer des publics peu  
qualifiés dans des métiers  
de l'audiovisuel



## OBJECTIFS

- **Orienter et insérer**, grâce à un programme inclusif et expérimental, vers les métiers de l'audiovisuel, du cinéma et des médias numériques ;
- **Concevoir une pédagogie innovante, hybride et disruptive spécifiquement conçue pour intégrer des publics faiblement qualifiés** et mener à l'acquisition de modules de compétences certifiant et diplômant.



## PLUS-VALUES

- Une **adaptation de la pédagogie** en lien avec les évolutions du secteur de l'audiovisuel pour un public de jeunes en insertion le plus souvent exclus de ce type de formation ;
- **L'amélioration de l'image du secteur** pour lever les freins à ce type de projet.



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et  
qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Porté par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), ce projet propose un parcours de 10 mois permettant d'acquérir une qualification polyvalente dans les métiers de l'audiovisuel, du cinéma et des médias numériques.

Le parcours est composé de différentes briques :

- La mise en place d'un « maître-coach » pour un mentorat sur-mesure tenant compte des besoins du public cible s'appuyant aussi sur des outils numériques (compagnonnage 2.0) ;
- Un enseignement en mode projet ;
- Une immersion dans la profession (apprentissage par la pratique).

Le projet s'adresse aux **jeunes de 17 à 25 ans** infra Bac et plus largement aux jeunes en difficulté d'insertion professionnelle nécessitant un accompagnement dans le développement des compétences (NEET), aux **demandeurs d'emploi** sans qualification, avec un ciblage vers les résidents en quartiers prioritaires de la politique de la ville, aux personnes en **situation de handicap** (physique, invisible) et aux **bénéficiaires du droit d'asile**.

Il repose sur de multiples partenariats : **financiers** (Département du Val-de-Marne, Commune de Bry-sur-Marne ...), en **appui au sourcing** (Pôle emploi, mission locale ...), **pédagogiques** (lycées, universités ...) et **professionnels** (entreprises du secteur audiovisuel, cinéma et médias numériques d'Île-de-France).



Le projet s'adresse à l'ensemble de la région Île-de-France



Nombre prévu de bénéficiaires

**100**  
jeunes



Budget

**1 880 000 euros**  
dont 1 127 000 euros financés dans le cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Validation de l'action et démarrage

# LA FORMATION SE MET AUX « VERTS »



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour faire émerger des innovations pédagogiques destinées aux publics fragiles



## OBJECTIFS

- Mettre à profit l'émergence des métiers « verts » pour proposer aux publics non qualifiés des opportunités d'insertion dans le domaine des métiers verts offrant de nouveaux débouchés ;
- Garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la mise en place d'actions innovantes.



## PLUS-VALUES

- Un accès facilité aux métiers verts de premier niveau de qualification par la mise en œuvre de parcours innovants permettant un accompagnement à « 360° » des publics ;
- L'expérimentation de nouvelles logiques pédagogiques et formatives visant l'élévation du niveau de qualification des publics, en réponse aux besoins des entreprises de ces secteurs sur des métiers de niveaux intermédiaires ;
- La flexibilité des formations qualifiantes, grâce au e-learning ou à la mise en place de démonstrateurs/simulateurs in-situ.



## CONTACT

Directe Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Fabienne Hoffmeyer



[fabienne.hoffmeyer@direccte.gouv.fr](mailto:fabienne.hoffmeyer@direccte.gouv.fr)



06 49 28 40 20





## PRÉSENTATION DU PROJET

En cohérence avec le Plan climat régional « Une Cop d'avance » et le Plan de mobilisation national pour l'emploi, la transition écologique et la transition numérique, ce projet marque la volonté d'améliorer la réponse de formation en lien avec les évolutions des besoins en compétences des entreprises du territoire.

L'État et la Région dans le cadre du fonds d'innovation pour la formation professionnelle publient un appel à projets conjoint visant **l'émergence d'innovations dans les méthodes d'accompagnement et les approches pédagogiques**, afin de faciliter, notamment par la formation professionnelle, l'accès des publics concernés par le Plan d'investissement aux compétences des métiers dits « verts ».

Les secteurs susceptibles d'être concernés sont la protection du patrimoine naturel, le traitement de l'eau, le traitement des déchets, l'énergie et l'éco-énergie.

Le projet peut comporter **une ou plusieurs actions de formation**, supports ou terrains de mise en œuvre de l'expérimentation, destinées à valider in vivo l'efficacité des principes et méthodes innovants qui sont portés par l'ingénierie.



Actions réparties sur tout le territoire régional  
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Nombre de bénéficiaires visés

Selon la nature des actions proposées, le fonds d'innovation pour la formation pourrait concerner entre

**250 et 500**  
bénéficiaires



Budget

Un budget global de

**2 000 000 euros**  
partagé entre l'État et la Région



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Validation du projet



**2020**

Lancement de l'appel à projets



**2020-2021**

Mise en œuvre des premiers projets



# UNE OFFRE DE FORMATION DIGITALE

À DISTANCE, POUR RAPPROCHER  
LA FORMATION DES PUBLICS  
LES MOINS MOBILES

- Déployer des actions de formation s'appuyant sur le numérique (Hauts-de-France) .....p78
- Occitanie e-formation (Occitanie) .....p80

# DÉPLOYER DES ACTIONS DE FORMATION S'APPUYANT SUR LE NUMÉRIQUE



pour expérimenter de nouveaux  
modes de formation



## OBJECTIFS

- **Créer les conditions d'un panel d'expérimentations permettant de dégager les avantages, limites et conditions d'un déploiement plus large** d'actions de formation totalement à distance et/ou hybrides ;
- **Favoriser la démarche expérimentale afin d'identifier les nouvelles potentialités pédagogiques** s'appuyant sur l'utilisation du numérique, de la réalité virtuelle, augmentée, etc.



## PLUS-VALUES

- **Des modalités pédagogiques revisitées en lien avec les opportunités offertes par le numérique ;**
- **Des indicateurs de faisabilité et de réussite disponibles** avant tout déploiement de solutions nouvelles.



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
Pierre Blanchard, responsable du Service  
ingénierie et innovation



[pierre.blanchard@hautsdefrance.fr](mailto:pierre.blanchard@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 96





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet propose de faire émerger de nouvelles offres de formation totalement à distance ou hybrides, destinées à des publics vulnérables. Elles pourront être proposées dans le cadre de l'appel à projets « Format innovation » ou dans le cadre d'une consultation dédiée.

1 | Dans le cadre de l'appel à projets « Format innovation », les projets déposés portent sur **des solutions innovantes de formation qui mixent formation présentielle et formation digitale** ;

2 | Dans le cadre de la consultation expérimentale, il s'agit de financer **des formations totalement à distance, avec le choix de retenir un nombre d'actions innovantes restreint, permettant de réaliser un suivi resserré et d'éclairer les atouts et limites des formations totalement à distance.**

En amont, le **LAB d'innovation en formation réalise un appui afin de bien** qualifier les projets expérimentaux et, en aval, il appuie la **stratégie de valorisation et de diffusion.**



Nombre de projets déposés

11

projets



Nombre de bénéficiaires visés

1 600

bénéficiaires



Budget

722 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019-2022

Volet 1 : cadre actif et valable jusqu'à la fin du Pacte régional



### 2019-2021

Volet 2 : mise en œuvre des actions totalement à distance



### 2021

Intégration dans le nouveau programme régional de formation d'une partie des actions de formation à distance à partir de janvier

# OCCITANIE E-FORMATION



pour proposer une offre  
de formation certifiante à distance  
sur l'ensemble du territoire



## OBJECTIFS

- Etoffer l'offre de formation digitale pour proposer une palette diversifiée de formations en Occitanie ;
- Poursuivre l'impulsion donnée en région en faveur des pédagogies innovantes ;
- Renforcer l'égalité d'accès à la formation pour les demandeurs d'emploi éloignés de l'offre de formation, peu mobiles.



## PLUS-VALUES

- **Pour les demandeurs d'emploi**, une plus grande égalité dans l'accès à la formation, pour se former partout et tout le temps ;
- **Pour les opérateurs de formation**, une refonte des scénarios pédagogiques, un accompagnement renforcé des formateurs et une montée en compétences sur le thème de la digitalisation.



## CONTACT

### Région Occitanie

Isabelle Mazenq, responsable du service qualifications professionnelles



isabelle.mazenq@laregion.fr



05 61 39 63 14





## PRÉSENTATION DU PROJET

La Région capitalise sur son expérience de plus 10 ans en matière de formation à distance qui lui permet de proposer une offre destinée à des publics éloignés de l'emploi, avec un taux de réussite équivalent aux formations présentielle.

**Les stagiaires**, localisés à différents points de la région, suivent une même formation à distance en alternant **trois lieux de formation** :

- Le domicile du stagiaire (des tests à distance peuvent être effectués pour vérifier la qualité des connexions et favoriser la prise en main) ;
- Le site Occitanie e-formation où ils doivent se rendre régulièrement ;
- Le site du prestataire de formation qui assure un regroupement de tous les stagiaires en présentiel au moins 2 fois par session de formation.

**Les sites de proximité Occitanie « e-formation »** mettent à disposition des stagiaires des équipements dédiés (outils de communication, logiciels et connexion de qualité) et une assistance en cas de problème technique.

**Le projet repose sur des modalités pédagogiques** qui alternent :

- Des séances synchrones où le formateur est connecté avec la classe virtuelle constituée de l'ensemble des stagiaires ;
- Des séances asynchrones où le stagiaire travaille seul, à distance et à partir d'un programme transmis par le formateur.

En complément, le stagiaire bénéficie d'un accompagnement renforcé par des tutorats à distance.



**33**

sites de proximité  
dont 4 maisons de Région  
et 29 prestataires



Nombre prévu de bénéficiaires

**1200**

stagiaires concernés

pour **123** actions  
de formation différentes  
à distance



Budget

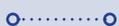
**6 300 000 euros**  
par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

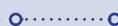
**Janvier 2019**

Accompagnement des opérateurs de formation



**Mars 2019**

Premières e-formations et déploiement progressif des tiers-lieux e-formation



**2020**

Enrichissement et élargissement de l'offre avec des plateformes d'autoformation pour certaines compétences clés (informatique, langues...)



# DE NOUVELLES APPROCHES POUR AGIR

## EN FAVEUR DE L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS

- Immersive expérience (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p84
- Appel à initiatives « Innover pour l'attractivité des métiers et des formations »  
(Centre-Val de Loire) .....p86
- Dispositif mobile expérientiel sur l'« Attractivité des Métiers »  
(Centre-Val de Loire) .....p88

# IMMERSIVE EXPÉRIENCE

pour découvrir des métiers qui recrutent grâce à la réalité virtuelle



## OBJECTIFS

Un projet régional, conduit par la Direccte et Pôle emploi, de films immersifs de présentation des métiers en réalité virtuelle afin de :

- **Faire connaître les métiers qui recrutent** aux chercheurs d'emploi en transition professionnelle ou dont le projet professionnel n'aboutit pas ;
- **Rendre attractifs des métiers qui souffrent d'un déficit d'image** ou dont les conditions de travail sont méconnues et pour lesquels une immersion permettra aux candidats de mieux connaître les métiers.



## PLUS-VALUES

- **L'amélioration de l'orientation** à travers un support ludique et adapté au public « jeunes » ;
- **Une modification des idées reçues et des représentations sur les métiers** propice à un **élargissement des choix professionnels**.



## CONTACT

**Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes**  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38





## PRÉSENTATION DU PROJET

**La découverte des métiers par des films immersifs présente des avantages nombreux.** En rendant possible l'observation d'un professionnel en situation de travail et ainsi une immersion au cœur des tâches exercées, ces technologies permettent de rendre compte efficacement des réalités des métiers et des conditions de travail.

Par ailleurs, **les casques de réalité virtuelle peuvent être utilisés facilement par tous**, lors de forums, de manifestations emploi, de formations ou d'ateliers de découverte des métiers. Leur utilisation est libre de droit.

**Pour favoriser l'utilisation de cette technologie, le projet Immersive expérience est organisé en deux grandes étapes :**

- **L'expérimentation de l'utilisation de films immersifs** dans 30 agences pour tester les usages avec les demandeurs d'emploi ;
- **Le déploiement de l'utilisation de films immersifs dans toutes les agences** de la région.

**Les premiers retours de l'expérimentation sont très positifs :** les demandeurs d'emploi et les entreprises soulignent le caractère innovant de l'outil. Ils apprécient l'approche immersive, authentique et réaliste.

**Les métiers présentés sont nombreux :** carrossier peintre, maçon coffreur, menuisier, chaudronnier soudeur, technicien support informatique, boulanger, conducteur routier de marchandise, etc.



Toutes les agences Pôle emploi du territoire Auvergne-Rhône-Alpes (100)



Nombre prévu de bénéficiaires

Potentiellement, tous les demandeurs d'emploi et tous les jeunes du territoire



Budget

**250 000 euros**  
(réalisation de 12 films et achat équipement)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Mai à août 2019**

Expérimentation au sein de 30 agences Pôle emploi



**Septembre 2019**

Déploiement à l'ensemble des agences Pôle emploi de la région

# APPEL À INITIATIVES « INNOVER POUR L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS ET DES FORMATIONS »



pour (re)donner l'envie d'aller se former dans les secteurs clés de l'économie régionale



## OBJECTIFS

Donner les moyens aux acteurs qui envisagent de conduire des actions d'information et d'orientation « tout au long de la vie » d'amplifier les dynamiques existantes, d'aller plus loin, de tester de nouvelles expériences :

- Tester de nouvelles approches et favoriser l'innovation ;
- Libérer l'initiative grâce à la logique d'appel à projets.



## PLUS-VALUES

- Renforcer la visibilité et l'attractivité des métiers qui recrutent et des formations qui y mènent grâce au déploiement d'initiatives innovantes ;
- Mettre en dynamique l'ensemble des acteurs régionaux : associations, établissements publics, réseaux d'entreprises et/ou branches professionnelles ou autres groupements d'entreprises, collectivités le cas échéant.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11



## PRÉSENTATION DU PROJET

Aujourd'hui, de nombreuses actions liées à la promotion des métiers et à leur transformation sont menées dans la région Centre-Val de Loire. L'appel à initiatives « Innover pour l'attractivité des métiers et des formations » a pour ambition de soutenir les acteurs régionaux dans ces démarches et de les inciter à proposer des démarches partenariales toujours plus innovantes.

Destiné aux acteurs qui envisagent de conduire des actions d'information et d'orientation « tout au long de la vie », l'appel à initiatives permet de soutenir des projets innovants portant sur :

- De nouveaux axes d'intervention ;
- De nouveaux contenus ;
- Des supports d'information ;
- Des offres de services innovantes.

La sélection des candidatures s'opère en deux vagues par an, avec une instruction des candidatures à la date de clôture de chaque vague.

Depuis 2019, 5 projets ont reçu un avis favorable.



Un déploiement des projets sur tout le territoire régional en lien avec le dispositif mobile « Attractivité des Métiers »



Nombre de projets retenus

### 5 projets

en 2019 pour valoriser les métiers de la cosmétique, de l'industrie, de l'agriculture, des services d'aide à la personne



Budget

### 358 150 euros

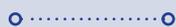
en 2019



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

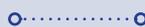
**Depuis avril 2019**

Ouverture de l'appel à innovations



**En 2019**

1<sup>ère</sup> vague de sélection en juin  
2<sup>nd</sup>e vague en novembre



**En 2020**

3<sup>ème</sup> vague de sélection en mars  
4<sup>ème</sup> vague en septembre

# DISPOSITIF MOBILE EXPÉRIENTIEL SUR L' « ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS »



CENTRE-VAL DE LOIRE



pour aller à la rencontre des  
publics et valoriser leurs talents  
pour qu'ils se projettent plus  
facilement dans leurs futurs  
professionnels



## OBJECTIFS

- **Permettre aux différents publics de mieux se connaître** pour mieux se projeter et mieux définir leur projet professionnel ;
- **Repenser son orientation, réinterroger son parcours et déboucher sur une action concrète** (prise de renseignement auprès des structures du territoire, inscription dans une formation, etc.) ;
- **Orienter ou réorienter les recherches d'emploi ou de formation** en apportant des informations au plus près des lieux de vie ;
- **Mobiliser les publics vers les métiers qui recrutent et/ou vers les métiers en tension.**



## PLUS-VALUES

- **Un dispositif mobile** pour être au plus proche du public et des territoires ;
- **Faire vivre une expérience unique avec une scénographie interactive** permettant d'immerger le public dans un univers captivant et singulier pour mieux se comprendre et en ressortir grandi ;
- **Amener à s'informer**, à se réinterroger sans s'en rendre compte, en suscitant la curiosité.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

### Un container XXL aménagé avec 2 espaces expérientiels interactifs :

- Pour inspirer et prendre conscience de la richesse et des différences qui constituent chaque individu ;
- Pour tester et découvrir son talent en questionnant toutes les intelligences.

Et pour continuer « l'expérience » menée dans le container :

- Une plateforme web pour approfondir son profil en vue d'une formation, d'une recherche d'emploi ou d'une reconversion avec mise en relation avec les acteurs de l'emploi ;
- Une programmation d'animations et de rencontres avec des acteurs locaux (entreprises locales, branches professionnelles, acteurs de l'orientation et de l'emploi, établissements de formation...) pour mettre en avant les secteurs d'activité en cohérence avec les dynamiques économiques locales.

Les campagnes itinérantes s'inscrivent en complémentarité avec les autres actions de mobilisation des publics et d'information métiers-formations menées sur les territoires par les acteurs du service public régional de l'orientation.



Quartiers prioritaires de la politique de la ville, zones de revitalisation rurale, territoires d'industrie et lieux évènementiels grands publics (festivals, salons, ...)



Contenus expérientiels conçus avec des professionnels de l'orientation et de l'emploi  
Un Médiateur dédié  
Sans réservation



Présence sur les territoires

**33** semaines  
par an à compter  
de juin 2020



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

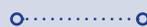
**Septembre 2019**

Attribution d'un marché public pour la création du dispositif mobile



**À partir de juin 2020**

Lancement du dispositif



**Jusqu'à fin 2022**

Déploiement du dispositif



# DES EXPÉRIMENTATIONS POUR FORMER

## LES DEMANDEURS D'EMPLOI OU LES JEUNES EN SITUATION DE TRAVAIL (AFEST)

- Se former en situation de travail à la maroquinerie de luxe (Bourgogne-Franche-Comté) .....p92
- « AFEST expérience » (Hauts-de-France) .....p94
- Faire pour apprendre (Normandie) .....p96
- Appel à projets d'innovation : actions de formation en situation de travail (AFEST) (Nouvelle-Aquitaine) .....p98
- Tester de nouvelles approches : la formation en situation de travail (AFEST) (Occitanie) .....p100

# SE FORMER EN SITUATION DE TRAVAIL DANS LA MAROQUINERIE DE LUXE



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour répondre rapidement et efficacement  
aux besoins en recrutement des entreprises



## OBJECTIFS

- **Expérimenter la formation en situation de travail** dans le secteur de la maroquinerie de luxe ;
- **Accompagner les entreprises dans cette démarche** grâce à des formations collectives à entrées « cadencées » (dans le cadre de marchés publics), reposant sur des modalités pédagogiques de type formation en situation de travail (FEST) et intégrant des contenus adaptés à la pratique professionnelle des salariés.



## PLUS-VALUES

- Une réponse adaptée aux enjeux du secteur de la maroquinerie de luxe confronté à **des tensions sur le recrutement** en raison notamment du dynamisme économique du secteur et **des niveaux d'exigence qualité très élevés** en production, liés à la fabrication de produits de luxe (coût matière et image / réputation des marques) ;
- Un projet **adapté à la fois aux contraintes des entreprises et au statut de demandeur d'emploi, public cible** du dispositif.



REGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Nathalie Nectoux, cheffe du service qualification



nathalie.nectoux@bourgognefranche-comte.fr



03 81 61 64 87



## PRÉSENTATION DU PROJET

Si la modalité de formation en situation de travail est bien documentée pour la formation des salariés, elle l'est beaucoup moins concernant la formation des demandeurs d'emploi. Le principal frein identifié réside dans le « statut » du demandeur d'emploi en formation qui, par définition, n'est pas salarié lors des périodes de formation en entreprise prévues par le programme de formation. Il est donc plus difficile pour les entreprises de s'investir dans la formation de personnes qui ne relèvent pas de ses effectifs salariés. Le projet permet de définir des modalités adaptées aux contraintes des entreprises et au statut de demandeur d'emploi des bénéficiaires.

**Les formations organisées dans ce cadre se caractérisent par :**

- **Des entrées « cadencées » ;**
- **Des contenus qualifiants adaptés** spécifiquement à la pratique professionnelle des salariés permettant de viser une certification professionnelle reconnue ;
- **L'inclusion de périodes de formation en entreprise** s'appuyant sur la formation en situation de travail (FEST) impliquant un salarié tuteur de l'entreprise, l'analyse réflexive sur les situations de travail et les gestes de production... ;

Dans la mesure où la modalité pédagogique de formation en situation de travail à destination des personnes en recherche d'emploi nécessite un engagement très fort des entreprises, le projet prévoit un accompagnement spécifique de l'entreprise et un suivi particulier des actions de formation (bilans intermédiaires et finaux, insertion professionnelle...).



7

lieux de formation :  
Côte-d'Or, Haute-Saône,  
Doubs, aire urbaine de Belfort



**Nombre d'actions**

7 actions conduites dans le  
secteur de la Maroquinerie

**128** places de formation  
minimum par an



**Budget**

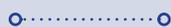
**1 000 000** euros  
par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Lancement du projet



**2020**

Renouvellement du projet

# « AFEST EXPÉRIENCE »



pour expérimenter la formation  
en situation de travail pour  
les demandeurs d'emploi



## OBJECTIFS

Expérimenter la mise en œuvre de formations  
en situation de travail pour les demandeurs  
d'emploi :

- Tester la formation en situation de travail ;
- Réinterroger les pratiques de formation en alternance dans une perspective d'amélioration qualitative des démarches habituellement mises en œuvre ;
- Identifier les compétences que doivent acquérir les tuteurs encadrant la formation des demandeurs d'emploi et les formateurs d'organismes ou consultants en appui à la construction des stratégies et des ressources pédagogiques auprès des tuteurs.



## PLUS-VALUES

- **Une mise en dynamique des entreprises et des organismes de formation autour de projets communs** contribuant à répondre aux besoins des entreprises et des demandeurs d'emploi ;
- **Une identification des conditions spécifiques de mise en œuvre des AFEST avec des demandeurs d'emploi** en allant au-delà de la seule logique d'apprentissage et en considérant l'entreprise comme un « écosystème » apprenant et accompagnateur dans un parcours d'insertion ;
- **Une valorisation des entreprises qui se mobilisent** dans une logique de responsabilité sociale (RSE) ;
- **Un engagement dans les parcours de formation et d'emploi** accru.



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
Pierre Blanchard, responsable du Service  
ingénierie et innovation



[pierre.blanchard@hautsdefrance.fr](mailto:pierre.blanchard@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 96





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Dans le cadre du Format Innovation, des expérimentations sont mises en œuvre pour promouvoir la formation en situation de travail afin de :**

- Identifier la pertinence des actions de formation en situation de travail (AFEST) et/ou des formations en situation de travail (FEST) au regard des démarches de formation en alternance intégrative ;
- Observer et/ou envisager les articulations entre différentes modalités de formation, conjuguant selon les cas, FEST, formation en alternance, formation à distance ;
- Favoriser la réappropriation des conditions de mise en œuvre au sein des dispositifs de formation de « droit commun » ;
- Repérer les compétences nécessaires pour les tuteurs et pour les formateurs en appui, constituer un référentiel de formation spécifique et expérimenter des démarches de « formation - action ».

**Les expérimentations sont conduites en articulation avec le Lab Innovation pour accompagner la maturation des projets et s'extraire des « effets de mode » attachés à l'AFEST.**

**La mobilisation d'un comité scientifique de suivi des expérimentations doit permettre** de valoriser des démarches engagées et de formaliser leurs conditions de réussite. Les résultats des expériences seront disponibles dans le cadre d'une bibliothèque documentaire accessible dans un espace partagé.



Région Hauts-de-France  
et territoires infra  
régionaux



Nombre prévu de bénéficiaires

**341**

bénéficiaires en 2019



Budget

**1 266 000 euros**

en 2019



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019 - 2020**

Mobilisation  
d'opérateurs de formation  
et d'entreprises



**2020 2021**

Suivi des  
expérimentations



**2020 - 2021**

Capitalisation des expérimentations et innovations incrémentales au sein de l'offre de formation et des entreprises

# FAIRE POUR APPRENDRE



pour proposer des formations basées sur la mise en activité



## OBJECTIFS

Développer des modalités pédagogiques reposant sur la mise en situation de travail :

- **Attirer et mobiliser des personnes éloignées du marché du travail** dans une perspective de remise à l'emploi pérenne ;
- **Bâtir des formations « sur-mesure »** pour les entreprises qui s'engagent à proposer des emplois pérennes à l'issue de celles-ci dans le cadre du dispositif « Une Formation, Un Emploi ».



## PLUS-VALUES

- **Attirer et mobiliser des apprenants pouvant être en rupture avec les approches scolaires** en utilisant la mise en situation pour contextualiser les apprentissages et faciliter ainsi la transmission des compétences ;
- **Un objectif d'accès à une qualification reconnue**, gage de sécurité pour le formé.



## CONTACT

Région Normandie

Guillaume Beuruelle, chef de la mission Pacte régional



[guillaume.beuruelle@normandie.fr](mailto:guillaume.beuruelle@normandie.fr)



02 31 15 81 46





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet « Faire pour apprendre » repose sur deux leviers principaux pour développer des modalités d'apprentissage s'appuyant sur les mises en situation de travail :

- **La création et structuration d'entreprises d'entraînement pédagogique (EEP)**, notamment pour les secteurs et métiers en tension ;
- **La mobilisation de la modalité pédagogique de la formation en situation de travail (FEST)** dans le cadre du dispositif « Une Formation, Un Emploi » impliquant une entreprise qui s'engage à recruter le stagiaire à l'issue de la formation.

Le projet s'articule autour de trois étapes principales permettant notamment de mettre en situation les stagiaires sur une plateforme mobile de compostage.

- **L'état des lieux des formations qualifiantes collectives financées** par la Région pour repérer et accompagner les organismes de formation dont l'offre pourrait intégrer des modalités pédagogiques s'appuyant sur le « Faire pour apprendre »,
- **L'expérimentation de la mise en œuvre de ces nouvelles modalités pédagogiques** et de la mobilisation de la FEST dans le dispositif « Une Formation, Un Emploi »,
- **L'évaluation des expérimentations**, et cela afin d'identifier et de modéliser les bonnes pratiques qui pourraient être généralisées.



Nombre de formations concernées

**10 à 15**

offres de formation qui évoluent pour inclure du « Faire pour apprendre »



Nombre prévu de bénéficiaires

**250**

stagiaires en 2020



Budget

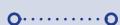
**1 200 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

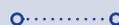
### 1<sup>er</sup> semestre 2020

État des lieux des formations qualifiantes collectives  
Accompagnement des organismes de formation



### 2<sup>nd</sup> semestre 2020

Mise en œuvre des expérimentations  
Evaluation et identification des bonnes pratiques



### 2022

Généralisation des nouvelles modalités pédagogiques

# APPEL À PROJETS D'INNOVATION : ACTIONS DE FORMATION EN SITUATION DE TRAVAIL (AFEST)



pour faire émerger de nouveaux modes  
d'acquisition des compétences



## OBJECTIFS

- **Inscrire les personnes en recherche d'emploi dans une dynamique de formation et d'insertion**, dans le cadre d'une action de formation en situation de travail leur permettant d'acquérir tout ou partie d'une qualification porteuse sur le marché du travail ;
- **Répondre aux difficultés d'appariement entre offre et demande d'emploi** sur les territoires ;
- **Favoriser l'implication de l'entreprise dans le processus de construction de l'action de formation.**



## PLUS-VALUES

- **Offrir une nouvelle chance de qualification à des personnes éloignées de l'emploi et/ou en rupture** avec les modalités de formation traditionnelles ;
- **Atténuer les difficultés de recrutement des entreprises** en leur permettant de former des demandeurs d'emploi qui vivent à proximité.



## CONTACT

Région Nouvelle-Aquitaine

Virginie Dumigron, cheffe du service  
partenariat pour la formation des salariés



[virginie.dumigron@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:virginie.dumigron@nouvelle-aquitaine.fr)



05 57 57 81 51





## PRÉSENTATION DU PROJET

**L'appel à projets d'innovation vise à inscrire les personnes en recherche d'emploi dans une dynamique de formation et d'insertion professionnelle en leur permettant d'acquérir tout ou partie d'une qualification dans le cadre d'une mise en situation de travail.**

Les projets soutenus dans ce cadre s'organisent en trois phases :

- 1 | L'ingénierie préalable à la mise en œuvre de l'AFEST ;
- 2 | Le déroulement des actions de formation elles-mêmes ;
- 3 | L'évaluation des parcours.

**Le projet s'appuie nécessairement sur un partenariat avec une ou plusieurs entreprises ainsi qu'avec les acteurs du territoire** en tenant compte de l'équité territoriale et sectorielle à l'échelle régionale.

L'AFEST peut s'inscrire dans une logique de parcours en complément des dispositifs existants, soit en amont, soit en aval. Dans ce cas, elle doit représenter un minimum de 70 % du temps total de la formation.

Les projets sont retenus à la suite d'une procédure d'appel à projets afin de favoriser l'émergence de nouvelles approches pédagogiques et didactiques et de laisser plus d'initiatives aux porteurs de projets dans les modalités de mise en œuvre.



Nombre de projets

**20**

projets retenus sur  
les 35 projets déposés



Nombre prévu de bénéficiaires

**294**

stagiaires



Budget

**1 265 600 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juin 2019**  
1<sup>ère</sup> vague  
de dépôt  
des dossiers

○.....○ **Juillet à  
septembre 2019**  
Instruction  
et sélection  
des dossiers

○.....○ **Janvier  
à mars 2020**  
2<sup>nd</sup>e vague  
de dépôt  
des dossiers

○.....○ **Octobre 2019 à  
décembre 2020**  
Mise en œuvre

# TESTER DE NOUVELLES APPROCHES : LA FORMATION EN SITUATION DE TRAVAIL (AFEST)



pour expérimenter des actions de formation basées sur la mise en activité



## OBJECTIFS

- **Produire des compétences** adaptées aux besoins des entreprises ;
- **Proposer des parcours de formation** alternant séquences de mise en situation de travail et séquences réflexives ;
- **Constituer un réseau** d'entreprises apprenantes ;
- **Inscrire cette nouvelle modalité** de formation dans les pratiques des entreprises, des organismes de formation et des financeurs.



## PLUS-VALUES

- **Pour les entreprises**, bénéficier d'une action de formation adaptée à leurs besoins de compétences, familiariser le stagiaire à la culture d'entreprise, enrichir l'expertise du tuteur désigné au sein de l'entreprise et valoriser son rôle ;
- **Pour les demandeurs d'emploi bénéficiaires**, acquérir en immersion des compétences qui leur permettront d'être rapidement opérationnels et de gagner en confiance dans les compétences qu'ils possèdent.



## CONTACT

### Région Occitanie

Isabelle Mazenq, responsable du service qualifications professionnelles



isabelle.mazenq@laregion.fr



05 61 39 63 14





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Les actions de formation en situation de travail présentent le double avantage de produire des compétences en phase avec les besoins des entreprises tout en permettant la constitution d'un réseau d'entreprises apprenantes.**

Le projet a pour ambition de favoriser l'expérimentation d'apprentissages alternant :

- Des séquences réflexives (en rupture avec l'activité productive), animées par un « tiers », visant à consolider les savoirs incorporés durant les temps productifs, à identifier et à verbaliser les compétences acquises ;
- Des mises en situation de travail préparées, organisées et aménagées à des fins didactiques.

**3 projets expérimentaux** ont été financés en 2019, dans le cadre du dispositif régional Innov' emploi Expérimentation :

- Initiative régionale pour l'expérimentation et le déploiement des actions de formation en situation de travail dans le secteur du BTP (ICCERTIS) ;
- Handiwork recrutement, dans le secteur de la grande distribution ;
- Concept innovant de formation en situation de travail, dans le secteur du bâtiment (HIGHARTISANAT).



**3**

territoires retenus  
en Occitanie dont Béziers



**Nombre prévu de bénéficiaires**

**ICCERTIS :**

15 demandeurs d'emploi

**HANDIWORK :**

12 demandeurs d'emploi reconnus  
travailleurs handicapés

**HIGHARTISANAT :**

30 demandeurs d'emploi



**Budget**

**356 700 euros**

pour les 3 projets retenus en 2019

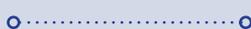


## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Lancement des projets expérimentaux

Suivi technique régulier des projets par la Région



**2020**

Évaluation des projets expérimentaux

Essai de la démarche au travers du lancement d'un appel à projets régional



# DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ

## INTÉGRÉES DANS UN PARCOURS DE FORMATION

- Un enseignement à la mobilité dans une action de formation « métier »  
(Centre-Val de Loire) .....p104
- Prépa Code (Corse).....p106

# UN ENSEIGNEMENT À LA MOBILITÉ DANS UNE ACTION DE FORMATION « MÉTIER »



pour agir contre les inégalités  
sociales et territoriales



## OBJECTIFS

Intégrer un contenu relatif à la mobilité au sein  
d'une offre de formation « métier » pour :

- Permettre aux stagiaires d'acquérir des apprentissages en même temps ;
- Lever les freins à la mobilité dans toutes ses dimensions (physique, psychologique,...) pour envisager plus sereinement des poursuites de parcours de formation qualifiante et une insertion pérenne en emploi.



## PLUS-VALUES

- Une prise en charge des freins à la mobilité comme levier de lutte contre les inégalités sociales ou territoriales d'accès à la formation ;
- Une prise en compte non seulement des freins à la mobilité matériels mais aussi d'ordre plus psychologiques.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11



## PRÉSENTATION DU PROJET

À l'instar de l'accès au logement, la mobilité constitue un facteur d'inégalité d'accès à la formation. Qu'il s'agisse de freins matériels ou d'ordre plus psychologiques, lever les freins à la mobilité est essentiel pour envisager plus sereinement des poursuites de parcours de formation qualifiante et une insertion pérenne en emploi.

**L'expérimentation a pour objectif d'articuler les apprentissages d'un métier à la prise en charge des questions liées à la mobilité.**

**Elle intègre dans les enseignements :**

- Un temps de réflexion sur sa propre mobilité, les moyens de mobilité à disposition et la réalité de l'obstacle à lever ;
- Une préparation du code de la route et un appui à l'inscription aux épreuves en lien avec une auto école sociale partenaire.

En 2019, deux formations pré-qualifiantes ont intégré le sujet de la mobilité : « Acquérir les 1<sup>ers</sup> gestes des métiers sanitaires et sociaux » et « Acquérir les 1<sup>ers</sup> gestes des métiers de l'informatique et du numérique ».



**Le Cher, pour la formation « Acquérir les 1<sup>ers</sup> gestes des métiers sanitaires et sociaux » ; l'Eure-et-Loir, pour la formation « Acquérir les 1<sup>ers</sup> gestes des métiers de l'informatique et du numérique »**



**Nombre de sessions**

**5**

sessions de formation réparties sur deux formations expérimentales



**Budget**

Pris sur le budget du plan régional de formation en phase expérimentale



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Dès 2019**

Intégration du contenu relatif à la mobilité à deux formations pré-qualifiantes



**Mars 2020**

Évaluation des résultats avant essai

# PRÉPA CODE

pour développer la mobilité  
et renforcer l'employabilité



## OBJECTIFS

- **Mettre en place une démarche intensive et accélérée** pour obtenir des résultats rapides dans l'obtention **du code de la route** ;
- **Permettre une meilleure employabilité et développer la mobilité** professionnelle.



## PLUS-VALUES

- Pour les demandeurs d'emploi, la réussite de l'examen du code de la route permet de **renforcer leur confiance en eux** et de **développer leur mobilité professionnelle** ;
- Une **complémentarité des compétences** respectives des partenaires et des prescripteurs sur le territoire.



## CONTACT

**Collectivité territoriale de Corse**  
Alia Alkhalfioui, chef de mission accompagnement  
des dispositifs de formation



[alia.alkhalfioui@isula.corsica](mailto:alia.alkhalfioui@isula.corsica)



04 95 51 63 97





## PRÉSENTATION DU PROJET

Les actions expérimentales devront répondre aux besoins des publics en difficulté d'apprentissage et prendre en compte les attentes des partenaires qui accompagnent les personnes en difficulté (auto-écoles solidaires, missions locales, Pôle emploi, Cap emploi, structures d'insertion par l'activité économique, associations...).

- Elles bénéficient aux territoires de la région Corse accueillant dans ses micro-régions les publics vulnérables ;
- Elles proposent des méthodes pédagogiques innovantes et intègrent un travail sur la confiance en soi ;
- Elles prévoient un accompagnement renforcé, ce qui implique la mise en place de partenariats et de méthodes de travail collaboratives et participatives encore jamais déployées sur le territoire ;
- Elles reposent sur un programme personnalisé de révisions pour être prêt à la date de l'examen et sur une synthèse qui met en avant les points forts, identifie les points de vigilance et donne des pistes pour progresser.
- Elles permettent de démystifier la situation de l'examen, de maîtriser les connaissances nécessaires, de construire ses outils de mémorisation, d'élaborer un programme personnalisé de révisions, de se familiariser avec des techniques de gestion du stress simples et efficaces et de savoir répondre avec justesse à 36 questions en un temps imparti.



Ajaccio, Bastia,  
Porto-Vecchio, Propriano,  
Ghisonaccia



Nombre prévu de bénéficiaires

**38**

demandeurs d'emploi



Budget

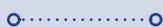
**157 700 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Lancement des actions sur tout le territoire



**Janvier 2020**

Capitalisation des expérimentations sur tout le territoire pour validation et déploiement pérenne



# LE FINANCEMENT DE PROJETS

INDIVIDUELS DE FORMATION,  
EN ABONDANT LE CPF

- Ticket formation (Hauts-de-France).....p110

# TICKET FORMATION



pour abonder le compte personnel  
de formation des demandeurs  
d'emploi



## OBJECTIFS

- **Accompagner les projets individuels de formation**, et plus particulièrement ceux des demandeurs d'emploi, en abondant le compte personnel de formation (CPF) ;
- Permettre aux bénéficiaires de l'aide régionale de **sécuriser leurs parcours d'insertion** professionnelle en accédant à une formation éligible au CPF ;
- **Apporter une réponse simple et lisible aux demandeurs d'emploi** souhaitant se qualifier aux métiers/acquérir les compétences recherchées par les entreprises.



## PLUS-VALUES

- (Re)mettre la personne au centre de son parcours de formation ;
- Augmenter le **nombre de demandeurs d'emploi en formation** ;
- Assurer une **sécurisation financière** des parcours de formation ;
- Assurer une **réponse en temps réel** si l'abondement s'avère nécessaire.



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
David Chatal, responsable de service PRFO



[david.chatal@hautsdefrance.fr](mailto:david.chatal@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 22



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le Ticket Formation permet d'abonder le compte personnel de formation (CPF) dans le cadre d'un projet individuel de formation.

Pour en bénéficier, le projet du bénéficiaire doit répondre à l'un des objectifs suivants :

- L'obtention d'une qualification nécessaire à la concrétisation d'un projet professionnel ;
- L'obtention d'une qualification nécessaire à la concrétisation d'un projet de création ou de reprise d'entreprise ;
- Un accompagnement au retour à l'emploi suite à un licenciement économique.

**Seules les formations éligibles au CPF sont éligibles à l'abondement Ticket Formation**, à l'exception des bilans de compétences, des préparations aux épreuves du code de la route, du permis de conduire et des formations aux bénévoles et aux volontaires en service civique. En outre, **les formations demandées ne devront pas être référencées dans le cadre du programme régional de formation de la Région.**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les organismes de formation éligibles au financement CPF, et donc aux abondements par le Ticket Formation, devront être certifiés (décrets du 8 juin 2019).



L'ensemble du territoire  
des Hauts-de-France



Nombre de bénéficiaires  
visés

entre

3 000 et  
3 500



Budget

9 000 000 euros  
par an hors frais  
de rémunération  
des stagiaires



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Printemps 2019 - été 2020

Déploiement sur l'application CPF d'un volet abondement avec les critères Ticket Formation  
Formalisation d'une convention de gestion de l'aide régionale avec la Caisse des dépôts



### Hiver 2019 - été 2020

Modification des critères de l'aide individuelle existante (chèque Pass'Formation)  
pour préfigurer le Ticket Formation  
Élaboration des critères attachés au Ticket Formation





**AXE 2**

# **GARANTIR**

L'ACCÈS DES PUBLICS FRAGILES  
AUX PARCOURS QUALIFIANTS  
PAR LA CONSOLIDATION DES  
COMPÉTENCES CLÉS : UNE  
EXIGENCE POUR CONSTRUIRE  
LA SOCIÉTÉ DES COMPÉTENCES.



# DE NOUVELLES APPROCHES PÉDAGOGIQUES

POUR AMENER VERS LA RÉUSSITE  
LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES

- Les chantiers « école et formation » (Centre-Val de Loire) .....p116
- Des parcours de formation en proximité en mixant publics jeunes et adultes en formation initiale (Grand Est).....p118

# LES CHANTIERS « ÉCOLES ET FORMATION »



CENTRE-VAL DE LOIRE



pour redonner envie d'apprendre  
à des publics éloignés de l'emploi  
par des mises en situation  
pratique



## OBJECTIFS

- **Redonner l'envie d'apprendre et du sens** au travers de chantiers territoriaux conduisant à une production valorisante et d'intérêt général ;
- **Ramener un public éloigné de l'emploi vers la formation**, et plus particulièrement les jeunes en rupture avec les méthodes d'apprentissage traditionnelles, en vue d'une insertion durable et dans une logique de parcours ;
- **Proposer des modules agiles sur les savoirs transverses.**



## PLUS-VALUES

- L'acquisition pour les stagiaires de gestes et savoir-faire professionnels de base, à travers **une mise en situation pratique** dans un cadre collectif ;
- Un dispositif reposant sur un partenariat local permettant une adaptation aux singularités du public et du territoire.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire

Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11



## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le chantier formation s'adresse aux demandeurs d'emploi en rupture avec les méthodes d'apprentissage traditionnelles**, en articulant mises en situation professionnelle et périodes de formation. Il intègre également des modules agiles sur les savoirs transverses (savoirs de base, savoir-être...).

**S'inscrivant dans le cadre d'un partenariat entre la Région, un organisme de formation et un maître-d'ouvrage (collectivité ou association)**, son organisation repose sur :

- Un organisme de formation qui assure la formation et l'accompagnement des stagiaires, y compris au moment de leur immersion en entreprise ;
- Un maître-d'ouvrage qui assure l'approvisionnement du chantier et la mise en sécurité des stagiaires, la possibilité de logement et de restauration des stagiaires, la mise à disposition d'une salle de formation, d'un vestiaire et de sanitaires sur le chantier.

La Région assure la rémunération des stagiaires et le coût pédagogique de la formation.

Les chantiers doivent concerner des secteurs porteurs en termes d'emploi (bâtiment et compétences nouvelles liées à la transition écologique sur ces métiers, aménagement paysager/jardinage...) et permettre ainsi des poursuites possibles de parcours.



En fonction des réponses  
à l'appel à initiatives



2

chantiers par département  
(objectif 2020)



Budget

**822 000 euros**  
pour 2020



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Choix des chantiers  
formation via un appel  
à initiatives



**2<sup>nd</sup> semestre 2020**

Démarrage des chantiers

# DES PARCOURS DE FORMATION EN PROXIMITÉ MIXANT PUBLICS JEUNES & ADULTES EN FORMATION INITIALE



pour accompagner et sécuriser les parcours



## OBJECTIFS

- **Répondre** aux projets individuels et **moduler** le parcours de formation en fonction des besoins des candidats et de leurs acquis ;
- **Articuler** les différentes voies de formation et **mixer** les publics adultes et jeunes au sein des différentes voies de formation afin de favoriser le partage de l'expérience ;
- **Optimiser** les places vacantes en formation initiale et dans les centres de formation pour apprentis (CFA).



## PLUS-VALUES

- Des parcours **individualisés** et des contenus **personnalisés** sur la base des projets des stagiaires ;
- Une mixité de public **propice à l'apprentissage entre pairs** ;
- Une **couverture territoriale** qui permet de déployer une réponse d'ajustement, en particulier dans les territoires ruraux ;
- Une **optimisation des moyens** des lycées professionnels et centres de formation en apprentissage (CFA).



## CONTACT

### Région Grand Est

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



[nadia.chenaf@grandest.fr](mailto:nadia.chenaf@grandest.fr)





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'expérimentation, portée par le Greta dans une logique de formation tout au long de la vie, propose aux demandeurs d'emploi d'intégrer au sein des plateformes du Greta :

- Une section ouverte en formation initiale ou en apprentissage ;
- Une action de formation continue du réseau Greta, ouverte à tous les publics.

**Une palette large de parcours.** Les plateformes du Greta conduisent à de nombreux métiers, grâce notamment à la possibilité d'intégrer des modules proposés en formation initiale.

**Des parcours sur-mesure** qui conjuguent les modules nécessaires à l'obtention du diplôme au regard de l'expérience antérieure et des prérequis de la formation.

**Un dispositif qui permet l'intégration de 3 à 5 demandeurs d'emploi par session :**

- Un accompagnement renforcé de l'équipe pédagogique ;
- La proposition systématique d'une période d'alternance pour confronter les acquis techniques aux réalités de l'entreprise.



Grand Est



Nombre de bénéficiaires visés

**300**  
personnes



Budget

**1 600 000** euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Depuis mars 2018

Validation d'une liste de certifications éligibles chaque année en Commission Permanente

Ajustements possibles par l'ajout de certifications, sous réserve de complémentarité avec l'offre existante

Mise en œuvre tout au long de l'année



# DES NOUVEAUX PARCOURS DE FORMATION

## ⋮ CHAÎNÉS, SANS COUTURE NI RUPTURE

- Des conditions d'entrées en formation assouplies (Bourgogne-Franche-Comté) .....p122
- Des conventionnements avec les Conseils départementaux (Bourgogne-Franche-Comté) .....p124
- VISA + : un parcours Compétences de base & transversales (Centre-Val de Loire).....p126
- Start Compétences Clé@+ (Corse).....p128
- Job académie : des parcours sans couture individualisés (Grand Est) .....p130
- Parcours intégrés « Itinéraire Compétences » (Grand Est).....p132
- Déclic formation CLÉA (Hauts-de-France) .....p134
- Parcours intégrés « sans couture » (Hauts-de-France) .....p136
- Parcours d'entrée en emploi (Île-de-France).....p138
- L'habilitation de service public « 1<sup>er</sup> niveau de qualification » (Nouvelle-Aquitaine) .....p140
- Les COPASS' (Occitanie) .....p142
- Dispositifs intégrés : une réponse sur-mesure en proximité (Pays de la Loire).....p144
- Un accompagnement au plus près des apprenants (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p146

# DES CONDITIONS D'ENTRÉE EN FORMATION ASSOUPPLIES



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour ouvrir la formation au plus grand nombre



## OBJECTIFS

- Rendre effectif le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie et améliorer le sourcing des publics qui en ont le plus besoin ;
- Élargir les conditions d'accès aux formations et faciliter les circuits administratifs d'entrée en formation.



## PLUS-VALUES

- Un accès accru à la formation professionnelle des publics les plus en difficulté (dont les personnes en recherche d'emploi inscrites ou non à Pôle emploi, les bénéficiaires du RSA, les personnes en situation de handicap...).



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Séverine Mignon, directrice de la formation



[severine.mignon@bourgognefranchecomte.fr](mailto:severine.mignon@bourgognefranchecomte.fr)



03 81 61 55 85



## PRÉSENTATION DU PROJET

Deux mesures de simplification des circuits administratifs ont été prises pour faciliter l'accès des publics en difficulté aux formations régionales :

**1 | Un élargissement des publics pouvant accéder aux formations régionales :**

- L'ensemble des personnes en recherche d'emploi, qu'elles soient ou non inscrites à Pôle emploi ;
- Tous les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, toutes catégories confondues, et notamment les salariés en contrat aidé de l'insertion par l'activité économique (IAE), les salariés à temps partiel... ;

**2 | Un élargissement de la fonction d'orientation vers la formation (dite de « prescription ») aux structures d'insertion et aux services d'insertion/travailleurs sociaux des Conseils départementaux :**

- Ces derniers peuvent dorénavant orienter directement leurs publics (notamment bénéficiaires du RSA, personnes handicapées...) vers les dispositifs amont à la qualification financés par la Région (« une formation pour moi, c'est possible », dispositif de formation linguistique, dispositif amont à la qualification) ;
- Cet élargissement facilite, simplifie et sécurise leur entrée en formation.

Ces mesures sont très articulées avec la démarche de conventionnements avec les Conseils départementaux.



Structures d'insertion et services d'insertion des Conseils départementaux et organismes de formation



Nombre prévu de bénéficiaires

L'ensemble des publics suivis par les opérateurs



Budget

Pas de budget spécifique



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Mai 2019**

Application des mesures adoptées à tous les dispositifs régionaux de formation concernés

# DES CONVENTIONNEMENTS AVEC LES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour améliorer l'accès des publics les plus en difficulté aux formations régionales



## OBJECTIFS

Des protocoles d'accords négociés avec chaque Département pour s'adapter au mieux aux spécificités et aux besoins des publics, autour de trois axes stratégiques :

- Favoriser l'accès des publics fragiles suivis par le Département aux formations régionales : bénéficiaires du RSA, personnes en situation de handicap... ;
- Sécuriser financièrement l'accès des bénéficiaires du RSA aux formations régionales ;
- Organiser des réunions d'échanges sur l'offre de formations régionale (notamment secteur de l'aide à domicile...), favoriser l'articulation avec « l'offre d'insertion » du Conseil départemental et échanger des données.



## PLUS-VALUES

- Un conventionnement avec les Conseils départementaux permettant d'**assurer la construction de solutions adaptées et articulées avec les autres démarches accessibles aux bénéficiaires du RSA ;**
- Une prise en compte des **besoins spécifiques des publics les plus fragilisés et notamment celui d'un soutien financier** pour faciliter leur accès mais aussi leur maintien en formation.



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Séverine Mignon, directrice de la formation



[severine.mignon@bourgognefranchecomte.fr](mailto:severine.mignon@bourgognefranchecomte.fr)



03 81 61 55 85



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

Afin de favoriser l'accès des publics les plus en difficulté aux formations régionales, les conventionnements négociés avec chaque département visent trois grands axes stratégiques communs :

**1 | Sécuriser financièrement** l'accès des publics bénéficiaires du RSA aux formations régionales ;

**2 | Favoriser l'accès des publics fragiles** suivis par le Conseil départemental aux formations régionales (bénéficiaires du RSA, personnes en situation de handicap...);

**3 |** Mieux articuler « l'offre d'insertion » du Conseil départemental et l'offre de formation de la Région, à travers des réunions d'information et d'échanges sur l'offre de formation régionale et des échanges de données.

**Ces conventionnements se traduisent dès 2019 par des actions très concrètes :**

- L'élaboration et le suivi concertés des nouvelles mesures d'aide régionale/complément de rémunération, avec création d'un simulateur d'indemnité/rémunération en formation ;
- L'engagement d'augmenter de 20 % par an le nombre de bénéficiaires de RSA entrant sur les formations régionales entre 2018 et 2022 ;
- Des mesures visant à faciliter l'accès de publics en difficulté, aux formations régionales, en simplifiant notamment les circuits administratifs ;
- La formation des conseillers insertion aux dispositifs de formation et la participation des services d'insertion des Départements aux réunions d'animation territoriale.



Nombre de protocoles signés

7

conventions signées avec les Conseils départementaux, et 1 convention en cours de finalisation



Nombre de bénéficiaires visés

Augmentation de 20 % par an du nombre de bénéficiaires du RSA dans les formations régionales



Budget

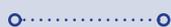
Pas de budget spécifique  
Coût intégré à la démultiplication des places ouvertes grâce au financement de l'État



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Adoption de 7 protocoles d'accord entre la Région et les Conseils départementaux



**2020**

Négociation et finalisation du 8<sup>ème</sup> accord début 2020

# VISA+ : UN PARCOURS COMPÉTENCES DE BASE ET TRANSVERSALES



CENTRE-VAL DE LOIRE



pour accompagner les publics les plus fragiles et faciliter leur retour à l'emploi



## OBJECTIFS

- **Capter les publics les plus fragilisés, très éloignés de l'emploi qui font face à des difficultés sociales fortes** (difficultés de garde d'enfants, précarité financière, perte de logement, addictions diverses...), **et qui ont besoin d'un accompagnement renforcé tout au long de leur parcours de formation** pour favoriser leur insertion dans l'emploi ;
- **Offrir une solution à ceux pour lesquels les formations représentent une marche encore trop haute à franchir.**



## PLUS-VALUES

- Une **pédagogie par le projet cohérente avec les besoins des publics les plus éloignés de l'emploi** et faisant face à des difficultés sociales fortes (difficultés de garde d'enfants, précarité financière, perte de logement...);
- Une **approche expérimentale qui permet de tester de nouvelles approches** et de nouveaux cadres.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11



## PRÉSENTATION DU PROJET

La nouvelle offre « **Compétences de Base et Transversales** » est conçue en complément de l'offre existante en région **Centre-Val de Loire** (programme régional de formation dont « libres savoirs », offre de Pôle Emploi et des OPCO...).

Elle permet d'offrir une solution à ceux pour lesquels les formations représentent une marche encore trop haute à franchir pour une entrée en formation qualifiante, à travers 3 piliers :

- **Une approche pédagogique innovante** qui favorise l'acquisition de compétences transversales ;
- **Une approche inclusive**, par la mise en œuvre d'une prestation d'accompagnement individualisée afin d'aider chaque demandeur d'emploi à lever ses difficultés sociales ;
- **Une approche individualisée** et modulaire qui permet à chaque demandeur d'emploi de se former en fonction de ses besoins.

Un projet développé dans une logique expérimentale à petite échelle, avant généralisation.



Vierzon, Le Blanc,  
Château-Renault, Montargis,  
Orléans La Source



Nombre prévu de bénéficiaires

75



Budget

327 100 euros  
pour 2019



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019-2020

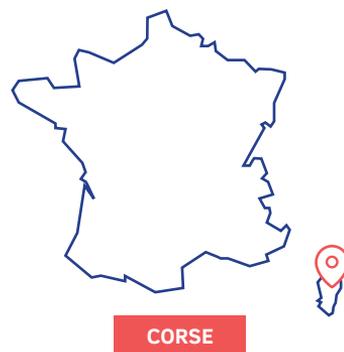
Phase expérimentale : test de la nouvelle offre sur 3 territoires (rural, semi-rural, urbain - quartiers prioritaires de la politique de la ville) et évaluation



### À partir de janvier 2020

Généralisation dans le cadre du nouveau programme régional de formation 2021-2025

# START COMPÉTENCES CLÉ@+



pour définir un parcours sur-  
mesure grâce à une évaluation  
initiale



## OBJECTIFS

Tester le déploiement de l'évaluation CléA  
comme outil de positionnement permettant  
de définir un parcours sur-mesure, adapté  
aux besoins de chaque stagiaire et disposer  
d'une photographie des compétences des  
stagiaires :

- Analyser, à partir de l'évaluation initiale CléA, le niveau de compétences de stagiaires à l'entrée des formations qualifiantes déployées sur le territoire ;
- Identifier, lors de l'évaluation finale, ce que l'offre de formation régionale qualifiante devra renforcer (identification des compétences non maîtrisées dans un ou plusieurs domaines clés) ;
- Mesurer l'impact de la maîtrise des compétences clés sur l'insertion professionnelle.



## PLUS-VALUES

- Une identification des **axes d'amélioration** sur les référentiels de formations qualifiantes régionales ;
- Une réflexion sur l'apport de CléA comme **dispositif de positionnement et de certification** sur l'ensemble du territoire et notamment comme outil d'aide à l'insertion professionnelle ;
- Une **optimisation des modalités pédagogiques** pour s'approprier un ensemble de compétences transverses reconnues par les entreprises.



## CONTACT

Collectivité territoriale de Corse

Alia Alkhalfioui, chef de mission accompagnement  
des dispositifs de formation



[alia.alkhalfioui@isula.corsica](mailto:alia.alkhalfioui@isula.corsica)



04 95 51 63 97





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le projet « Start Compétences Clé@ + » propose de tester l'évaluation amont de CléA comme outil de positionnement.**

L'Afpa Corse (qui dispose de l'habilitation CléA) a été retenue comme terrain d'expérimentation en raison de son implantation sur tout le territoire et de la diversité des formations qualifiantes qu'elle propose.

**Un échantillon de stagiaires va expérimenter un parcours sur-mesure construit à partir de l'évaluation initiale CléA et les résultats de cette expérimentation seront analysés avant une éventuelle généralisation :**

- **Analyse finale des résultats** et du taux de réussite en fin de formation (prenant notamment en compte la typologie du public, le niveau de qualification et l'expérience professionnelle) ;
- **Identification des résultats** par domaines et analyse au regard des référentiels de formations qualifiantes ;
- **Mesure des impacts** sur les scénarios pédagogiques de l'offre de formation régionale.

Le choix des formations qualifiantes s'est porté sur le secteur de l'hôtellerie-restauration en raison de son importance dans l'économie insulaire.



L'ensemble du territoire Sud, extrême Sud, Haute-Corse, Centre Corse



Nombre prévu de bénéficiaires

**80**

bénéficiaires en phase de test (50 en parcours certifiant et 30 en parcours d'accompagnement)



Budget

**60 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Novembre 2019

Démarrage de l'action : présentation du dispositif CléA et des objectifs de l'expérimentation CléA au sein de l'Afpa Corse



### Janvier à mars 2020

Analyse des résultats

# JOB ACADEMIE : DES PARCOURS SANS COUTURE INDIVIDUALISÉS



pour garantir un socle de  
compétences de base et favoriser  
l'autonomie



## OBJECTIFS

Pour favoriser l'autonomie et l'insertion dans l'emploi, la Job académie expérimente une réponse nouvelle flexible, fluide et adaptée.

- **Répondre aux problématiques spécifiques** des publics les plus éloignés de l'emploi peu enclins à entrer en formation ;
- **Proposer des parcours individualisés** en fonction des besoins et des projets des personnes ;
- **Expérimenter un nouvel outil d'identification** des publics (data et réseaux sociaux).



## PLUS-VALUES

- Un **dispositif ouvert**, conçu comme un révélateur des compétences, qui permet aux personnes de **s'investir à leur rythme** en fonction de leurs possibilités et de leur capacité d'engagement ;
- Un parcours intégré **avec un accompagnement renforcé** et des blocs de compétences ;
- Une **variété de métiers accessibles** et de **méthodes pédagogiques** : formation en situation de travail, modules de formation digitaux, activités collaboratives, organisation d'évènements citoyens...



## CONTACT

### Région Grand Est

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



nadia.chenaf@grandest.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

La Job académie, **projet expérimental porté par l'Afpa**, mobilise des outils et méthodes favorisant l'inclusion, dans un espace repensé, encadré par une équipe dédiée (experts métiers, coachs spécialistes de l'accompagnement et l'insertion, référents sourcing, ...). Le **projet est conçu en deux phases « chaînées »** :

**1 | Une phase d'accompagnement et d'appui à l'engagement, centrée sur l'individu et ses besoins :**

- Remobilisation : dynamique de projet et valorisation des compétences et de la capacité d'agir des personnes ;
- Acquisition des bases nécessaires et des prérequis à l'apprentissage d'un métier & renforcement des capacités et aptitudes.

**2 | Une formation sur-mesure, organisée en modules** (blocs de compétences en vue de valider un titre ou un CQP) :

- Validation progressive de blocs de compétences pour viser l'employabilité sur un ou plusieurs métiers ;
- Validation partielle pouvant être complétée avec la VAE.

La mobilisation de **nouvelles méthodes d'identification des publics** grâce à une start-up spécialisée dans le sourcing de candidats, XTRAMILE (membre de l'accélérateur Microsoft AI).

**Métiers proposés** : bâtiment et performance énergétique, entreposage, services aux entreprises (propreté, sécurité), services aux personnes, etc.



Reims et Thionville



Nombre de bénéficiaires visés

**550**

accompagnements et 400 parcours de formation en 2019



Budget

**3 320 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2<sup>nd</sup> semestre 2019 -  
1<sup>er</sup> semestre 2021**

Mise en œuvre



**À partir de 2020**

Une évaluation confiée à l'Université de Lorraine et au laboratoire PERSEUs

# PARCOURS INTÉGRÉS « ITINÉRAIRE COMPÉTENCES »



pour l'accès à une qualification,  
à des rythmes de formation adaptés  
aux besoins de chacun



## OBJECTIFS

Déployer des parcours de formation souples et personnalisés, selon les besoins de compétences :

- **Offrir des réponses adaptées** aux besoins des personnes et des entreprises, par le développement simultané de compétences professionnelles disciplinaires et de compétences transversales ;
- **Construire un parcours personnalisé en vue de l'acquisition d'une certification**, avec la possibilité de valider partiellement les modules et de suspendre puis reprendre la formation (ces périodes de reprise d'activité pourront être valorisées en termes de compétences) ;
- **Innover dans les approches pédagogiques et associer l'entreprise à l'acte de formation (AFEST).**



## PLUS-VALUES

- **Des réponses sur-mesure** pour des publics qui n'accèdent plus à la formation et sont les plus vulnérables ;
- **La continuité du parcours assurée** dès l'acquisition des 1<sup>ères</sup> compétences jusqu'à la qualification, sans rupture ni couture entre la pré-qualification et l'acquisition d'une qualification, ni délai d'attente, ni rupture des approches pédagogiques... ;
- Des réponses **au plus près des besoins** des entreprises ;
- La prise en compte des expérimentations réussies pour transformer l'offre de formation d'ici 2022.



## CONTACT

### Région Grand Est

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



nadia.chenaf@grandest.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Ces parcours intégrés de formation proposent une prise en charge globale de la personne durablement éloignée de l'emploi pendant son parcours de formation.

- Une approche par compétences : modules professionnels disciplinaires et compétences transversales (soft skills, compétences numériques, compétences de base) ;
- L'acquisition concomitante et globale des modules disciplinaires et transverses ;
- Un accompagnement renforcé tout au long du parcours ;
- Un référent unique jusqu'au recrutement dans une entreprise, garant du bon déroulement du parcours.

**Expérimentation de deux types de « parcours intégré » :**

**1 | Un parcours classique :** validation de tous les blocs de compétences, mais de façon progressive pour offrir la possibilité de changer de parcours si nécessaire.

**2 | Un parcours sur-mesure :** validation de certains blocs de compétences en centre, puis une suite de parcours chaînée :

- En entreprise (ex. contrat de professionnalisation) ;
- En VAE...



Grand Est



Objectifs pour 2020

**200**  
bénéficiaires  
**13**  
projets lancés



Budget

**3 600 000 euros**  
en 2019



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

État des lieux de l'existant et repérage des projets innovants



**2019-2020**

Modularisation progressive de l'offre de formation & valorisation des bonnes pratiques des territoires



**Début 2020**

Expérimentations (appel à projets et actions territoriales) de la plateforme expérimentale



**2021**

Phase d'évaluation (Dares)



**2021 - 2022**

Démultiplication

# DÉCLIC FORMATION CLÉA



pour rendre plus simple le passage  
d'une formation pré-qualifiante  
à une formation qualifiante



## OBJECTIFS

- **Garantir la maîtrise des fondamentaux** (savoir lire, écrire, compter) et des **soft skills, lutter contre l'illettrisme** ;
- **Réunir les conditions du choix d'une orientation éclairée** pour accéder à l'emploi ;
- **Accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi vers la qualification** dans une logique de parcours sans couture.



## PLUS-VALUES

- Rendre plus fluide le passage d'une formation pré-qualifiante à une formation qualifiante dans une logique de parcours sans couture :**
- Une attention forte à la sécurisation de la situation des publics les plus fragiles lors des poursuites de parcours, en évitant notamment les ruptures de versement de rémunération en cas de changement de formation ;
  - Des obligations de service public qui mettent l'accent sur la coopération pour organiser des passerelles vers l'étape de qualification.



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
David Chatal, responsable de service PRFO



[david.chatal@hautsdefrance.fr](mailto:david.chatal@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 22



## PRÉSENTATION DU PROJET

**Ciblé sur les publics les plus fragiles et notamment ceux en situation d'illettrisme, le programme Déclic formation CléA poursuit trois objectifs :**

- Garantir une 1<sup>ère</sup> qualification du public le plus éloigné de l'emploi en faisant la promotion de CléA ;
- Mettre le stagiaire, ses besoins et ses attentes, au cœur de la mise en œuvre du parcours de formation ;
- Offrir une orientation éclairée prenant en compte le marché du travail local.

**Le projet repose sur l'organisation de rencontres entre les organismes, les prescripteurs et les prestataires de la Région**, afin d'identifier les difficultés concrètes auxquelles sont confrontés les acteurs et les stagiaires dans la mise en œuvre du programme, la capitalisation des méthodes les plus innovantes et l'adaptation des prestations aux besoins spécifiques des publics bénéficiaires.

**Il se décline en trois étapes principales :**

- Une analyse des difficultés des organismes de formation engagés dans des actions compétences clés à partir d'un premier bilan du dispositif ;
- Une analyse des méthodes développées autour des soft skills dans les actions compétences clés pour identifier les axes d'amélioration pour une meilleure articulation avec les formations qualifiantes ;
- L'identification des adaptations à intégrer au cahier des charges des prochains marchés de formation qualifiante et pré-qualifiante.



L'ensemble de la région  
Hauts-de-France

**30**

organismes pour  
272 actions



Nombre prévu de  
bénéficiaires

**10 888**

stagiaires en 2018  
Objectif 2019 :  
22 750 entrées  
Objectif 2020 :  
25 000 entrées



Budget

2018 :

**29 097 800 euros**

2019 :

**56 937 700 euros**

2020 :

**61 512 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Printemps 2019**

Création d'un espace de partage collaboratif



**Depuis le printemps 2019**

Organisation de rencontres entre les acteurs concernés à différents niveaux géographiques (local, régional) sur plusieurs thématiques

**Fin 2019 -**

**début 2020**

Préconisations pour la rédaction du cahier des charges du marché qualifiant 2021-2022

# PARCOURS INTÉGRÉS « SANS COUTURE »



HAUTS-DE-FRANCE



pour aider les demandeurs  
d'emploi peu qualifiés en  
difficulté



## OBJECTIFS

- Permettre aux demandeurs d'emploi non qualifiés rencontrant des difficultés d'apprentissage ou d'insertion de **bénéficier d'un parcours individualisé** comportant un accompagnement à caractère pédagogique, social et professionnel ;
- Leur permettre **d'accéder à l'emploi en obtenant une qualification reconnue** : une formation menant à un diplôme, un titre ou une certification reconnue et éligible au compte personnel de formation.



## PLUS-VALUES

- Une association des **acteurs de l'insertion et de la formation dans la construction et le suivi d'un parcours cohérent**, adéquat et sans rupture, allant d'une remise à niveau à l'acquisition d'une qualification ;
- La **découverte de différents métiers**, afin de favoriser un choix d'orientation éclairé, dans le cadre de parcours intégrés centrés sur un domaine professionnel ;
- **La prise en compte intégrée des freins au départ en formation** (information sur les formations, conditions socio-économiques, etc.).



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
David Chatal, responsable de service PRFO



[david.chatal@hautsdefrance.fr](mailto:david.chatal@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 22



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le programme propose un parcours individualisé vers une formation qualifiante éligible au compte personnel de formation (CPF) à un public de demandeurs d'emploi de longue durée et sans qualification.

Ciblé vers les domaines d'activité et métiers « porteurs » de la région, en lien avec les 13 contrats de branche en région, il propose :

- Un parcours jalonné de plusieurs étapes pédagogiques :
  - Consolidation des compétences clés et comportementales ;
  - Découverte de métiers du domaine professionnel et apprentissage des compétences techniques de base ;
  - Formation vers une certification éligible au CPF.
- Des temps dédiés à un accompagnement social organisés durant la formation avec les référents des stagiaires (conseillers de missions locales, de Pôle emploi et des Cap emploi, accompagnateurs socio-professionnels des Conseils départementaux, etc.).

Une **évaluation systématique** permet de reconnaître les compétences transversales détenues en lien avec l'employabilité et les certifications.

Ce projet d'inscrit dans le cadre du programme Format Innovation de soutien de la mise en œuvre de solutions pédagogiques innovantes.



Allotissement permettant de couvrir l'ensemble de la région



Nombre prévu de bénéficiaires

1 400



Budget

10 000 000  
euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Octobre 2019 à janvier 2020**

Préparation du dispositif



**Février 2020**

Intégration du dispositif au programme régional de formation 2021 - 2022

Premières expérimentations dans le cadre de Format Innovation

# PARCOURS D'ENTRÉE EN EMPLOI



pour proposer aux bénéficiaires du RSA des formations adaptées



## OBJECTIFS

Ouvrir aux bénéficiaires du RSA le Parcours d'accès à l'emploi qui permet de définir et affiner son projet professionnel :

- Proposer l'accès à des parcours de formation adaptés, en fonction de leurs besoins particuliers ;
- Cibler les parcours sécurisés sur des métiers ou secteurs qui connaissent de fort besoins de compétences ;
- Amplifier la capacité à répondre aux besoins des publics vulnérables du territoire ;
- Stimuler les stagiaires (et les organismes de formation) par l'introduction d'une mixité jeunes / adultes.

Cette méthode de construction du projet professionnel, conçue à l'origine pour les jeunes en insertion professionnelle, repose sur une approche complètement renouvelée de l'ingénierie de projet.



## PLUS-VALUES

- L'amélioration de l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA grâce à **des parcours « sans couture » personnalisés** ;
- Une **meilleure adéquation** entre compétences des personnes en recherche d'emploi et besoins des entreprises du territoire ;
- Le **renforcement du partenariat** entre acteurs de la formation et entreprises.



## CONTACTS

Région Île-de-France

Léa Gislais, directrice de projet Pacte régional  
Nouredine Toukal, chargé de mission



lea.gislais@iledefrance.fr  
nouredine.toukal@ildefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le Parcours démarre par un positionnement sur l'outil « Carte de compétences » afin de valoriser les compétences dont dispose déjà la personne à l'entrée en parcours et celles qu'il lui faudra développer pour réaliser son projet.

Deux types de parcours sont alors proposés :

**1 | Le parcours classique :** à l'issue du positionnement, un parcours de formation adapté est composé, selon les besoins identifiés, de tout ou partie des unités pédagogiques : projet professionnel, remise à niveau, communication, projet collectif... Le parcours s'achève par la proposition d'un plan d'actions personnalisés.

**2 | Le parcours d'entrée en emploi :** il est ciblé sur des métiers ou secteurs qui connaissent de forts besoins de compétences et sont co-construits sur-mesure avec une entreprise ou un organisme de formation qualifiante. Il repose sur :

- Le repérage des besoins d'une entreprise/organisme sur un territoire ;
- La définition « sur-mesure » des contenus et compétences attendus pour accéder à l'emploi ou à la formation, et à développer durant le parcours ;
- La sélection conjointe des candidats par l'organisme de formation et l'entreprise ou l'organisme du qualifiant et partage des évaluations intermédiaires & finales.



L'ensemble  
de l'Île-de-France



Nombre prévu de bénéficiaires

Objectif de

**1000**

bénéficiaires par an en phase  
expérimentale



Budget

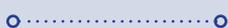
**5 000 000 euros**  
en phase expérimentale



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juillet 2019**

Démarrage du projet  
pour 3 ans



**Juillet 2022**

Fin prévue du projet

# L'HABILITATION DE SERVICE PUBLIC 1<sup>ER</sup> NIVEAU DE QUALIFICATION



pour insérer durablement  
des chercheurs d'emploi  
sans qualification



## OBJECTIFS

- Permettre à des personnes en recherche d'emploi en difficulté d'insertion et/ou d'apprentissage d'accéder à un 1<sup>er</sup> niveau de qualification validé par une certification reconnue ;
- Proposer, sans sélection ou prérequis, un parcours de formation complet et intégré, prenant en compte les besoins des stagiaires dans leur globalité ;
- Aboutir à une insertion professionnelle durable grâce à un parcours sans couture d'une durée maximale de 24 mois.



## PLUS-VALUES

- **Modalité innovante d'achat, l'habilitation de service public permet de compenser les dépenses liées à, au-delà de l'acte pédagogique, des prestations d'accompagnement définies selon les besoins de la personne ;**
- **Parmi les obligations de service public : la suspension du parcours, lorsque les situations professionnelles, personnelles ou pédagogiques l'exigent, constitue un droit pour la personne ;**
- Basée sur la notion de coût complet, elle sécurise les financements des organismes de formation, en contrepartie d'une adaptation de leurs approches aux besoins des publics.



## CONTACT

Région Nouvelle-Aquitaine  
Hubert Gangloff, chargé de mission

 [hubert.gangloff@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:hubert.gangloff@nouvelle-aquitaine.fr)

 05 55 45 18 95





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'habilitation de service public « 1<sup>er</sup> niveau de qualification » finance des « itinéraires » de formation individualisés sans rupture, mis en œuvre par des organismes de formation mandatés sur une période de deux ans maximum.

Selon leurs besoins, les bénéficiaires de ces « itinéraires » bénéficient :

- **D'une remise à niveau à visée professionnelle, suivie d'une phase de qualification modulable et adaptable**, en termes notamment de contenu, durée, rythme et approche pédagogique ;
- **D'une prise en charge des aspects matériels indispensables à la réalisation des itinéraires de formation**, notamment les frais d'hébergement et de restauration.

**Si la situation l'exige, les organismes de formation ont par ailleurs pour obligation d'assurer une suspension du parcours** : de six mois maximum, la suspension peut porter la durée totale du parcours à trente mois. Outre l'obligation de conserver la place des bénéficiaires pendant ces périodes, l'opérateur doit organiser le retour en formation des personnes concernées.

**Les secteurs et filières professionnels et les certifications correspondantes sont définies en fonction des besoins de l'économie régionale** et locale pour garantir le meilleur accès à l'emploi des personnes formées.



7 filières professionnelles  
sur les 12 départements  
de Nouvelle-Aquitaine



Nombre prévu de bénéficiaires

**13 000**

parcours par an en moyenne  
sur 3 ans dont 6 000  
au titre du Pacte régional



Budget

**391 000 000**

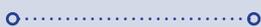
euros  
sur 4 ans



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Décembre 2019**

Habilitation des organismes  
de formation



**Janvier 2020**

Démarrage des actions pour 3 ans  
Reconduction possible en 2023 pour un an

# LES COPASS'

pour accompagner de manière coordonnée les publics les plus fragiles



## OBJECTIFS

- **Fluidifier et sécuriser les parcours de formation** : anticiper les sorties, adapter la réponse aux situations individuelles, organiser les parcours de formation (pré-qualification/qualification)... pour les publics vulnérables et les poursuites de parcours ;
- **Garantir la continuité des parcours** des stagiaires entre les différents dispositifs de formation financés sur le territoire ;
- Sécuriser la poursuite des parcours **vers l'accès à une qualification.**



## PLUS-VALUES

- L'association des **prescripteurs de formation et des organismes de formation**, engagés dans une action partenariale ;
- Une **approche du stagiaire dans sa globalité** grâce à un travail commun ;
- Une sécurisation du parcours du stagiaire selon le **principe du parcours « sans couture »**.



## CONTACT

**Région Occitanie :**  
Hugo Lecomte, responsable de service



[hugo.lecomte@laregion.fr](mailto:hugo.lecomte@laregion.fr)



05 61 39 62 54





## PRÉSENTATION DU PROJET

Les « comités passerelles COPASS' » ont été généralisés en 2019 sur chaque bassin d'emploi pour sécuriser les parcours des bénéficiaires et favoriser les échanges d'informations entre les différents acteurs (prescripteurs et opérateurs de formations pré-qualifiantes).

Le COPASS' repose sur deux piliers :

- **Le suivi et la sécurisation des parcours** grâce à un accompagnement individualisé du stagiaire, une coordination des principaux acteurs pour assurer la continuité du suivi, une analyse des situations problématiques pour les parcours en cours (durée trop longue, etc.), une anticipation des fins de parcours et l'échange sur les suites de parcours envisagées ;
- **L'animation partenariale autour de la programmation régionale de formation** reposant sur l'information des prescripteurs sur les places disponibles en formation, la diffusion d'une culture commune, la professionnalisation des acteurs et la présentation de structures ou services en lien avec la formation selon les besoins des partenaires.

Le champ d'intervention des COPASS' a vocation à s'élargir pour :

- Considérer les personnes dans leur globalité en lien avec les acteurs locaux concernés par les difficultés identifiées (aide au logement, au transport...),
- ...En s'inspirant des pratiques mises en œuvre au Québec dans le cadre de l'éducation à l'orientation et de la « guidance ».



Une présence dans  
**24** territoires  
de l'Occitanie



Nombre de COPASS'

**95**  
COPASS' depuis mars 2019



Budget

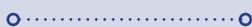
Pas de coût direct sur  
le Pacte régional  
Mobilisation des équipes  
de la Région implantées  
sur les territoires



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Installation des COPASS'  
dans tous les territoires



**2020**

Élargissement du champ  
d'intervention des COPASS'

# DISPOSITIFS INTÉGRÉS : UNE RÉPONSE SUR-MESURE EN PROXIMITÉ



pour accompagner et faire réussir les  
demandeurs d'emploi les plus vulnérables



## OBJECTIFS

Créer des « dispositifs intégrés » dans les territoires où les demandeurs d'emploi les plus en difficulté n'accèdent pas à l'offre de formation, soit parce qu'ils ont peu de goût pour la formation, soit parce que l'offre est éloignée géographiquement ;

- Rapprocher l'offre de formation des demandeurs d'emploi les plus éloignés de l'emploi ;
- Renforcer l'accompagnement et la construction de parcours très individualisés en abordant l'ensemble des éléments de sécurisation du parcours (mobilité, hébergement,...).



## PLUS-VALUES

- Des **réponses sur-mesure**, pour des publics n'accédant plus à la formation, qui prennent en compte les difficultés des personnes vulnérables ;
- Une **continuité du parcours** des 1<sup>ers</sup> savoirs jusqu'à l'acquisition d'une qualification sans rupture ni coupure entre l'étape de pré-qualification et celle d'acquisition d'une qualification.



## CONTACT

Région Pays de la Loire  
Renaud Moutarde, directeur de l'emploi  
et de la formation professionnelle



[renaud.moutarde@paysdelaloire.fr](mailto:renaud.moutarde@paysdelaloire.fr)



02 28 20 54 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Sur certains territoires, les demandeurs d'emploi les plus en difficulté accèdent difficilement à l'offre de formation, soit parce qu'ils ont peu de goût pour celle-ci, soit parce que l'offre est trop éloignée géographiquement.**

L'action, déclinée sur les territoires, en proximité, repose sur :

- La découverte des secteurs professionnels qui recrutent sur ces territoires, la construction d'un projet professionnel ;
- L'acquisition de compétences clés (remise à niveau cognitive, comportements en situation professionnelle) ;
- L'accès à des qualifications de niveaux V ou IV, sans rupture ou étape intermédiaire.

**Le stagiaire bénéficie d'une rémunération en continu et est accompagné par un référent unique** tout au long de son parcours, jusqu'à son recrutement dans une entreprise.

**Le dispositif est accessible en continu et les parcours sont très individualisés.**



### Les territoires où l'offre de formation est peu dense

(Loire-Atlantique sud et nord, Maine-et-Loire est et ouest, Mayenne nord, Sarthe nord et sud, Vendée ouest et sud)



### Nombre prévu de bénéficiaires

Une cible de

# 1 410

demandeurs d'emploi supplémentaires formés en 2 ans (750 entrées par an)



### Budget

# 8 625 000 euros

10 289 100 euros avec la rémunération des stagiaires



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Choix des territoires tests



**2020**

Mise en œuvre des dispositifs sur les territoires tests

# UN ACCOMPAGNEMENT AU PLUS PRÈS DES APPRENANTS



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour sécuriser les parcours de formation



## OBJECTIFS

- **Accompagner les stagiaires durant leur formation** pour entretenir leur motivation et traiter d'éventuels problèmes périphériques pouvant perturber leur parcours ;
- **Sécuriser les parcours de formation** pour diminuer les abandons et mobiliser les apprenants jusqu'à l'obtention de la qualification visée ;
- **Évaluer (par randomisation) la plus-value du projet d'accompagnement renforcé** grâce à deux populations : une « test » bénéficiant de l'action et une « témoin » qui n'en bénéficie pas.



## PLUS-VALUES

- **Une sécurisation des parcours de formation et une diminution du risque d'abandon ;**
- **Une capacité d'analyse de la plus-value du projet renforcée** grâce à la constitution des deux populations « test » et « témoin » dès le démarrage de l'expérimentation.



## CONTACTS

**Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Nathalie Bourlon, pilote de l'action  
Denis Invernou, pilote de l'action

 [nathalie.bourlon@pole-emploi.fr](mailto:nathalie.bourlon@pole-emploi.fr)  
[denis.invernou@pole-emploi.fr](mailto:denis.invernou@pole-emploi.fr)

 06 28 79 36 96  
06 03 68 15 39





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'expérimentation repose sur la contractualisation avec des structures en charge du suivi des stagiaires tout au long de leur parcours de formation.

Il s'agit pour les structures mobilisées d'identifier les difficultés rencontrées et de les transmettre à l'organisme de formation et au prescripteur.

Ce travail d'identification des difficultés rencontrées lors d'une formation repose sur :

- L'écriture d'un questionnaire qui sera utilisé par la structure accompagnatrice ;
- Un bilan quantitatif et qualitatif réalisé en avril 2020.

Le démarrage de l'expérimentation, prévu début 2020, impliquera :

- **Trois cohortes « test »** accompagnées tout au long du parcours de formation par les téléconseillers ;
- **Trois cohortes « témoin »** qui ne bénéficient pas de l'accompagnement mais qui présentent des caractéristiques similaires aux cohortes « test ».



**Pour les cohortes « test » :**  
Avignon Joly Jean, Istres et Draguignan

**Pour les cohortes « témoin » :**  
La Rode, Cannes et Gap



Nombre de bénéficiaires de l'expérimentation

**36 stagiaires**  
(6 contacts par stagiaire)



Budget

**500 euros**  
par stagiaire soit un total de  
**18 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Novembre 2019

Préparation du projet avec un focus groupe constitué d'organismes de formation et de conseillers



### Décembre 2019 à janvier 2020

Établissement du marché et définition des cohortes



### Février à mars 2020

Expérimentation et suivi des cohortes « test » et « témoin »



# DES PRÉPAS ACCESSIBLES SANS PRÉREQUIS

POUR CONSOLIDER LES ACQUIS ET  
GARANTIR L'ACCÈS AUX ÉTAPES  
POSTÉRIEURES DE PARCOURS

- Le dispositif amont à la qualification (DAQ), une prépa individualisée (Bourgogne-Franche-Comté) .....p150
- PRÉPA : une offre de proximité et personnalisée (Bretagne) .....p152
- PLATEFORME#JEUNES (Corse) .....p154
- #AVENIR (Normandie) .....p156
- Des préparations personnalisées (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p158

# LE DISPOSITIF AMONT À LA QUALIFICATION (DAQ) : UNE PRÉPA INDIVIDUALISÉE



pour garantir l'accès à une formation/un emploi, et assurer l'équilibre budgétaire des formations



## OBJECTIFS

Garantir à toute personne en recherche d'emploi l'accès à un parcours de formation lui permettant d'accéder à un niveau de qualification favorisant son employabilité :

- Mobiliser un référent « professionnel » qui accompagne le stagiaire et l'aide à construire son parcours de formation ;
- Permettre de sortir et réintégrer le dispositif en fonction des besoins ;
- Attester d'un premier niveau de compétences acquises grâce au passage de certifications et/ou d'habilitations (notamment CléA) et garantir l'acquisition par le stagiaire des prérequis nécessaires à l'entrée dans la formation qualifiante visée.



## PLUS-VALUES

- L'accès à un 1<sup>er</sup> niveau de qualification pour 10% des personnes en recherche d'emploi non qualifiées ;
- Un financement des organismes de formation par habilitation de service public (SIEG) reposant sur la juste compensation des coûts de mise en œuvre des obligations de service public, et cela pour permettre le financement de l'accompagnement global sans pénaliser les organismes de formation en cas d'absence des stagiaires (dont les taux d'absentéisme sont souvent plus élevés en raison des multiples vulnérabilités auxquelles ils font face).



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Dominique Pandal, chef de service parcours vers la qualification



[dominique.pandal@bourgognefranchecomte.fr](mailto:dominique.pandal@bourgognefranchecomte.fr)



03 80 44 33 70



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le dispositif permet à des stagiaires non qualifiés de bénéficier d'un accompagnement individualisé et adapté à leur niveau et leur projet. Modulaire et adaptable, l'accompagnement article 3 principales dimensions :

- **L'accueil et la construction du parcours ;**
- **La remise à niveau** et l'acquisition du socle de connaissances et compétences de base (référentiel CléA) ;
- **L'acquisition des compétences professionnelles et l'approfondissement du projet** grâce à des mises en situation professionnelle sur plateaux techniques, des bancs d'essai, ou des immersions dans des programmes qualifiants...

Le parcours se déroule **prioritairement à temps plein** (30h/semaine) **mais peut être adapté :**

- Il peut être suspendu et repris plus tard ;
- Il ne peut excéder un maximum de 650 heures.

**Il est accessible aux personnes en recherche d'emploi :**

- De plus de 16 ans, inscrites ou non à Pôle Emploi,
- Qui ont un projet professionnel confirmé par un conseiller en évolution professionnelle ou un professionnel relevant d'une structure membre du service public régional de l'orientation.



**21**

plateformes de formation,  
avec des antennes sur  
tout le territoire  
Une distance moyenne de  
7 km du lieu d'habitation



**Nombre prévu de bénéficiaires**

Plus de

**5 000**

stagiaires par an (plus de 4 000  
parcours économiques)



**Budget**

**23 000 000**

**euros** par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019 - 2020**

Mise en œuvre  
des formations

○ ..... ○ **2021**

Renouvellement du projet dans le cadre du SIEG

# PRÉPA : UNE OFFRE DE PROXIMITÉ ET PERSONNALISÉE



pour préparer l'entrée en  
formation des publics vulnérables



## OBJECTIFS

Une offre de service de proximité en trois volets pour préparer l'entrée en formation qualifiante :

- **Consolider les étapes de découverte des métiers**, de préparation d'un projet professionnel, d'acquisition de compétences et de qualification pour l'accès et le retour à l'emploi ;
- **Bien préparer l'entrée en formation qualifiante** ;
- **Prendre en compte les besoins** des publics vulnérables, leur degré d'autonomie, leurs fragilités.



## PLUS-VALUES

- Une formation **adaptée aux besoins du stagiaire**, en termes de contenu, d'organisation, de lieux de formation et sans « prescription » ;
- Un dispositif **ouvert aux personnes en insertion**, quel que soit leur statut : personnes inscrites ou non à Pôle emploi, salariés à temps partiel, salariés en insertion, femmes en congé parental ;
- **Des modes de financement qui décloisonnent les actions mises en œuvre** (accompagnement, formation, sécurisation des périodes interstitielles) et qui garantissent la **souplesse de mise en œuvre** (financement à la session, sous forme de forfait global) ;
- **La mobilisation d'un réseau de partenaires du territoire** pour prendre en compte **tous les besoins** de la personne, de la phase d'orientation ou de remobilisation, en passant par la formation et l'accompagnement, en pensant l'implication des entreprises.



## CONTACT

Région Bretagne

Olivier Gaudin, directeur de l'emploi  
et de la formation tout au long de la vie



olivier.gaudin@bretagne.bzh



02 99 27 11 02





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Une offre de formation en plusieurs volets afin de prendre en compte les besoins des publics, leur degré d'autonomie et leurs fragilités :**

**La PRÉPA Projet** ouverte à ceux qui ont besoin de consolider leur projet professionnel :

- Des ateliers collectifs « sur-mesure » en fonction des besoins de la personne ;
- Un accompagnement individuel ajustable selon l'évolution des besoins ;
- Des ateliers sectoriels pour découvrir des métiers du territoire.

**La PRÉPA Avenir** pour les publics peu ou pas qualifiés :

- Pour les **jeunes peu qualifiés**. Un parcours en deux phases afin de réduire les ruptures de parcours : (1) découvrir/se dynamiser, (2) concrétiser son projet avec une mise en situation professionnelle ;
- Pour les **adultes peu ou pas qualifiés** qui ont besoin d'un accompagnement personnalisé pour définir une poursuite de parcours professionnel : l'alternance de périodes en centre de formation et en entreprise pour explorer l'environnement économique du territoire, construire un projet et évaluer ses compétences.

**Une nouvelle approche :**

- **Une garantie d'accès** pour les publics cibles,
- **Un dispositif territorialisé**, articulé avec l'ensemble des autres actions sur le territoire,
- **L'apprentissage du Français Langue Étrangère** lorsque cela est nécessaire,
- **Des contenus de formation adaptables**, qui pourront évoluer en fonction des besoins des territoires (les modalités d'achat permettent ces ajustements au fil de l'eau),
- **Une articulation avec l'offre qualifiante** dans une logique de parcours,
- **Une mobilisation des branches** dans l'organisation d'ateliers sectoriels (PRÉPA projet).



**Plus de 37  
lieux de formation**



**Nombre prévu de bénéficiaires**

**7 200**  
parcours prévus en 2019



**Budget**

**16 400 000**

**euros**

(hors aide financière  
aux stagiaires)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Lancement des PRÉPAS



**Fin 2019**

Mise en place du comité de suivi afin d'envisager, si besoin, les adaptations nécessaires en 2020



**2019 - 2022**

Mise en œuvre

# PLATEFORME #JEUNES

-

pour acquérir les prérequis  
nécessaires à l'entrée en formation



## OBJECTIFS

Proposer, sur l'ensemble du territoire, un parcours de formation permettant d'acquérir les compétences de base et les prérequis essentiels à la construction d'un parcours professionnel ;

- **Proposer une action attractive** par son contenu et sa modalité d'entrées/sorties permanentes et permettre ainsi à des publics jeunes de réussir une première étape de leur insertion professionnelle ;
- **Encourager la mobilité** professionnelle ;
- **Permettre aux jeunes accompagnés d'acquérir plus d'aisance** dans la gestion des tâches de la vie courante et/ou professionnelle.



## PLUS-VALUES

- Mobiliser et remotiver les jeunes du territoire, grâce à des approches pédagogiques ludiques et leur permettre de développer des compétences numériques et les prérequis essentiels à la construction d'un parcours de formation ;
- Permettre aux organismes de formation de se projeter dans une démarche de développement des compétences numériques.



## CONTACT

Collectivité territoriale de Corse

Alia Alkhalfioui, chef de mission accompagnement des dispositifs de formation



[alia.alkhalfioui@isula.corsica](mailto:alia.alkhalfioui@isula.corsica)



04 95 51 63 97





## PRÉSENTATION DU PROJET

Ce action permet de généraliser à l'ensemble de la Corse un parcours de formation modulaire et individualisé destiné aux publics jeunes, expérimenté à Propriano par l'Afpa en partenariat avec la mission locale.

Ce parcours modulaire, organisé en entrées & sorties permanentes, vise la maîtrise des savoirs de base en français et en mathématiques et la maîtrise des outils numériques.

- Il repose sur une méthode à la fois ludique et efficace pour mobiliser les publics jeunes sur la maîtrise des savoirs de base ;
- Il propose aux jeunes d'autres approches que la formation présentielle, qui s'apparente au cadre scolaire, à travers la possibilité d'alterner avec un outil à distance (mix-learning).

**À partir des résultats de la 1<sup>re</sup> expérimentation, le projet expérimental ajusté a été déployé à Propriano. Il a fait l'objet d'un bilan et de réajustements avant essaimage sur le territoire (prévu pour 2020).**

Afin de renforcer les coopérations avec les missions locales dans le cadre de la garantie jeunes, le projet prévoit la formalisation de partenariats avec les missions locales sur l'ensemble du territoire.



Ajaccio, Bastia,  
Porto-Vecchio, Propriano,  
Ghisonaccia



Nombre prévu de bénéficiaires

**64**

demandeurs d'emploi



Budget

**265 600 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2018**

Première action expérimentale



**2019**

Démarrage en entrées/sorties permanentes dès le 1<sup>er</sup> janvier



**Janvier 2020**

Capitalisation des expérimentations sur tout le territoire pour validation et déploiement pérenne

# #AVENIR

se former aujourd'hui pour un métier demain



## OBJECTIFS

Dans une logique de parcours sans couture, #Avenir doit permettre aux Normands de :

- Découvrir et expérimenter différents métiers parfois peu connus ou émergents ;
- Augmenter leur niveau de qualification et leur capacité à accéder à l'emploi ;
- Rendre plus fluide leur parcours d'accès à l'emploi par la mise à disposition des territoires d'une offre globale et agile, de l'analyse des besoins à l'obtention d'une certification qualifiante, en passant par la construction et la consolidation d'un projet professionnel et des compétences générales.



## PLUS-VALUES

- Une organisation pédagogique permettant de concilier l'emploi et la formation. Dans une logique de parcours « sans couture », un renforcement des articulations avec les dispositifs « socle de compétences » et « qualifiant » ;
- Un mécanisme de financement permettant de sécuriser les opérateurs en articulant trois unités d'œuvre (heure stagiaire, heure groupe et forfait).



## CONTACT

### Région Normandie

Caroline Ollivier, cheffe du service des formations préparatoires et individuelles



[caroline.ollivier@normandie.fr](mailto:caroline.ollivier@normandie.fr)



02 31 06 96 37





## PRÉSENTATION DU PROJET

Reposant sur un principe d'entrées et sorties permanentes, le dispositif #Avenir est conçu pour permettre à chaque personne d'intégrer une action de formation au moment le plus opportun, en fonction de sa situation.

L'offre de services associée s'appuie sur un **accompagnement pédagogique** global et individualisé, proposant :

- **Un accueil tout au long de l'année** et sur l'ensemble du territoire normand ;
- **Une analyse approfondie des acquis et des besoins de formation** ;
- **Des ateliers de construction et de consolidation d'un projet professionnel** ;
- **Des actions de découvertes des métiers** ;
- **Un référent pédagogique unique** garant de l'individualisation des parcours, présent jusqu'à la sortie de formation qualifiante ;
- **Un référent économique** pour développer et animer un partenariat élargi sur chacun des territoires.

Afin de favoriser la découverte des métiers par l'immersion, le dispositif #Avenir s'appuie sur des plateaux techniques coordonnés et financés par la Région.



18 territoires couverts  
par le dispositif #Avenir



Nombre prévu de bénéficiaires

**4 500**

bénéficiaires par an  
entre 2020 et 2022



Budget

**30 000 000 euros**  
pour #Avenir (hors rémunération  
des stagiaires)

**1 400 000 euros**  
pour les plateaux techniques



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Janvier 2020

Appel à propositions  
(habilitations) pour  
les plateaux techniques



### À partir de janvier 2020

Déploiement d'#Avenir sur  
l'ensemble de la Normandie,  
dans le cadre d'un marché  
triennal (2020-2022)



### 2<sup>nd</sup> trimestre 2020

Mise en œuvre de l'offre  
de services de plateaux  
techniques

# DES PRÉPARATIONS PERSONNALISÉES



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour garantir aux publics les plus fragiles la construction de parcours de formation



## OBJECTIFS

- Permettre aux publics les plus fragiles d'acquérir les prérequis nécessaires à l'entrée et au maintien dans un parcours qualifiant ;
- Améliorer la continuité des différentes étapes de parcours ;
- Garantir un accompagnement continu des stagiaires.



## PLUS-VALUES

- De nouveaux parcours « sans couture » personnalisés, qui combinent pédagogies alternatives et accompagnement individuel ;
- Un modèle économique garantissant la sécurisation financière des organismes de formation qui s'engagent dans l'innovation et l'individualisation des parcours.



## CONTACTS

Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Marie-Laure Rallet, cheffe de chantier  
Christine Battesti, cheffe de chantier

 mlaure.rallet@pole-emploi.fr  
christine.battesti@pole-emploi.fr

 04 91 16 87 59  
04 98 01 37 61





## PRÉSENTATION DU PROJET

Les Préparations personnalisées ont pour objectif l'acquisition des savoirs fondamentaux (compétences clés et numériques) et des compétences sociales et cognitives. Elles reposent sur l'accès à :

- **Un parcours de formation individualisé et personnalisé** pour tenir compte des besoins des stagiaires, aussi bien en termes de pédagogie, de niveaux ou de rythmes des formations ;
- **Un accompagnement des stagiaires tout au long de la formation** pour sécuriser les parcours et prévenir les risques d'abandon.

Par ailleurs, pour assurer une sécurisation financière des organismes de formation impliqués, une rémunération adaptée aux enjeux de variabilité des parcours, d'individualisation et d'innovation pédagogique est prévue.

Les parcours de formation sont d'une durée modulable et individualisable, de 80 à 600 heures.

Quelle que soit l'issue du parcours, le stagiaire bénéficie d'une évaluation CléA, d'un droit de retour en formation en cas d'interruption et d'une possibilité d'entraînement post-formation.



Un allotissement du marché jusqu'à la maille « quartiers prioritaires de la politique de la ville »



Nombre prévu de bénéficiaires

**5 000**

entrées prévues par an dans des parcours d'une durée

de **80** à **600** heures



Budget

**72 000 000 euros**

pour **16 000**  
entrées (estimatif 2020)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Septembre 2019**  
Publication du marché



**Décembre 2019**  
Sélection des organismes de formation



**Mars 2020**  
Démarrage des parcours de formation



# DES RÉPONSES, ADAPTÉES

## ⋮ AUX BESOINS DE CERTAINS PUBLICS

- Compétences détenues (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p162
- Plateforme de Parcours renforcés d'accès à la professionnalisation (PPRAP) (Mayotte) .....p164
- Senior accès (Normandie) .....p166
- Parcours croisés - Formation accompagnée (Normandie) .....p168
- La réinsertion par la formation (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p170

# COMPÉTENCES DÉTENUES



pour construire en milieu  
carcéral un projet de réinsertion



## OBJECTIFS

- **Prendre en compte les difficultés spécifiques des personnes en milieu carcéral** pour accompagner leur montée en compétences et accéder à la certification CléA ;
- **Permettre l'accès à la qualification en renforçant et validant les connaissances de base** des personnes sous main de justice pendant leur incarcération ;
- **Redonner confiance en valorisant la démarche d'apprentissage** par une attestation des réalisations.



## PLUS-VALUES

- **Une réinsertion professionnelle favorisée** par l'acquisition de compétences fondamentales et une confiance en soi retrouvée par l'apprenant ;
- **Un apprenant qui reprend confiance en lui** en rompant notamment avec une situation d'isolement.



## CONTACT

**Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes**  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38



## PRÉSENTATION DU PROJET

Les « **conseillers justice** » de Pôle emploi interviennent en milieu carcéral pour accompagner les détenus dans la construction d'un projet de réinsertion. Souvent très éloignés de l'emploi et anciens décrocheurs en échec scolaire, ils cumulent les difficultés pour préparer efficacement leur sortie et accéder au marché du travail.

Le projet **Compétences détenues a pour objectif d'accompagner les publics détenus pour les amener à acquérir des compétences fondamentales et attester du chemin parcouru par une certification CléA.**

Il repose sur une méthode pédagogique construite en mode intrapreneur au sein de la Maison d'arrêt de Corbas, déployée ensuite sur d'autres sites :

- **Un parcours individualisé et misant sur l'implication de l'apprenant**, et cela afin de garantir la motivation d'un public souvent en difficulté avec les modes d'apprentissage scolaire ;
- **Impliquant des entreprises** au travers de Job'dating.



**Maisons d'arrêt de Corbas et de Valence**  
Une extension en cours dans le département de la Savoie



**Nombre prévu de bénéficiaires**

**70**

formations CléA obtenues sur les sites de Corbas et de Valence (avec un taux de réussite de 92 %)



**Budget**

**1/4 d'ETP**

dédié sur l'année  
Le financement de toutes les évaluations CléA



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Poursuite de la démarche dans la Maison d'arrêt de Corbas



**2020**

Reproduction de la démarche dans la Maison d'arrêt de Valence  
Extension à d'autres Maisons d'arrêt

# PLATEFORME DE PARCOURS RENFORCÉS D'ACCÈS À LA PROFESSIONNA- LISATION (PPRAP)



pour améliorer l'insertion professionnelle  
des personnes en situation de handicap



## OBJECTIFS

- **Améliorer la mobilisation des personnes en recherche d'emploi en situation de handicap ;**
- **Sécuriser les parcours** des personnes en situation de handicap ;
- **Articuler l'accompagnement** médico-social et l'accompagnement socio-professionnel.



## PLUS-VALUES

- Le **développement d'une offre d'accompagnement et de formation à destination des personnes en situation de handicap**, qui est quasi inexistante sur le territoire ;
- La constitution d'un **vivier de compétences qualifiées** pour répondre aux besoins des entreprises, notamment dans le cadre de leur obligation d'emploi de travailleurs handicapés (qui passe de 2% à 6% en 2022 à Mayotte).



## CONTACT

**GIP Carif-Oref Mayotte**

Naima Moustadirani, chargée de mission Axe transverse



[nmoustadirani@gipco976.fr](mailto:nmoustadirani@gipco976.fr)



02 69 64 38 46





## PRÉSENTATION DU PROJET

Initiative nouvelle pour le territoire de Mayotte, ce projet s'inscrit dans une approche globale d'accompagnement renforcé et individualisé permettant d'appréhender les problématiques des personnes handicapées dans leur globalité (santé, emploi, formation, etc.).

D'une durée de 5 à 18 mois, les parcours se décomposent en 4 phases :

**1 | Un bilan de positionnement professionnel et un bilan des besoins** et des solutions de compensation et d'accompagnement pour chaque bénéficiaire ;

**2 | Une phase de remobilisation des bénéficiaires** (image de soi, immersion, projet professionnel...);

**3 | Deux parcours de professionnalisation au choix :**

- Un parcours d'accompagnement vers et dans l'emploi (appui à la recherche d'emploi, suivi dans l'emploi, etc.) ;
- Un parcours de formation pré-qualifiant ou qualifiant (savoirs de base, blocs de compétences, etc.).

**4 | Un bilan final synthétisant les compétences acquises et les résultats atteints** en matière d'insertion professionnelle.

Le projet a été conçu à partir de travaux multipartenariaux permettant d'établir le diagnostic et de construire les modalités de l'expérimentation.



Les partenaires mobilisés

L'État, le Département, l'ARS Océan indien, l'Agefiph, la MPDH, le Carif-Oref, Pôle emploi, les missions locales, les acteurs du PRITH



Nombre de bénéficiaires visés

40

par an sur 3 ans



Budget

3 215 800 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

Jun à  
**décembre 2019**

Travaux d'état des lieux, de diagnostic et de co-construction



Décembre à  
**février 2020**

Lancement de l'appel à projets



**2020**

Déploiement de la plateforme expérimentale



**2021**

1<sup>ère</sup> phase d'évaluation



**2022**

Plateforme de capitalisation

# SENIOR ACCESS

pour favoriser le retour à l'emploi des seniors



## OBJECTIFS

Alors que les seniors constituent près du tiers de la demande d'emploi peu ou pas qualifiée visée par le Plan d'investissement dans les compétences en Normandie, le plan d'actions « Senior access » poursuit deux objectifs principaux :

- Favoriser le retour à la formation et à l'emploi des seniors ;
- Mobiliser/sensibiliser/informer les acteurs de l'emploi-formation sur les spécificités et l'insertion professionnelle des seniors.



## PLUS-VALUES

- Une mobilisation des partenaires et des acteurs intervenant auprès des seniors au niveau régional et local ;
- Un accès renforcé de ce public aux dispositifs de droit commun et aux actions mises en œuvre dans le cadre du Pacte régional ;
- L'expérimentation de nouvelles approches et initiatives pour capter et accompagner les seniors.



## CONTACT

### Région Normandie

Vincent Potin, chargé de projets de la mission Pacte régional



[vincent.potin@normandie.fr](mailto:vincent.potin@normandie.fr)



02 14 47 62 13





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le Plan d'actions « Senior Access » est porté par un groupe de travail régional animé par la Région et la CFDT, composé de la Direccte, des partenaires sociaux, de Pôle emploi, de l'Agefiph, de l'APEC, du Carif-Oref.

**Il se décline en trois sous-groupes au niveau régional qui associent les partenaires ayant une expertise spécifique** (Carsat, Cap emploi, cabinets de conseils, organismes de formation...):

**1 | L'analyse des freins et des modalités spécifiques d'accompagnement des seniors vers la formation et l'emploi ;**

**2 | La reprise et la transmission d'activité par les seniors, et leur maintien dans l'emploi ;**

**3 | Le définition d'une campagne de sensibilisation et de communication** à mettre en œuvre au niveau régional et ciblée sur les demandeurs d'emploi seniors, les structures de formation et d'accompagnement et les entreprises.

**Le plan d'actions, décliné à la fois au niveau régional et à travers 5 plans territoriaux expérimentaux, s'appuie sur l'appel à projets « Initiatives territoriales » qui offre la possibilité d'expérimenter des approches spécifiques dédiées à certains publics.**



**5** territoires  
d'expérimentation  
1 à 2 actions par territoire  
d'expérimentation



Nombre de partenaires  
mobilisés

**10** partenaires régionaux  
Les partenaires locaux  
sur les territoires  
d'expérimentation



Budget

**500 000** euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Élaboration du plan d'actions régional et mise en œuvre des cinq plans d'actions territoriaux



### 2020-2021

Suivi et ajustement du plan régional  
Organisation d'une campagne de communication sur la formation et l'emploi des seniors



### 2021-2022

Évaluation des actions mises en œuvre et des conditions de généralisation

# PARCOURS CROISÉS FORMATION ACCOMPAGNÉE



pour favoriser la formation  
des personnes handicapées



## OBJECTIFS

Favoriser l'accès à la formation  
des personnes en situation de handicap :

- **Permettre aux personnes handicapées d'accéder à l'ensemble de l'offre de formation régionale qualifiante** en élargissant l'accès à la formation au-delà des seuls centres de rééducation professionnelle ;
- **Amener les organismes de formation à adapter les parcours certifiants proposés** pour prendre en compte les besoins spécifiques des personnes en situation de handicap.



## PLUS-VALUES

- **Une évolution des représentations et des stéréotypes** permettant d'élargir les choix professionnels des personnes en situation de handicap ;
- **Une montée en compétences des organismes de formation de droit commun** sur l'accueil des personnes handicapées.



## CONTACT

### Région Normandie

Adeline Di Cesare, chargée de projets du service  
des formations préparatoires et individuelles



[adeline.dicesare@normandie.fr](mailto:adeline.dicesare@normandie.fr)



02 31 06 89 92





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le dispositif « Parcours croisés » permet à toutes les personnes reconnues travailleurs handicapés qui ont besoin d'un accompagnement médico-social (aménagement de formation, ergothérapeute, psychologue, accessibilité...) de bénéficier d'un accès facilité à la formation de leur choix.

Il se compose de deux prestations couplées :

- La prise en charge du coût pédagogique de la formation et de la rémunération du stagiaire ;
- Un accompagnement spécialisé, mis en œuvre par un centre de rééducation professionnelle (CRP) qui a pour mission de déployer les moyens de compensation nécessaires au maintien en formation de droit commun : adaptation des modalités de formation, accès à un ergothérapeute ou à un psychologue, etc.

En permettant de sécuriser le parcours de formation de personnes en situation de handicap, y compris dans des territoires où les CRP ne sont pas implantés, ce dispositif favorise l'inclusion en formation de ces personnes, tout en contribuant à faire évoluer les représentations liées au handicap et à faire monter en compétences les organismes de formation de droit commun en matière d'accueil des personnes handicapées.



Nombre d'organismes de formation impliqués

**15**  
organismes en 2020



Nombre prévu de bénéficiaires

**50**  
bénéficiaires en 2019-2020

À terme,

**200** parcours visés par an



Budget

**1 000 000** euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Janvier 2019**  
Démarrage



**Février 2019**  
Communication massive à l'ensemble des acteurs emploi-formation  
Expérimentation évaluée par le Comité scientifique d'évaluation du Plan d'investissement dans les compétences

# LA RÉINSERTION PAR LA FORMATION



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour accompagner les personnes  
« sous main de justice »



## OBJECTIFS

- Expérimenter de nouvelles approches pour développer des actions facilitant l'orientation, la formation « dans et hors les murs » des personnes sous main de justice ;
- Favoriser l'accès à la formation des personnes sous main de justice.



## PLUS-VALUES

- L'expérimentation de nouvelles approches pour développer des actions facilitant l'orientation, la formation « dans et hors les murs » des personnes sous main de justice ;
- La valorisation des acquis en détention ;
- Une prise en compte et une action globale pour lever les freins inhérents à la situation de ces publics.



## CONTACTS

Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Magali Geoffray, cheffe de chantier  
Aude Fredenucci, cheffe de chantier

 [magali.geoffray@pole-emploi.fr](mailto:magali.geoffray@pole-emploi.fr)  
[aude.fredenucci@pole-emploi.fr](mailto:aude.fredenucci@pole-emploi.fr)

 04 91 16 87 95  
04 91 16 87 43





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'expérimentation s'appuie sur une méthode et un parcours co-construits à l'occasion d'une session Lab Administration pénitentiaire avec l'ensemble des parties prenantes (personnes placées sous main de justice, juge d'application des peines, entreprises présentes en détention, structures de l'insertion par l'activité économique, organismes de formation, Afpa et accompagnateurs du service public de l'emploi).

**L'expérimentation, qui a pour objectif la valorisation des acquis en détention, mais aussi d'éviter les ruptures des parcours de formation, articule :**

- Renforcement de l'accompagnement par les conseillers de Pôle emploi à l'intérieur de la prison ;
- Prise en compte de la dimension numérique en détention, notamment pour l'accès à la formation ;
- Mise en œuvre de parcours qualifiants adaptés qui prennent en compte les besoins et spécificités des personnes placées sous main de justice, à l'intérieur de la prison mais aussi à l'extérieur ;
- Formation des demandeurs d'emploi en aménagement de peine « travail d'intérêt général » (TIG).

Des actions innovantes sont expérimentées par un établissement ou par une structure d'accompagnement à la sortie.



Nombre de partenaires mobilisés

**50**

participants à la session  
LAB Administration  
pénitentiaire



Nombre prévu de bénéficiaires

**200**

bénéficiaires de parcours  
dédiés en 2020



Budget

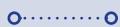
En cours d'estimation  
en fonction des actions retenues  
suite au LAB



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Septembre 2019**

Réalisation de la feuille  
de route



**Novembre 2019**

Session LAB Administration  
pénitentiaire



**Janvier**

**à mars 2020**

Convention régionale  
et expérimentations  
locales



# DES RÉPONSES INNOVANTES

## À DESTINATION DES HABITANTS DES TERRITOIRES FRAGILES (QPV/ZRR)

- Parcours intégré dans le numérique pour le public résidant en QPV (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p174
- Expérimenter une nouvelle approche des parcours au sein des QPV et des ZRR (Bretagne) .....p176
- Un bus itinérant (Occitanie) .....p178

# PARCOURS INTÉGRÉ DANS LE NUMÉRIQUE POUR LE PUBLIC RÉSIDENT EN QPV



pour répondre aux besoins de la vie  
quotidienne et de mobilités professionnelles



## OBJECTIFS

Tester une ingénierie individuelle des parcours permettant de **sécuriser chaque apprenant dans sa progression et de valoriser ses succès** :

- Développer une ingénierie **des parcours en blocs de compétences individualisés** ;
- Faire acquérir un socle de compétences digitales transférable pour **répondre aux besoins de la vie quotidienne et de mobilités professionnelles** ;
- Faire obtenir à **100% des stagiaires une certification CléA**.



## PLUS-VALUES

Une **sécurisation du parcours de l'apprenant** permise par :

- **L'accès à un dispositif de suivi individualisé** et reposant sur des outils innovants ;
- **Un accès à une certification** ;
- **Des liens avec les entreprises** pour favoriser l'alternance.



## CONTACT

**Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes**  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet **Parcours intégré dans le numérique** permet la prise en charge globale des demandeurs d'emploi non qualifiés résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville : du repérage du public, en passant par le diagnostic des besoins jusqu'à la préparation à la certification et à l'emploi.

Le parcours se compose des étapes clés suivantes :

- Une première étape de repérage des publics, de pré-évaluation CLÉA et de diagnostic des besoins ;
- Une seconde étape de remobilisation, intégrant notamment des exercices de valorisation de son image professionnelle, un travail sur le projet professionnel et la mise en relation avec des entreprises ;
- Une troisième étape de préparation à l'emploi, incluant des formations bureautiques et numériques (utilisation des réseaux sociaux, démarches administratives en ligne, ...).

Le projet est porté par une équipe pluridisciplinaire composée de trois organismes de formation qui interviennent en complémentarité. Il doit déboucher sur :

- L'accès à une certification pour 100 % des stagiaires ;
- Une poursuite de parcours, soit en emploi, soit en formation : un objectif de 60 % de sorties en emploi à 3 mois (y compris en alternance) et de 25 % d'accès à une qualification à 6 mois.



Deux quartiers prioritaires de la politique de la ville en cours de sélection sur le territoire



Nombre prévu de bénéficiaires

Une cible de

**100**

stagiaires à atteindre en 2020



Budget

**8 000**

**à 10 000 euros**

par parcours



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### À compter de février 2020

Un calendrier à élaborer en fonction des modalités de financement

# EXPÉRIMENTER UNE NOUVELLE APPROCHE DES PARCOURS AU SEIN DES QPV ET DES ZRR



pour renouveler la pédagogie dans une  
approche sur-mesure



## OBJECTIFS

- **Développer une offre de formation sur-mesure** pour capter des publics en milieu rural ou dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- **Proposer des parcours de formation sans rupture**, composés de plusieurs briques en faisant intervenir de façon « chaînée » plusieurs organismes de formation proposant différents blocs de formation ;
- **Lever les freins à l'entrée** dans un parcours de formation.



## PLUS-VALUES

- Les problèmes de mobilité géographique** expliquent en partie le fait que **certains publics n'envisagent pas la formation comme une étape possible dans leur parcours d'insertion professionnelle**. À l'éloignement des centres de formation peut s'ajouter un manque d'appétence à s'engager dans un parcours de formation souvent long et complexe.
- L'organisation de formations en proximité apporte une réponse pour **accrocher ces publics spécifiques** et les inciter à s'engager dans un début de parcours ;
  - **Le partenariat entre organismes de formation et des entreprises** du territoire, est indispensable à la réussite
  - et à l'efficacité du projet.



## CONTACT

Région Bretagne

Olivier Gaudin, directeur de l'emploi  
et de la formation tout au long de la vie



olivier.gaudin@bretagne.bzh



02 99 27 11 02





## PRÉSENTATION DU PROJET

La construction de formations en proximité et sans rupture, qui combinent modules de savoirs de base, modules qualifiants en lien avec les besoins des entreprises locales, enseignements à distance et temps en entreprise, permet de lever les freins identifiés.

Cette construction n'est possible qu'au travers des partenariats solides et pérennes établis dans le cadre d'un partenariat local :

- Entre organismes de formation afin de rechercher les complémentarités entre des modules et proposer une offre cohérente en proximité ;
- Associant les entreprises du territoire s'engageant sur des temps formatifs, des périodes de mise en situation professionnelle ... ;
- À travers des expérimentations par appels à projets.



Tout le territoire  
de la Bretagne



Nombre de parcours

**7** sessions spécifiques PRÉPA

pour **96** parcours

**1 500** parcours  
sur-mesure dans le cadre  
de partenariats locaux



Budget

**3 800 000** euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Organisation de sessions spécifiques dans le cadre  
des marchés de formation existants (PRÉPA et QUALIF  
Emploi)

Construction de parcours sur-mesure dans  
le cadre des actions territoriales

# UN BUS ITINÉRANT

pour installer un lieu d'accueil des publics éloignés de l'emploi en zone rurale et dans les quartiers prioritaires



## OBJECTIFS

- Utiliser des équipements mobiles pour toucher des publics « éloignés », en zone de revitalisation rurale et dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Amener l'information sur la formation et l'orientation professionnelle au plus près de ces publics ;
- Mobiliser les partenaires de la Région sur des actions communes.



## PLUS-VALUES

- Mieux repérer les publics les plus éloignés, et assurer une meilleure couverture territoriale pour communiquer différemment sur les métiers ;
- Rassurer les publics, leur donner confiance et de l'appétence pour entrer dans une démarche d'orientation ;
- Accompagner les publics vers l'élargissement des choix professionnels et la découverte des métiers, des formations et des possibilités d'orientation.



## CONTACT

Région Occitanie :  
Hugo Lecomte, responsable de service



[hugo.lecomte@laregion.fr](mailto:hugo.lecomte@laregion.fr)



05 61 39 62 54





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le bus itinérant permet d'aller à la rencontre de publics éloignés de l'emploi en menant directement sur le terrain des actions d'information et d'orientation sur l'emploi, la formation et les métiers.

Le bus itinérant porte trois types d'actions :

**1 | Des actions d'information et d'orientation**

- Découverte des métiers et des formations en zones éloignées, au sein des établissements ;
- Information sur les métiers en tension, les formations initiales ou continues, la VAE, etc. ;
- Encouragement à la mobilité des publics pour poursuivre leur qualification ;

**2 | Des actions de sensibilisation à la formation** sous la forme de modules courts ;

**3 | Des actions évènementielles** sur l'orientation et la formation, notamment en co-animation avec les partenaires du service public régional de l'orientation sur ces territoires éloignés.



Zones de revitalisation rurale et quartiers prioritaires de la politique de la ville de la région Occitanie



Nombre de personnes visées

En cours d'étude



Budget

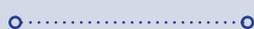
1 000 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2020**

Réflexion, construction et lancement du projet



**2021**

Expérimentation et déploiement



# DES RÉPONSES NOUVELLES

## POUR LUTTER CONTRE L'ILLETRISME ET L'ILLECTRONISME

- E-Campus CLÉA (Hauts-de-France) .....p182
- Les mots pour le dire (Normandie).....p184
- Appel à projets d'innovation : Illettrisme et Illectronisme - prévention et remédiation (Nouvelle-Aquitaine) .....p186
- Lutter contre l'illettrisme et le décrochage scolaire (Occitanie) .....p188

# E-CAMPUS CLÉA

pour digitaliser les formations  
aux compétences clés



HAUTS-DE-FRANCE



## OBJECTIFS

- **Mettre à disposition une offre de formation digitale** sur l'ensemble des compétences clés et CLÉA pour les demandeurs d'emploi ;
- **Participer à la digitalisation** des formations.



## PLUS-VALUES

- **Un accompagnement des publics les plus éloignés de l'emploi** dans la prise en main de l'outil numérique ;
- Une **sécurisation et une individualisation possible de l'organisation des parcours de formation** des publics fragiles (en contournant les difficultés de transport et les problématiques de gardes d'enfant).



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
Marie-Anne Caudroy, chargée de mission



[marie-anne.caudroy@hautsdefrance.fr](mailto:marie-anne.caudroy@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 20



## PRÉSENTATION DU PROJET

**La formation ouverte à distance constitue une opportunité pour individualiser les formations. Elle peut toutefois aussi constituer un risque pour des publics fragilisés.**

L'expérimentation, menée en partenariat avec les mandataires du SIEG Compétences, doit permettre **l'adaptation des volets pédagogiques et administratifs des formations pour passer de formations 100 % en présentiel à des approches pédagogiques mixtes intégrant le digital (blended learning).**

En permettant aux stagiaires de réaliser une partie des apprentissages à distance (depuis chez eux ou depuis un tiers lieu), il s'agit de faire de la formation à distance une modalité de formation à part entière.

L'expérimentation prend en compte à la fois :

- La nécessaire adaptation des attendus pédagogiques pour sécuriser les parcours des bénéficiaires (public faiblement qualifié et peu rompu à l'usage du numérique) ;
- Les exigences liées au service d'intérêt économique Général (SIEG) et notamment la justification des dépenses (pour calculer la compensation).



Une expérimentation portant  
sur **24** actions,  
sur les **3** programmes



**Nombre prévu de bénéficiaires**

L'expérimentation concerne  
(potentiellement)

**2 307**  
stagiaires



**Nombre d'organismes  
de formation impliqués**

**10**

organismes partenaires  
engagés dans  
l'expérimentation



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Printemps-Été 2019** ○●●●●○

Analyse du cadre et de  
la méthodologie

**Automne 2019** ○●●○

Lancement de  
l'expérimentation

○●●○ **Hiver 2019-2020**

Analyse des méthodes  
pédagogiques des mandataires  
Identification des éléments  
administratifs de justification  
Travail sur la modification  
de la convention d'habilitation

# LES MOTS POUR LE DIRE



pour repérer et amener  
les publics en situation d'illettrisme  
vers la formation



## OBJECTIFS

Repérer et amener les publics en situation d'illettrisme et d'illectronisme vers la formation, à travers trois objectifs principaux :

- Faciliter le repérage des publics relevant de l'illettrisme et de l'illectronisme ;
- Faciliter l'accès de ces publics aux formations proposées par la Région ;
- S'appuyer sur une animation renforcée de l'offre de formation afin de faciliter l'appropriation par tous sur les territoires.



## PLUS-VALUES

- Une approche renouvelée dans les modalités d'information des publics fragiles ;
- L'expérimentation de nouvelles approches privilégiant les démarches « d'aller vers » et favorisant les échanges « entre pairs ».



## CONTACT

### Région Normandie

Caroline Ollivier, cheffe du service  
des formations préparatoires et individuelles



[caroline.ollivier@normandie.fr](mailto:caroline.ollivier@normandie.fr)



02 31 06 96 37





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'action s'appuie sur les réseaux d'acteurs qui accueillent les personnes en situation d'illettrisme (réseau d'information de proximité, organismes de formation, opérateurs du conseil en évolution professionnelle) et leur propose de nouveaux outils regroupés au sein d'un « kit illettrisme ». Conçu pour informer à la fois les publics bénéficiaires et les opérateurs de proximité sur la problématique de l'illettrisme et sur les retombées positives de la formation, le kit est composé des éléments suivants :

- Un flyer à destination du public ;
- Des fiches outils à destination des opérateurs du conseil en évolution professionnelle et du réseau d'information de proximité structuré dans le cadre du Pacte régional pour mieux repérer, convaincre d'aller en formation, lever les appréhensions d'aller en formation... ;
- Des vidéos de témoignage de stagiaires.

L'action permet la diffusion d'informations et l'appropriation des outils disponibles par les acteurs du réseau.

Le « kit illettrisme » a été élaboré avec l'appui du Centre de Ressources Illettrisme et l'ensemble des organismes de formation intervenant dans le cadre du dispositif « Cap Lire, Écrire, Compter ».



L'ensemble du territoire de la Normandie



Nombre de partenaires impliqués

**200** acteurs de terrain (centres communaux d'action sociale, cellules emploi des communes, éducateurs...)

**24** organismes de formation



Budget

**30 000 euros** pour la réalisation et la diffusion du kit



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2020**

Maquettage et diffusion du kit  
Structuration du réseau d'acteurs



**2021 - 2022**

Développement d'actions de communication  
Ajustement du kit si besoin

# APPEL À PROJETS D'INNOVATION : ILLETTRISME ET ILLECTRONISME - PRÉVENTION ET REMÉDIATION



pour expérimenter de nouvelles approches



## OBJECTIFS

Susciter la mobilisation des acteurs du territoire en vue de toucher des publics que les politiques régionales ne parviennent pas toujours à atteindre, et développer ainsi des initiatives enrichissant l'offre de services en Nouvelle-Aquitaine, autour des deux grands objectifs suivants :

- **Repérer, mobiliser et accompagner les publics en situation d'illettrisme** pour sécuriser leur accès à la formation aux savoirs de base ;
- **Renouveler les pratiques des acteurs** pour favoriser l'accès aux savoirs numériques de base des publics en situation d'illectronisme.



## PLUS-VALUES

- **Explorer et identifier les approches les plus inédites, complémentaires aux dispositifs existants**, pour « capter » et accompagner les publics au-delà des circuits classiques d'accompagnement social et professionnel et garantir ainsi l'accès aux droits de tous ;
- **Proposer une offre de service et des modalités pédagogiques différentes** s'appuyant notamment sur des outils et des partenariats nouveaux et expérimentaux.



## CONTACT

Région Nouvelle-Aquitaine  
Sylvia Etelin, chargée de mission



[sylvia.etelin@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:sylvia.etelin@nouvelle-aquitaine.fr)



05 57 57 55 94



## PRÉSENTATION DU PROJET

Afin de permettre une meilleure prise en charge des publics en situation d'illettrisme ou d'illectronisme, l'appel à projets d'innovation invite les **réseaux d'acteurs à se mobiliser et à se structurer pour mieux détecter les personnes concernées et mieux les accompagner.**

Mené par des collectifs d'acteurs, cet appel à projets doit jouer un « effet levier » en matière d'**animation territoriale et de dynamique partenariale** sur un même espace géographique.

À destination des publics en emploi et sans emploi, **il cible en priorité les territoires « vulnérables » de Nouvelle-Aquitaine : les zones rurales et les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).**

Les projets sont retenus à la suite d'une procédure d'appel à projets afin de favoriser l'émergence de nouvelles approches pédagogiques et didactiques et de laisser plus d'initiatives aux porteurs de projets dans les modalités de mise en œuvre.

La démarche est conduite en lien avec l'appel à projets « Repérer et remobiliser les invisibles » et le Plan de lutte contre la pauvreté menés par l'État.



Les **QPV** de Bordeaux et son agglomération, Limoges, Agen, Mont de Marsan ; les **territoires ruraux** de la Vienne, de la Charente, de la Creuse, des Deux-Sèvres, de la Dordogne, du Sud de la Gironde, du Lot-et-Garonne...



Nombre prévu de bénéficiaires

**21** projets retenus sur les

**34** déposés

**1000** parcours visés en 2019-2020



Budget

**1 360 000** euros

Près de 1 000 000 euros engagés en 2019



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juillet 2019** ○○○○○○  
1<sup>ère</sup> vague de dépôt des dossiers

**Juillet à septembre 2019** ○○○○○○  
Instruction et sélection des dossiers

**Janvier à mars 2020** ○○○○○○  
2<sup>nd</sup>e vague de dépôt des dossiers

**Décembre 2019 à décembre 2020** ○○○○○○  
Mise en œuvre

# LUTTER CONTRE L'ILLETTRISME ET LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE



pour préparer l'accès à une formation qualifiante



## OBJECTIFS

Lutter contre l'illettrisme et le décrochage scolaire, préparer l'accès à une formation qualifiante à travers trois dispositifs conçus dans une approche sur-mesure :

- Le programme de lutte contre l'illettrisme « LECTIO » ;
- Le programme de lutte contre le décrochage scolaire « DECLIC », dont l'objectif est de raccrocher des jeunes mineurs de 16 à 18 ans ;
- Le programme « Projet Pro », pour préparer son projet professionnel.



## PLUS-VALUES

- Une **approche sur-mesure** qui permet de s'adapter aux spécificités et besoins de chaque bénéficiaire ;
- La **proximité avec les dispositifs de formation** permettant des parcours de formation incluant des phases de raccrochage ou de lutte contre l'illettrisme « sans couture » ;
- Des  **mises en situation réelle de travail permettant de tester des métiers** et d'acquérir les premiers gestes techniques pour sécuriser l'entrée en qualification.



## CONTACT

Région Occitanie :

Lila Merabet Mohamed, responsable du service nouvelles chances



[lila.merabet-mohamed@laregion.fr](mailto:lila.merabet-mohamed@laregion.fr)



04 67 22 68 45





## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le programme régional de formation intègre trois actions de formation pré-qualifiantes centrées sur le sur-mesure et le départ consécutif en formation :**

**1 | Le programme de lutte contre l'illettrisme « LECTIO » :** permettre aux personnes de sortir de leur situation d'illettrisme et d'intégrer les formations régionales. Le parcours est à la carte en prévoyant des sessions en soirée et le samedi matin pour les actifs. Il est accessible pour les personnes qui sortent d'un parcours en apprentissage du Français (FLE, office français de l'immigration et de l'intégration) et qui maîtrisent le niveau A1, pour les demandeurs d'emploi et les salariés ;

**2 | Le programme de lutte contre le décrochage scolaire « DECLIC » :** raccrocher des jeunes mineurs de 16-18 ans pour leur permettre d'acquérir les prérequis nécessaires à une entrée dans une action du programme régional de formation, un retour en formation initiale ou un emploi en alternance (apprentissage). DECLIC s'appuie sur une attention portée aux pédagogies innovantes, au rythme de l'attention et aux environnements de travail ;

**3 | Le programme « Projet Pro » :** permettre à celles et ceux qui n'ont pas de projet professionnel défini de découvrir des métiers, acquérir les savoirs de base et consolider une orientation professionnelle et inscrire la formation des stagiaires sans projet professionnel dans une logique de parcours qui leur permettra d'accéder à une formation qualifiante ou directement à l'emploi. Il repose sur des mises en situation réelle de travail pour tester différents métiers.



Tout le territoire régional



Nombre prévu de bénéficiaires

DECLIC : 1 100 personnes

LECTIO : 1 870 personnes

Projet Pro : 12 350 personnes



Budget

DECLIC : 3 200 000 euros

LECTIO : 3 000 000 euros

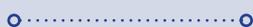
Projet Pro : 42 000 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Déploiement à l'échelle de toute la région des programmes LECTIO et Projet Pro



**2019**

Déploiement à l'échelle de toute la région du programme DECLIC



# DES ACTIONS

## EN FAVEUR DE LA SÉCURISATION FINANCIÈRE DES STAGIAIRES

- Revaloriser les aides aux stagiaires (Bourgogne-Franche-Comté) .....p192
- Une nouvelle aide financière (Bretagne) .....p194
- Expérimenter des aides financières individuelles (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p196

# REVALORISER LES AIDES AUX STAGIAIRES



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour faciliter l'accès à la formation  
des publics les plus fragiles



## OBJECTIFS

- Permettre à des publics peu qualifiés et ayant des difficultés matérielles de s'engager dans un processus de formation et de le mener à son terme ;
- Sécuriser les besoins financiers des stagiaires ;
- Limiter les abandons de stagiaires quelques jours après l'entrée en formation (en raison de versements de rémunération trop tardifs) ;
- Bonifier les prises en charge des déplacements.



## PLUS-VALUES

- Une amélioration de l'accès et du maintien en formation des personnes les plus éloignées de l'emploi ou précaires (demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, saisonniers...)
- Une démarche concertée avec l'ensemble des acteurs de l'insertion (Pôle emploi, CAF, centre d'information sur les droits des femmes, missions locales, Cap emploi, Conseils départementaux...)
- Une évaluation des mesures permettant d'en tirer tous les enseignements quantitatifs et qualitatifs.



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Laurence Sene, cheffe de service ressource et expertise



[laurence.sene@bourgognefranchecomte.fr](mailto:laurence.sene@bourgognefranchecomte.fr)



03 81 61 62 74



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

La sécurisation financière du parcours de formation est une priorité pour faciliter l'accès et le maintien en formation des publics les plus éloignés de l'emploi.

Trois leviers ont été identifiés pour compléter les rémunérations des stagiaires entrant en formation à la suite d'une concertation qui a mobilisé Pôle emploi, les CAF, le centre d'information sur les droits des femmes, les missions locales, les Cap emploi et les conseils départementaux ...

**1 | La revalorisation de la rémunération des stagiaires : à travers une augmentation de tous les barèmes de rémunération mensuelle**, soit une hausse de plus de 250 euros par mois (pour atteindre un montant de 652,18 euros) pour un stagiaire en formation ne justifiant pas d'une activité de travail suffisante et plus de 200 euros pour un mineur (pour atteindre un montant de 455 euros) ;

**2 | La bonification des prises en charge pour les déplacements, à travers un triplement des indemnités de transport** à 98,79 euros (hors travailleurs handicapés), accessible à tous les stagiaires justifiant d'une distance entre le domicile et le lieu de formation de plus de 15 km.

**3 | Le versement de compléments de rémunération dès l'entrée en stage, sous la forme d'une aide forfaitaire** d'un montant de 200 euros versée aux stagiaires entrés dans des formations agréées par la Région, qu'ils soient indemnisés ou non par Pôle emploi.



Toutes les formations financées par la Région sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté



Nombre prévu de bénéficiaires

**15 500**

bénéficiaires par an  
(concernés par au moins une des trois mesures)



**14 740 000**

euros par an  
11 000 000 euros

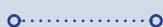
pour la revalorisation de la rémunération,  
640 000 euros pour la prise en charge des  
frais de déplacements,  
3 100 000 euros  
pour l'aide forfaitaire



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Mai 2019

Application des mesures de revalorisation de la rémunération des stagiaires et de bonification des prises en charge pour les déplacements



### Septembre 2019

Application du complément de rémunération de 200 euros à l'entrée en formation

# UNE NOUVELLE AIDE FINANCIÈRE



pour sécuriser l'ensemble  
du parcours de formation



## OBJECTIFS

Proposer une aide financière aux bénéficiaires de formation, en remplacement de la rémunération au titre du code du travail :

- **Améliorer l'information** sur la possibilité et le montant de l'aide ;
- **Rendre lisibles les aides à la mobilité** et optimiser leur complémentarité ;
- **Diminuer les délais de versement** de la 1<sup>re</sup> aide à l'entrée en formation et renforcer la coordination Région/Pôle emploi ;
- **Faciliter l'accès aux aides** en prenant en compte la situation personnelle et financière du stagiaire.



## PLUS-VALUES

Créer un véritable levier pour l'accès à la formation de publics souvent en cumul de fragilités grâce à :

- Une **meilleure prise en compte de la situation personnelle et familiale du stagiaire**, de son projet de formation et des coûts induits de son projet (transport, hébergement...) ;
- Une **meilleure réactivité de l'aide** (réduction des délais de versement) **et une meilleure lisibilité.**



## CONTACT

Région Bretagne

Olivier Gaudin, directeur de l'emploi et de la formation tout au long de la vie



[olivier.gaudin@bretagne.bzh](mailto:olivier.gaudin@bretagne.bzh)



02 99 27 11 02





## PRÉSENTATION DU PROJET

Une nouvelle aide financière destinée aux personnes s'engageant sur un parcours de formation, en remplacement de l'actuelle rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

Elle englobe **tous les coûts relatifs au suivi d'une formation**, notamment la mobilité et la restauration, et prend mieux en compte la situation sociale des personnes à l'entrée en formation :

- Une **aide au projet de formation** qui s'appuie sur la notion de réalisation de projet de formation et non sur le décompte de jours de présence ;
- Une **aide « socle »**, c'est-à-dire minimum, pour chaque stagiaire non indemnisé afin de sécuriser leur parcours ;
- Une **aide majorée en fonction du quotient familial et de l'impôt sur le revenu**, outil de solidarité ;
- Une **aide à la restauration** pour tous les stagiaires bénéficiant de l'aide régionale ;
- Une **aide transport/hébergement** pour tous les stagiaires bénéficiant de l'aide régionale selon la distance domicile / lieu principal de formation ;
- **Maintien de la couverture sociale** pour les 4 risques pour toute entrée en stage (assurance sociale, vieillesse, prestations familiales, accident du travail).

**Publics : demandeurs d'emploi** inscrits à Pôle emploi et personnes en recherche d'emploi de **moins de 26 ans** à la date d'entrée en formation.



Montant de l'aide

Entre

**390** et **930 euros**  
par mois, non imposable, cumulable avec  
le RSA et les aides sociales



Nombre prévu de bénéficiaires

Environ

**8 000**  
en 2019



Budget

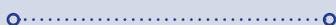
**30 000 000**  
euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**1<sup>er</sup> janvier 2019**

Entrée en vigueur



**2020**

Premier bilan pour mesurer l'effet « levier » auprès des publics, notamment les bénéficiaires du RSA, l'appropriation par les organismes de formation, la pertinence des différentes tranches et les délais de versement

# EXPÉRIMENTER DES AIDES FINANCIÈRES INDIVIDUELLES



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour lever les freins à l'accès aux dispositifs



## OBJECTIFS

- Aider des bénéficiaires de formation peu qualifiés qui renonceraient à la formation en raison d'obstacles financiers ou matériels avérés à y accéder et/ou à s'y maintenir dans des conditions favorisant leur réussite ;
- Susciter la collaboration d'institutions très différentes autour du projet d'insertion professionnelle des publics du Pacte.



## PLUS-VALUES

- Un dispositif axé sur **une approche globale** et non sélective, sans discrimination de public accompagné et assurant une coordination avec **toutes les institutions concernées** ;
- **Une capacité d'analyse de la plus-value du projet renforcée** grâce à la constitution des deux populations « test » et « témoin » dès le démarrage de l'expérimentation.



## CONTACT

Directe Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Tristan SAUVAGET



tristan.sauvaget@direccte.gouv.fr



06 80 17 23 61



## PRÉSENTATION DU PROJET

L'expérimentation d'aides financières individuelles a pour objectif de fournir une aide concrète aux personnes qui doivent renoncer à se former en raison d'obstacles financiers (garde d'enfants, déplacements...).

Elle doit prendre en compte :

- **Les modèles existant qui pourraient inspirer l'expérimentation**, à l'instar des fonds d'aide personnalisée pour le retour à l'emploi (APRE) des Conseils départementaux, certaines aides de Pôle emploi, etc. (les aides pouvant prendre la forme d'aides directes ou subrogées), **mais aussi ceux qui devraient être mobilisés en premier lieu** (dans une logique d'accès au droit) ;
- **La situation des apprentis qui perçoivent en début de contrat les rémunérations les plus faibles**, et qui peuvent, pour des questions d'éloignement ou de rupture familiale par exemple, être concernés, malgré les aides qui leur sont spécifiquement destinées.

En miroir du territoire expérimental, un territoire témoin sera choisi en fonction de caractéristiques comparables, de façon à mesurer les écarts de maintien en formation au terme de l'expérimentation.

Le montant des aides est compris entre 200 à 2000 euros pour les aides en espèces, avec la remise d'aide en nature en complément dès que possible.



Expérimentation sur le territoire d'Arles (11,6 % de chômage, 19,4 % de pauvreté, présence de QPV, territoire ZRR et risques avérés d'échec scolaire)



Nombre prévu de bénéficiaires

Potentiel estimé à

**500**

(sur un territoire qui compte notamment 4 700 demandeurs d'emploi de très longue durée et 2 300 NEET de niveau infra IV)



Budget

Estimation entre **200 000**

et **400 000 euros** pour les fonds d'aides et

**30 000 euros** pour la gestion en 1<sup>re</sup> année de l'expérimentation



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Décembre 2019 à février 2020**

État des lieux de l'existant  
Examen de la faisabilité et de l'opportunité du projet



**Mars 2020 à mai 2020**

Dimensionnement, recherche de partenariats financiers, choix du porteur, établissement et mise en place d'une gouvernance du fonds



**Juin à juillet 2020**

Mise en œuvre du fonds pour les entrées en formation de septembre 2020



# DES EXPÉRIMENTATIONS

## POUR (RE)MOBILISER ET ACCOMPAGNER LES PLUS VULNÉRABLES

- Des vidéos « histoires de reconversion » (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p200
- Opération « sourcing - repérage » (Bourgogne-Franche-Comté) .....p202
- Des actions de formation innovantes (Martinique) .....p204
- Initiatives territoriales (Normandie) .....p206
- Appel à projets d'innovation : « mobilisation formation » (Nouvelle-Aquitaine) .....p208
- Repérer et mobiliser les « invisibles » (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p210
- « La place de l'emploi et de la formation » (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p212

# DES VIDÉOS « HISTOIRES DE RECONVERSION »



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



pour s'identifier et promouvoir  
des métiers qui recrutent



## OBJECTIFS

**Convaincre les personnes en recherche d'emploi du bénéfice d'entrer dans une démarche de parcours de reconversion professionnelle, pour un retour à l'emploi durable :**

- Expliquer simplement la reconversion et le parcours d'un individu ;
- Faire comprendre l'intérêt d'engager des actions de découverte des métiers et de formation ;
- Faire connaître les métiers et les secteurs qui recrutent en Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Sensibiliser les publics à l'approche par compétences permettant d'élargir les cibles d'emploi.



## PLUS-VALUES

- **La mise à disposition de contenus** via le web et les réseaux sociaux qui sont plus facilement accessibles pour des publics peu à l'aise avec l'écrit ;
- **La compréhension de la réalité d'un métier et d'un parcours** de reconversion grâce à un processus d'identification ;
- Des histoires de reconversions professionnelles parfois inattendues, qui **suscitent l'envie et le passage à l'acte.**



## CONTACT

**Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes**  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38



## PRÉSENTATION DU PROJET

Prenant la forme de « capsules vidéos » de courte durée, les « Histoires de reconversion » sont conçues pour amener les personnes en recherche d'emploi à s'identifier à des expériences de reconversion réussies et à s'engager dans logique de parcours de formation.

Elles présentent des **témoignages de personnes ayant eu des parcours atypiques** et qui travaillent aujourd'hui dans un secteur d'activité qui recrute dans la région (13 « domaines d'excellence »).

Hébergées sur le site [pole-emploi.fr/auvergne-rhone-alpes](http://pole-emploi.fr/auvergne-rhone-alpes) et sur la chaîne Youtube de Pôle emploi, elles sont également largement relayées sur les réseaux sociaux de Pôle emploi et de ses partenaires.

Les témoignages et les parcours de formation sont très divers : un fromager à Saint-Nectaire, une développeuse à Villeurbanne, une serveuse dans une brasserie de Thonon, un poissonnier à Romans, un ouvrier de la métallurgie à Annonay, une bouchère à Annemasse...

Les vidéos sont utilisées dans le cadre de démarches de découverte de métiers, de réunions ou encore de forums.



### 13 vidéos

diffusées sur la chaîne YouTube de Pôle emploi et les réseaux sociaux

Plus de **100 vues** par jour et par vidéo



Secteurs concernés

### 13

« domaines d'excellence » concernés



Budget

### 50 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Septembre 2019** ○●●●●●●●○

Lancement des vidéos

**Décembre 2019** ○●●●●●●○

Diffusion de 7 vidéos de témoignages

**2020**

Production et diffusion de 6 nouvelles vidéos de témoignages  
Prévision de 12 vidéos supplémentaires

# OPÉRATION « SOURCING- REPÉRAGE »



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour mieux identifier les jeunes  
"invisibles", pour mieux  
les remobiliser



## OBJECTIFS

Mieux cerner les besoins et les attentes des jeunes de 16 à 30 ans, ni en éducation, ni en formation, ni en emploi, ni en accompagnement (NEET) pour les accrocher et les suivre dans un parcours d'insertion :

- Aller au-delà des objectifs quantitatifs d'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en formation, pour garantir l'accès aux publics qui ne se mobilisent pas spontanément, voire restent distants des « mesures institutionnelles » ;
- Rendre les dispositifs de formation plus attractifs ;
- Croiser les travaux de chercheurs sur les NEET avec les expérimentations menées en région dans le cadre de l'appel à projets « Repérer et remobiliser les invisibles ».



## PLUS-VALUES

- Une **meilleure identification des jeunes « invisibles »**, préalable indispensable à leur remobilisation ;
- L'essaiage de **bonnes pratiques** éprouvées sur le terrain.



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Pierre Cartillier, directeur adjoint de la formation



[pierre.cartillier@bourgognefranche-comte.fr](mailto:pierre.cartillier@bourgognefranche-comte.fr)



03 80 44 35 96



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le projet se donne pour objectif, sous la forme d'une recherche-action conduite par Claire Caboche, docteure en sciences de l'éducation, de développer un cadre d'actions partenarial permettant de renforcer les actions à destination des publics « jeunes invisibles » de 16 à 30 ans.**

Ce groupe, co-piloté par Pôle emploi et le Conseil départemental de Saône-et-Loire (en lien avec le Plan pauvreté), **repose sur des actions qui associent travaux d'études**, permettant de mieux comprendre les déterminants de l'invisibilité de ces publics et les bons leviers pour renouer le contact et redonner envie, et **organisation d'évènements et d'expérimentations :**

**1| Le recensement des publics « jeunes invisibles »** par niveau d'invisibilité selon la méthode de Claire Caboche, et la production d'un quatre pages Insee Bourgogne-Franche-Comté sur le sujet ;

**2| L'élaboration d'un « agenda social » de la jeunesse**, véritable annuaire des ressources disponibles sur un bassin de vie en lien avec les intercommunalités : vie quotidienne, prévention-insertion, emploi-accompagnement, information-orientation, éducation-formation, formation professionnelle continue ;

**3| Le suivi des expérimentations de l'appel à projets « Repérer et remobiliser les invisibles »** et des échanges de bonnes pratiques éprouvées sur le terrain ;

**4| L'intégration d'éléments facilitateurs issus de ces travaux** dans les dispositifs et mesures de la Région.



3

rencontres du groupe de travail en 2019



### Les partenaires

Région, Direccte, Pôle emploi, missions locales, Cap emploi, Conseils départementaux, intercommunalités, Insee, autorités académiques



### Budget

Défraiement des travaux de Claire Caboche (inférieurs à

**50 000 euros** par an)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Mars 2019**

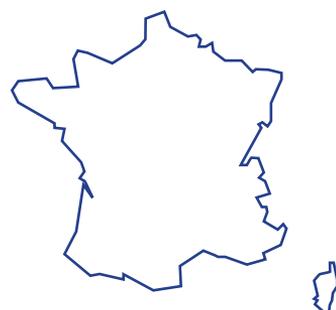
Lancement du groupe de travail



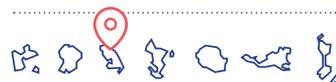
**Mars 2019 à fin 2020**

Réunions du groupe de travail

# DES ACTIONS DE FORMATION INNOVANTES



MARTINIQUE



pour renforcer l'employabilité de personnes très éloignées de l'emploi



## OBJECTIFS

- **Lever les freins sociaux et professionnels, et renforcer l'employabilité des personnes présentant des difficultés sociales**, notamment les jeunes hors du système scolaire, les personnes sorties des ateliers et chantiers d'insertion, les personnes repérées et connues des associations comme étant en difficultés sociale et professionnelle, par le biais d'un accompagnement individualisé.



## PLUS-VALUES

- Le projet s'inscrit dans **une approche globale de la personne** tenant compte à la fois de ses difficultés sociales et professionnelles ;
- À l'issue de cette action de formation, **une suite de parcours est proposée dans le cadre d'une formation pré-qualifiante** ou qualifiante en fonction de la situation de chacun.



## CONTACT

### Pôle emploi Martinique

Paul-Eddy Paulin, directeur de la coordination et du partenariat



[paul-eddy.paulin@pole-emploi.fr](mailto:paul-eddy.paulin@pole-emploi.fr)



05 96 39 79 13





## PRÉSENTATION DU PROJET

Cette action innovante est conçue en deux volets :

- **Un volet social** : diagnostic et accompagnement individualisé à partir des problématiques identifiées (logement, addiction, violence, santé mentale...) en lien avec les opérateurs sociaux ;
- **Un volet orientation/formation** : travail sur le projet professionnel, remise à niveau, développement personnel et actions de professionnalisation.

Le programme de formation prévoit tout au long du cursus, des phases d'**entretiens, d'accompagnements individuels et personnalisés** et des **regroupements collectifs** :

- **Des ateliers thématiques** : développement personnel, remédiation cognitive et régulation du comportement, formations aux premiers secours, construction de projets et découverte du monde professionnel, techniques et recherches d'emploi, préparation à l'immersion en entreprise, etc. ;
- **Un projet collectif**, point d'ancrage permettant de travailler l'autonomie et la sociabilité ;
- **L'alternance en entreprise** pour amener les bénéficiaires à se déterminer sur un projet et sur la suite du parcours à envisager.



Fort-de-France



Nombre prévu de bénéficiaires

**10**

personnes, bénéficiant de 780 heures en centre sur 6 mois et 105 heures en entreprise



Budget

**95 380 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Décembre 2019**

Démarrage des actions

# INITIATIVES TERRITORIALES



pour financer la mise en œuvre d'actions expérimentales



## OBJECTIFS

Mettre en œuvre des actions multi partenariales sur les territoires visant à :

- Favoriser les parcours de formation et d'insertion professionnelle des personnes ;
- Développer de nouvelles modalités de partenariats formation-emploi territoriaux, intégrant de nouveaux acteurs ;
- Faire évoluer les pratiques de repérage et d'accompagnement des personnes vers le droit commun formation-emploi.



## PLUS-VALUES

- Soutenir des actions innovantes sur les territoires ;
- Favoriser les expérimentations et concourir à la fluidité des parcours par le développement d'actions sécurisant les phases interstitielles.



## CONTACT

### Région Normandie

Charline Sochon, chargée de projets de la mission Pacte régional



[charline.sochon@normandie.fr](mailto:charline.sochon@normandie.fr)



02 14 47 62 13





## PRÉSENTATION DU PROJET

L'appel à projets « Initiatives territoriales » permet de soutenir des approches nouvelles et innovantes, autour des objectifs suivants :

- Le repérage de publics éloignés de l'emploi et pour lesquels la marche à franchir pour entrer en formation est haute ;
- L'introduction dans les parcours de formation de nouvelles modalités d'accompagnement associant de nouveaux partenaires (notamment les acteurs de l'insertion) ;
- La construction d'actions de formation dans un nouveau lien avec le tissu économique et social du territoire ;
- Des modalités rigoureuses de suivi et d'évaluation des actions permettront d'identifier, parmi les bonnes pratiques, celles susceptibles d'essaimage.

Deux projets sont financés à ce jour :

- Les « Prépas sport » de remobilisation et coaching de publics éloignés de l'emploi par une association sportive du territoire havrais en partenariat avec les acteurs de la formation ;
- Le « Bus numérique » consistant en un bus itinérant circulant dans les zones rurales de l'Orne pour informer et accompagner les personnes isolées vers les dispositifs de formation.



Nombre de projets

8

projets retenus  
sur les 27 projets déposés  
en novembre 2019



Nombre prévu de bénéficiaires

1 000

bénéficiaires par an



Budget

5 000 000 euros  
pour 2020



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juillet 2019** ○.....○

Lancement de l'appel à projets, ouvert en continu sur toute la durée du Pacte régional

**Décembre 2019** ○.....○

Première vague de sélection de projets

**2020** ○.....○

Démarrage et suivi des projets  
Évaluation et évolution du cadre de l'appel à projets

○.....○

**2021 - 2022**

Bilan, identification des bonnes pratiques et modélisation pour généralisation

# APPEL À PROJETS D'INNOVATION : « MOBILISATION FORMATION »



NOUVELLE-AQUITAINE



pour proposer des parcours  
de (re)mobilisation



## OBJECTIFS

Faire émerger de nouveaux parcours de (re)mobilisation, dans une approche décloisonnant l'accompagnement social et la formation, afin de :

- **Susciter de nouvelles coopérations** susceptibles de stimuler la reprise de confiance et l'appétence à se former des publics les plus vulnérables ;
- **Renouveler les pratiques des acteurs** en termes d'accès à la formation et les inciter à mutualiser leurs ressources ;
- **Favoriser des coopérations** pour articuler accompagnement social et préparation à l'entrée en formation ;
- **Rendre les personnes actrices de leur parcours** et construire avec elles les conditions les plus adaptées à leur contexte (personnel, social, géographique).



## PLUS-VALUES

Susciter l'innovation pour :

- **Explorer et identifier les approches les plus inédites**, en complément des dispositifs existants ;
- **Proposer une offre de services et des modalités nouvelles d'accompagnement**, à travers le sport, le théâtre, un projet associatif et/ou collectif dans le domaine de l'engagement citoyen.



## CONTACT

Région Nouvelle-Aquitaine

Jocelyne Genin, chargée de coordination



[jocelyne.genin@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:jocelyne.genin@nouvelle-aquitaine.fr)



05 49 55 77 34





## PRÉSENTATION DU PROJET

**L'appel à projets a pour ambition de favoriser le développement de projets innovants de remobilisation des publics vulnérables.** Associant à la fois formation et accompagnement, les projets développés dans ce cadre doivent contribuer à donner ou redonner l'envie d'apprendre, d'obtenir la motivation nécessaire afin d'intégrer un parcours collectif de formation.

### Il vise en priorité :

- Les jeunes et les adultes sortis des systèmes classiques d'accompagnement ;
- Les territoires « vulnérables » : en zones rurales et dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Nouvelle-Aquitaine.

Menés par des collectifs d'acteurs, ces projets doivent apporter un « effet levier » en matière d'animation territoriale et de dynamique partenariale sur un même espace géographique.

**Ils sont retenus par appel à projets** afin de favoriser l'émergence de nouvelles approches pédagogiques et didactiques et de laisser plus d'initiatives aux porteurs de projets dans les modalités de mise en œuvre.

La démarche est conduite en lien avec l'appel à projets « Repérer et remobiliser les invisibles » et le Plan de lutte contre la pauvreté menés par l'État.



**QPV** de Bordeaux et son agglomération, Saintes, Royan, Limoges ; **territoires ruraux** de la Vienne de la Charente, du Béarn, de l'Aunis, du Lot-et-Garonne



Nombre prévu de bénéficiaires

**1 000**

parcours visés en 2019-2020



Budget

**2 400 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juillet 2019** ○●●●●○  
1<sup>ère</sup> vague de dépôt des dossiers

**Septembre à novembre 2019** ○●●●●○  
Phase d'instruction des dossiers

**Janvier à mars 2020** ○●●●●○  
2<sup>nd</sup>e vague de dépôt des dossiers

**Décembre 2019 à décembre 2020** ○●●●●○  
Mise en œuvre des projets

# REPÉRER ET MOBILISER LES « INVISIBLES »



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour développer de nouvelles approches en matière d'orientation, de sourcing et d'accompagnement



## OBJECTIFS

- Identifier et orienter les personnes de niveau infra IV non inscrites comme demandeurs d'emploi vers les opérateurs du service public de l'emploi pour leur faire bénéficier d'un accompagnement d'accès à la formation et à l'emploi.



## PLUS-VALUES

- Le traitement des freins d'accès à l'emploi et à la formation ;
- La délocalisation des formations au plus près des lieux de vie ;
- Le traitement des problématiques administratives des entrants en formation.



## CONTACTS

Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Magali Geoffray, cheffe de chantier  
Aude Fredenucci, cheffe de chantier



magali.geoffray@pole-emploi.fr  
aude.fredenucci@pole-emploi.fr



04 91 16 87 95  
04 91 16 87 43





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet Repérer et mobiliser les « invisibles » repose sur la mise en place d'une équipe régionale spécialisée qui travaille en partenariat avec les acteurs locaux de l'emploi et de la formation (missions locales, Cap emploi, service emploi des collectivités...).

Itinérante, cette équipe travaille avec le réseau des acteurs sociaux et du service public de l'emploi pour :

- **Identifier les problématiques d'accès à la formation propres** à chaque bassin et type de publics ;
- **Organiser avec les acteurs locaux des temps de travail pour réfléchir aux réponses à apporter** à ces problématiques ;
- **Renforcer la lisibilité des offres de services des partenaires locaux**, ainsi que des nouvelles initiatives portées par les lauréats des appels à projets « 100% inclusion ».

Les associations locales, souvent peu représentées au niveau départemental ou régional, sont parties prenantes au projet. Le projet prévoit la mesure des résultats des actions et la diffusion des initiatives marquantes.



L'ensemble des territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur



Nombre de participants

**25**

réunions prévues en 2020, réunissant de

**40 à 60**  
participants



Budget

Coût standard journalier de

**3 500 euros**  
(pour 60 personnes)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

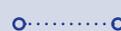
**Novembre à décembre 2019**

Mise en place du groupe projet  
Élaboration du modèle  
d'animation de la « task force »



**Janvier à avril 2020**

Phase de test



**Mai à décembre 2020**

Phase de déploiement

# « LA PLACE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION »



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



pour donner rendez-vous  
aux publics inconnus  
des services publics de l'emploi



## OBJECTIFS

Créer un lieu d'échange autour de l'emploi et de la formation pour favoriser la mobilisation, dans un lien de confiance, des publics qui fréquentent peu les institutions :

- Proposer des solutions d'insertion professionnelle durable ;
- Fluidifier les relations entre administrations et publics ;
- Promouvoir les aides et mesures à l'emploi (emplois francs) ;
- Faire se rencontrer les entreprises et les candidats.



## PLUS-VALUES

- Une agence éphémère installée **au plus près des lieux de vie** (quartiers prioritaires de la politique de la ville, centres commerciaux, place du village dans les zones rurales) ;
- Un dispositif permettant de **capter des personnes difficiles à identifier par les services publics** (15 % des personnes rencontrées dans le cadre du projet sont inconnues).



## CONTACTS

**Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Magali Geoffray, cheffe de chantier  
Aude Fredenucci, cheffe de chantier

 [magali.geoffray@pole-emploi.fr](mailto:magali.geoffray@pole-emploi.fr)  
[aude.fredenucci@pole-emploi.fr](mailto:aude.fredenucci@pole-emploi.fr)

 04 91 16 87 95  
04 91 16 87 43





## PRÉSENTATION DU PROJET

La « Place de l'emploi et de la formation » est conçue avec les acteurs du territoire pour rendre accessibles au plus grand nombre toutes les informations utiles à leurs démarches d'orientation et à la construction d'un projet professionnel ou de formation.

Conçue comme un village itinérant, elle est organisée autour de 4 espaces :

- **Un espace #VersUnMetier** (orientation, formation, découverte des métiers qui recrutent...);
- **Un espace coaching** (appui aux techniques d'entretien, CV, lettre de motivation...);
- **Un espace numérique** (actions d'inclusion numérique, valorisation des métiers numériques, mise en place d'un atelier codage par exemple);
- **Un espace job dating** avec des entreprises sensibilisées.

Les animations proposées dans le cadre de ces espaces sont conçues pour être le plus accessible possible : démonstration des métiers in situ, casques de réalité virtuelle, méthodes de recrutement pas simulation...

Le projet mobilise un vaste ensemble des partenaires : service public de l'emploi, partenaires des quartiers prioritaires de la politique de la ville, associations, services d'emploi des collectivités, fédérations professionnelles et entreprises.

Les parcours de formation sont d'une durée modulable et individualisable, de 80 à 600 heures.

Quelle que soit l'issue du parcours, le stagiaire bénéficie d'une évaluation CléA, d'un droit de retour en formation en cas d'interruption et d'une possibilité d'entraînement post formation.



Marseille, Toulon, Nice, Sorgues, Arles, Martigues, Port-Saint-Louis, Breil-sur-Roya, Carpentras, Isle-sur-la-Sorgue, Apt, Aubagne, La Ciotat, La Seyne, Rians, Le Muy, Manosque, Digne, Gap...



Nombre prévu de bénéficiaires

**4 351**

personnes en 2019,

dont **827**

personnes dites invisibles (19%)



Budget

Entre **7 000**

et **8 000 euros**

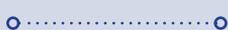
(coût moyen d'une journée de la place de l'emploi et de la formation)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

Octobre à décembre 2019

Une première tournée sur 6 lieux dans les territoires



Novembre 2019 à mars 2020

Ouverture de 28 nouveaux lieux dans les 6 départements de la région



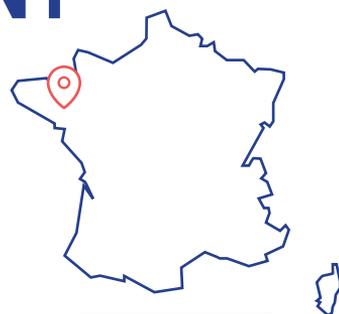
**UN**

# **ACCOMPAGNEMENT**

⋮ PENDANT LES PÉRIODES  
⋮ INTERSTITIELLES

- Un accompagnement vers la qualification (Bretagne) .....p216
- Activités interstitielles (Normandie)..... p218

# UN ACCOMPAGNEMENT VERS LA QUALIFICATION



BRETAGNE



pour sécuriser les parcours  
durant les périodes interstitielles



## OBJECTIFS

Assurer une continuité de parcours pour des personnes dont le projet professionnel validé dans le cadre d'une PRÉPA nécessite l'obtention d'une qualification dont la formation ne démarre pas immédiatement

- Éviter les ruptures de projet à l'issue de la PRÉPA, en raison d'une date d'entrée en formation qualifiante trop éloignée et sécuriser le parcours de la personne pendant cette période interstitielle ;
- Garantir un accès effectif à la formation qualifiante et garantir les conditions de réussite à la qualification, grâce à un accompagnement renforcé.



## PLUS-VALUES

- Le maintien d'une **dynamique dans le parcours** des personnes ;
- Un **accompagnement réalisé par un binôme** (formateur et conseiller professionnel) pour une complémentarité d'expertise ;
- Le **statut de stagiaire** de la formation professionnelle est **conservé** pendant cette période.



## CONTACT

### Région Bretagne

Olivier Gaudin, directeur de l'emploi et de la formation tout au long de la vie



olivier.gaudin@bretagne.bzh



02 99 27 11 02





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet repose sur un modèle d'accompagnement co-construit avec les professionnels et les organismes de formation dans l'optique de conduire des expérimentations à petite échelle avant de modéliser un cadre global.

Il s'adresse à des stagiaires, volontaires, à l'issue d'une PREPA, pour lesquels :

- la mise en œuvre de leur projet passe par une formation qualifiante ;
- l'accès à cette formation nécessite des étapes préalables, et notamment un accompagnement individualisé.

### Modalités de l'accompagnement :

- Actions définies selon le besoin : périodes d'immersion (sur plateaux techniques qualifiants, en entreprise), remise à niveau, actions pour lever les freins à la mobilité, à la garde d'enfant... ;
- Durée : 6 mois.

Un **contrat tripartite** stagiaire/organisme de formation/structure d'accompagnement précise les modalités de suivi et les actions à réaliser.

Une **aide forfaitaire versée à l'organisme de formation** et, le cas échéant, une convention financière d'objectif avec la structure d'accompagnement.

Un **élargissement en cours de réflexion vers de nouveaux publics, notamment ceux en cumul de fragilités : bénéficiaires de l'obligation d'emploi, bénéficiaires du RSA, familles monoparentales.**



Tout le territoire de la Bretagne



Nombre prévu de bénéficiaires

Un objectif de **1 000** jeunes accompagnés par an  
Un essai en cours pour les publics adultes



Budget

**1 400 000 euros**  
pour l'aide aux organismes de formation



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Dispositif en place pour les jeunes de 16 à 25 ans suivis en mission locale



### 2020

Démarrage des expérimentations  
Élargissement à de nouveaux publics  
Ciblage vers les métiers en tension (aide-soignant, aide à domicile...) en lien avec Pôle emploi, Cap emploi et les Départements

# ACTIVITÉS INTERSTITIELLES



pour expérimenter des mesures de sécurisation des parcours



## OBJECTIFS

Le projet « Activités interstitielles » a pour objectif de favoriser des parcours sans rupture en permettant :

- Le maintien de la rémunération des stagiaires entre deux périodes de formation ;
- L'acquisition et la mise en pratique des compétences des stagiaires pendant les phases interstitielles de leur parcours.



## PLUS-VALUES

- Maintenir la dynamique d'accès à la formation qualifiante en soutenant financièrement et en évitant les ruptures de parcours entre deux périodes de formation ;
- Favoriser la capitalisation des compétences.



## CONTACT

### Région Normandie

Charline Sochon, chargée de projets de la mission Pacte régional



[charline.sochon@normandie.fr](mailto:charline.sochon@normandie.fr)



02 14 47 62 13





## PRÉSENTATION DU PROJET

Dans le cadre de parcours mobilisant plusieurs formations, il n'est pas rare que les formations ne se suivent pas parfaitement dans le temps. Il existe alors un risque de rupture de parcours pendant les périodes dites interstitielles entre deux formations.

Le projet « Activités Interstitielles » a pour ambition de sécuriser ces périodes.

Mis en œuvre dans le cadre du dispositif #Avenir (qui prépare à la qualification) et de l'appel à projets « Initiatives territoriales », il permet de développer des projets innovants d'accompagnement du public jusqu'à l'entrée en formation qualifiante ou dans l'emploi.

Il repose sur les mécanismes suivants :

- **Le maintien de la rémunération des stagiaires** en contrepartie d'activités mises en œuvre pour des collectivités, proposées sur un territoire et animées par des partenaires de la Région ;
- **Le maintien dans le dispositif #Avenir**, même à temps très partiel, pour rester dans une dynamique d'apprentissage avant une entrée en formation qualifiante.



5 territoires  
d'expérimentation  
(1 par département)



Nombre prévu de bénéficiaires

500  
stagiaires #Avenir  
dans la démarche



Budget

1 000 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 1<sup>er</sup> semestre 2020

Lancement de l'appel à projets « Sécurisation et accompagnement des périodes interstitielles », dans le cadre d'une déclinaison spécifique de l'appel à projets « Initiatives territoriales »



### 2020 - 2023

Mise en œuvre et évaluation des actions pour permettre la généralisation des bonnes pratiques





## AXE TRANSVERSE **S'ENGAGER**

.....  
DANS LA MODERNISATION  
DES CONTENUS ET DES MODES  
DE MISE EN ŒUVRE DE LA  
FORMATION.  
.....



# LE SOUTIEN À LA R&D ET À L'INGÉNIERIE

## POUR ACCOMPAGNER LA DIGITALISATION DE LA FORMATION

- Réalité augmentée dans la pédagogie (Île-de-France) .....p224
- Insertion numérique (lauréat AAP Innovation) (Île-de-France) .....p226
- Appel à projets d'innovation sur la digitalisation (Nouvelle-Aquitaine) .....p228

# RÉALITÉ AUGMENTÉE DANS LA PÉDAGOGIE



ÎLE-DE-FRANCE



pour enrichir les parcours de formation des demandeurs d'emploi



## OBJECTIFS

- Favoriser la capacité des organismes de formation à enrichir les parcours des demandeurs d'emploi, avec les nouvelles technologies immersives : réalité virtuelle, réalité augmentée, intelligence artificielle (IA)...



## PLUS-VALUES

- Une contextualisation des apprentissages avec une meilleure appréhension des risques liés à la pratique du métier et un entraînement aux gestes techniques avant la mise en pratique ;
- Une graduation de la difficulté de l'apprentissage ;
- Une augmentation de l'accessibilité de la formation auprès des publics spécifiques (personnes placées sous main de justice, personnes handicapées) ;
- Une diminution des problématiques liées à la disponibilité des plateaux techniques et de distance des lieux d'apprentissage ;
- Des économies d'échelle (réduction du coût).



## CONTACTS

Région Île-de-France

Léa Gislais, directrice de projet Pacte régional  
Saïd Ouaiem, chargé de mission



lea.gislais@iledefrance.fr  
said.ouaiem@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Les technologies de réalité augmentée ont atteint un degré de maturité très avancé et se diffusent rapidement dans la formation des salariés. Le marché est appelé à augmenter de manière exponentielle. Pourtant, peu d'organismes de formation des demandeurs d'emploi sont réellement outillés pour ce type de solutions pédagogiques.

Répondant à ces constats, le projet de réalité augmentée dans la pédagogie se déploie en deux grandes étapes :

**1 | Une première étape d'état des lieux de l'utilisation des technologies de réalité augmentée** dans le champ de la formation en Île-de-France (photographie de l'écosystème francilien, exploration des leviers et des freins, étude de la faisabilité dans le milieu pénitentiaire) et de mesure de son impact sur les apprenants ;

**2 | Le lancement d'un appel à projets pour amorcer l'expérimentation des technologies immersives dans le champ de la formation des demandeurs d'emploi et des publics spécifiques** : personnes placées sous main de justice, personnes en situation de handicap, etc.

L'appel à projets permet de financer l'ingénierie nécessaire au développement des solutions (R&D), notamment mutualisées. Au terme d'expérimentations auprès de stagiaires, les projets devront aboutir à plusieurs prototypes pédagogiques immersifs et fonctionnels. L'évaluation des expérimentations fera appel à l'approche randomisée.



Île-de-France



Nombre prévu de bénéficiaires

**300**

personnes la première année



Budget

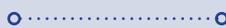
**2 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Lancement de l'appel à projets



**2020**

Début des expérimentations

# INSERTION NUMÉRIQUE (lauréat de l'AAP « Innovation »)



pour accompagner des parcours  
d'insertion par le numérique



## OBJECTIFS

Développer des ressources et outils numériques au service de l'accompagnement et de la formation des publics vulnérables :

- **Financer le développement de contenus digitaux** au service de l'acquisition des premières compétences numériques des personnes vulnérables ou de la motivation ;
- **Assurer la formation des formateurs** pour qu'ils intègrent ces technologies dans leur pédagogie.



## PLUS-VALUES

- **Des modalités de formation diversifiées** intégrant le digital et le soutien aux formateurs dans l'intégration des technologies à leurs démarches pédagogiques ;
- **La montée en gamme dans la durée de l'offre de formation**, à travers l'engagement de pérenniser le projet au-delà du financement du Pacte ;
- L'accès des organismes de formation franciliens à **une plateforme digitale**, à l'issue de l'expérimentation.



## CONTACTS

Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Porté par l'union régionale des organismes de formation Île-de-France, ce projet repose sur la création d'un portail mutualisé de ressources numériques destiné aux organismes de formation partenaires et sur la formation d'environ 90 formateurs aux outils développés.

Dans un premier temps, le projet s'adresse aux organismes de formation adhérents à l'union régionale des organismes de formation. Il est conçu dans une logique de consortium regroupant des entreprises fournisseurs de solutions techniques, des organismes de formation qui proposent des scénarii pédagogiques et des entreprises utilisant déjà ces outils pour leurs besoins de formation. Il associe également le Carif-Oref dans une perspective de mutualisation et d'essaiage.

Il prévoit, à l'issue de l'expérimentation, l'accès de tous les organismes de formation à la plateforme. Il repose sur la construction de partenariats structurés et sur un fort engagement des organismes de formation.

Un accompagnement de 50 demandeurs d'emploi peu qualifiés à la certification CléA est prévu en phase de test des outils développés dans ce cadre.



L'ensemble de l'Île-de-France (excepté Paris Ouest La Défense, Grand Paris Seine Ouest, Nord est Seine-et-Marne et Brie-Créçois)



Nombre prévu de bénéficiaires

**50**

demandeurs d'emploi peu qualifiés



Budget

**1 075 000 euros**

dont 750 000 euros financés dans le cadre du Pacte régional



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Novembre 2019**

Validation de l'action et démarrage

# APPEL À PROJETS D'INNOVATION SUR LA DIGITALISATION



NOUVELLE-AQUITAINE



pour favoriser la digitalisation des  
approches pédagogiques



## OBJECTIFS

Susciter des projets innovants visant à transformer les formations en favorisant la digitalisation des approches pédagogiques, l'appel à projets poursuit deux objectifs principaux :

- Soutenir des projets proposant l'utilisation d'**outils pédagogiques collaboratifs innovants** (MOOC, COOC, SPOC : plateforme de téléformation et cours en ligne ; immersive learning : simulation interactive dans un espace virtuel ; social learning : apprentissage à distance grâce à des outils collaboratifs : chat, forum, blog... ou des réseaux sociaux) ;
- **Expérimenter la réalisation d'actions de formation** mobilisant ces nouveaux outils.



## PLUS-VALUES

La capacité à mieux maîtriser son parcours de formation, à travers le compte personnel de formation, la mobilisation de la VAE... impose une évolution des outils pédagogiques (que rend possible l'évolution des règles de financement de la formation à distance prévue par la loi du 5 septembre 2018).

- **Accompagner les organismes de formation dans le défi de la digitalisation des approches pédagogiques**, tout en permettant aux usagers un accès facilité à la formation ;
- **Faire évoluer les conditions de délivrance de la formation pour répondre au défi de l'ajustement en continu des compétences** et aux préoccupations de formation tout au long de la vie.



## CONTACT

Région Nouvelle-Aquitaine

Nathalie Ferre, cheffe du service pilotage de l'offre de formation



nathalie.ferre@nouvelle-aquitaine.fr



05 47 30 34 05





## PRÉSENTATION DU PROJET

La méthode retenue est celle d'une procédure d'appel à projets afin de favoriser l'émergence de nouvelles approches pédagogiques et didactiques et de laisser plus d'initiatives aux porteurs de projets dans les modalités de mise en œuvre.

Dans ce cadre, l'appel à projets fixe plusieurs principes incontournables :

- Afin de prendre en compte la spécificité du public visé, les formations ne pourront pas être digitalisées à 100% ;
- Des temps de regroupement des stagiaires devront être mis en place par le porteur de projet, afin d'assurer la sécurisation des parcours et d'éviter des décrochages ou abandons ;
- Un tuteur identifié devra être joignable par les stagiaires à tout moment de la formation pour répondre aux questions pratiques sur la formation, l'utilisation des outils numériques.

En cas de contrôle, l'organisme de formation devra être en mesure d'effectuer la traçabilité des temps de connexion des stagiaires et de les justifier.

Les autres dimensions relèvent de l'initiative des porteurs de projets.



Nombre de projets

13

projets retenus sur les 24 projets déposés



Nombre de parcours

633

parcours en 2019-2020



Budget

1 600 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juin 2019**  
1<sup>ère</sup> vague de dépôt des dossiers

○.....○ **Juillet à septembre 2019**  
Phase d'instruction

○.....○ **2020**  
2<sup>nde</sup> vague de dépôt des dossiers

○.....○ **Novembre 2019 à décembre 2020**  
Mise en œuvre des projets



# DATA EMPLOI-COMPÉTENCES & OBSERVATION

- Groupe de travail « métiers en tension et observation »  
(Bourgogne-Franche-Comté) .....p232
- Plateforme Compétences (Centre-Val de Loire) .....p234
- Un dispositif interconsulaire (Corse) .....p236
- Plateforme Data (Grand Est) .....p238
- Plateforme Compétences (Hauts-de-France) .....p240
- HUB Emploi-Formation, une instance opérationnelle (Hauts-de-France) .....p242
- Observatoire 4.0 (Occitanie) .....p244
- Task Force Compétences (Provence-Alpes-Côte d'Azur) .....p246

# GROUPE DE TRAVAIL « MÉTIERS EN TENSION ET OBSERVATION »



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour mieux cerner les besoins  
d'aujourd'hui et de demain  
et mobiliser les leviers efficaces



## OBJECTIFS

- **Mettre en commun les données statistiques issues des « producteurs d'information » sur les champs de l'emploi et de la formation**, afin de mieux cerner les « possibles » en matière de recrutement et de formation, d'évolution des activités, etc. dans une perspective de moyen/long terme ;
- **Identifier les causes des tensions au recrutement** (court et moyen terme), pour les prendre en compte lors de l'élaboration de la carte de formation régionale ;
- **Faire émerger des solutions opérationnelles en impliquant l'ensemble des acteurs** pour mieux répondre aux besoins immédiats et à venir des entreprises qui connaissent des difficultés de recrutement sur les métiers en tension.



## PLUS-VALUES

- Une démarche partenariale associant les acteurs publics et les professionnels **pour établir des éléments de diagnostic et d'interprétation partagés sur les métiers en tension** ;
- **Une réflexion commune sur les leviers à actionner en matière de formation** pour répondre à la problématique des recrutements difficiles.



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Pierre Cartillier, directeur adjoint de la formation



[pierre.cartillier@bourgognefranche-comte.fr](mailto:pierre.cartillier@bourgognefranche-comte.fr)



03 80 44 35 96



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le groupe de travail Métiers en tension & Observation permet de produire des diagnostics plus fins sur les causes des tensions au recrutement et d'outiller l'action concrète, grâce à des temps de partage entre les différents acteurs impliqués sur le sujet :** État, Pôle emploi, Rectorats, Région, branches professionnelles et leurs OPCO, chambres consulaires, membres du service public régional de l'orientation, Campus des métiers et des qualifications...

**Il a pour vocation de produire des analyses pour l'action sur les enjeux suivants :**

- Repérer et suivre de façon permanente les métiers en tension et l'échelle territoriale associée ;
- Repérer l'ensemble des facteurs de tension ;
- Identifier des leviers d'action opérationnels par le biais de la formation professionnelle continue/en alternance, au regard des besoins en compétences identifiés ;
- Échanger les éléments de méthodologie et de résultats avec la Dares (logique comparative) ;
- Adapter et/ou faire évoluer les offres de formation.

Les travaux menés dans ce cadre sont présentés à la Dares afin de confronter les approches, de partager des éléments de méthodologie, de limites, etc. Ils sont également partagés avec les autres groupes de travail, notamment celui sur le sourcing et le repérage des publics invisibles.



5 réunions en 2019



### Les partenaires

Pôle emploi, missions locales, Cap emploi, autorités académiques  
Acteurs économiques : OPCO, syndicats professionnels, entreprises...



### Budget

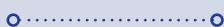
Pas de budget spécifique (temps d'animation par Emfor, le Carif-Oref de la Région)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

Lancement des sous-groupes « métiers en tension » et « prospective »  
Intervention croisée avec la Dares :  
le 12 juillet



**2020**

Poursuite des travaux et échanges

# PLATEFORME COMPÉTENCES



CENTRE-VAL DE LOIRE



pour identifier les besoins en  
compétences des entreprises



## OBJECTIFS

Recueillir les besoins en compétences au grain le plus fin possible (compétences techniques, comportementales, transversales,...) par métier et à l'échelle d'une zone d'emploi :

- **Mieux identifier les compétences** dont les entreprises ont besoin et ainsi mieux y répondre ;
- **Mieux communiquer sur les opportunités d'emploi** sur la zone d'emploi et valoriser les métiers qui recrutent ;
- **Mettre en relation les entreprises avec les bons interlocuteurs territoriaux** ;
- **Construire des réponses adaptées aux besoins exprimés.**



## PLUS-VALUES

- **Un recueil des besoins de compétences par les acteurs des territoires** et notamment les entreprises ou leurs relais ;
- Une mise en relation **des entreprises du territoire avec un réseau local de développement et d'accompagnement** des entreprises.



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11





## PRÉSENTATION DU PROJET

La création d'une « Plateforme compétences » a pour ambition une meilleure identification des besoins en compétences des entreprises dans le temps, communication sur les opportunités d'emploi et adaptation des formations proposées.

Le projet se décompose en 3 axes :

- **La mobilisation et l'accompagnement des entreprises** via la création de clubs de compétences de proximité. Un accompagnement particulier est prévu pour les entreprises qui souhaitent s'engager dans la mise en place d'une démarche compétences structurante en interne ;
- **La mobilisation et la professionnalisation des acteurs locaux** au service du développement ou de l'accompagnement des entreprises. Un réseau local se déploie dès 2019 afin de coordonner les pratiques de recueil des besoins en compétences, de rationaliser et d'optimiser les interventions auprès des entreprises visitées ;
- **La création d'une plateforme de recueil des besoins en compétences** avec la création d'une grille de compétences par métier et par territoire en s'appuyant sur une nomenclature propre et sur un moteur d'analyse sémantique.

Ce projet est conçu en articulation avec la démarche DÉFI, conçue pour apporter aux entreprises des solutions de formations sur-mesure.



Pithiviers, Bourges,  
Vierzon, Dreux, Blois

Territoires expérimentaux



Nombre d'entreprises  
impliquées

20 en 2019

Objectifs : 30 en 2020, 40

en 2021 et 50 en 2022



Budget

625 400 euros  
en 2019

3 100 000 euros  
sur 4 ans



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Création de clubs de compétences en proximité  
Déploiement d'un réseau local de développement  
ou d'accompagnement des entreprises  
Création d'une plateforme de recueil des besoins en compétences

# UN DISPOSITIF INTERCONSULAIRE

pour collecter et analyser les besoins en compétences



## OBJECTIFS

Mettre à disposition des acteurs une méthode et des outils innovants afin d'assurer la collecte et l'analyse en temps réel des besoins en compétences des entreprises :

- **Réaliser une collecte en continu des besoins en compétences des entreprises**, au plus près des territoires, et identifier les transformations auxquelles elles sont confrontées ;
- **Accompagner les entreprises dans l'identification de leurs besoins**, dans une logique de prise en compte des transformations des métiers et des compétences ;
- **Faire évoluer l'offre de formation** en la rendant souple et réactive, à partir d'une approche par les compétences.



## PLUS-VALUES

- Le recueil en continu des besoins en compétences des entreprises permet de **disposer d'un appareil de formation réactif et agile** ;
- C'est une démarche nouvelle qui instaure **un lien sur-mesure et à la carte entre les besoins des entreprises, la formation et l'emploi**.



## CONTACT

Collectivité territoriale de Corse  
Stéphanie Ruault, chargée de mission



[stephanie.ruault@isula.corsica](mailto:stephanie.ruault@isula.corsica)



04 20 03 96 33





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet se décompose en deux phases principales.

### Phase 1 :

- Élaboration des outils de collecte des besoins (grille d'entretien et questionnaire) et déploiement informatique de la plateforme ;
- Formation des agents consulaires, grâce à un plan de formation dédié « relations entreprises » et « volet RH : compétences, métiers, organisation... » ;
- Mise en place du process de remontée des besoins auprès de la Collectivité de Corse (méthode et outil informatique) ;
- Élaboration d'un plan marketing pluriannuel de collecte.

### Phase 2 :

- Organisation du suivi de la collecte par un comité associant la Collectivité de Corse/Interconsulaire ;
- Suivi du plan marketing et programmation du plan d'actions annuel ;
- Réalisation d'un bilan annuel et mise en place d'un plan d'amélioration.



Le réseau interconsulaire  
(CMA/CCI)

**20 000**

entreprises dont 19 000 TPE,  
une implantation régionale, une  
expertise dans la connaissance de  
l'entreprise



Nombre prévu de bénéficiaires

**15**

agents formés



Budget

**900 000 euros**

**300 000 euros**

la première année puis  
200 000 euros par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019 - 2020

Lancement de la phase 1 en octobre 2019  
Lancement de la phase 2 en janvier 2020



### 2020

Premières remontées des besoins  
en compétences sur la plateforme  
régionale interconsulaire courant  
2020

# PLATEFORME DATA

pour développer l'approche par les compétences



## OBJECTIFS

Mettre en synergie l'ensemble des données disponibles sur le champ de l'emploi et de la formation (démarche big Data) pour :

- **Mieux cerner les besoins de compétences des entreprises** (à partir des offres d'emploi) **et des demandeurs d'emploi** (à partir du projet professionnel) ;
- **Qualifier et quantifier l'écart entre les besoins et les offres de compétences** et suggérer des actions de formation pour le combler ;
- **Prédire les besoins de compétences** à partir de l'analyse prédictive du marché du travail.



## PLUS-VALUES

- **Une mobilisation inédite de l'intelligence artificielle dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi** afin **d'adapter et de mieux calibrer l'offre de formation** à destination des demandeurs d'emploi (Région et Pôle Emploi notamment) **au regard des besoins actuels et à venir des entreprises.**



## CONTACT

Région Grand Est

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



[nadia.chenaf@grandest.fr](mailto:nadia.chenaf@grandest.fr)





## PRÉSENTATION DU PROJET

**1 | Pré-étude portant sur l'analyse des pratiques et process de la Région, avec l'appui d'un cabinet conseil**

**2 | Recensement des différentes sources à mobiliser pour appréhender la problématique de l'identification des compétences dans sa globalité**

- Mise en place d'enquêtes auprès des formés lors de leur période de stage, enquêtes auprès d'entreprises, analyse des référentiels existants Pôle emploi / certificateurs / Lorfolio..., comités territoriaux de développement des compétences, branches professionnelles, OPCO,...

**3 | Mise en place et diffusion d'une série de productions « OREF compétences », menées à l'échelle régionale (2019 & 2020)**

- État des lieux des compétences sur le territoire du Grand Est,
- Focus sur les compétences transversales, étude spécifique « des compétences introuvables ? »

**4 | Identification des outils à acquérir (par exemple, outils de cartographie, abonnements,...)**



Le développement d'un outil dynamique de détection des besoins de recrutement (big data, cartographie des compétences, ...)



Une collaboration Région/Pôle emploi

Dans le prolongement des projets communs développés en Grand Est (Oui'form, Forma'Diag)



Budget

**300 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Fin 2019

Lancement de 3 pilotes :  
analyse des besoins de compétences par territoire,  
analyse prédictive du marché du travail, suggestion d'actions de formation



### Mi-2020

1<sup>ers</sup> résultats

# PLATEFORME COMPÉTENCES

pour identifier collectivement  
les besoins en compétences



HAUTS-DE-FRANCE



## OBJECTIFS

- **Mieux anticiper les compétences de demain et former dès aujourd'hui** à celles-ci en proposant les parcours de formation les plus adaptés ;
- **Améliorer la connaissance collective** des besoins en compétences du territoire ;
- Mettre ces besoins en compétences en regard de celles détenues par les demandeurs d'emploi afin d'**améliorer la réponse régionale de formation**.



## PLUS-VALUES

- **Un recueil en continu des besoins en compétences** des entreprises et du territoire grâce aux nouveaux outils de l'intelligence artificielle et au Big Data ;
- La construction d'un **référentiel compétences** permettant de faire le trait d'union entre les métiers et l'offre de formation et de prévoir son caractère évolutif ;
- Des **passerelles inter-métiers et inter-secteurs** facilitées ;
- **Des entreprises et des territoires davantage impliqués** dans le recueil des besoins et la réponse formation.



## CONTACTS

### Région Hauts-de-France

François Hebert et Stéphanie Ottebaert,  
responsables du projet



francois.hebert@hautsdefrance.fr  
stephanie.ottebaert@hautsdefrance.fr



03 74 27 04 84 / 03 74 27 03 56





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet de Plateforme Compétences doit permettre aux acteurs de la région de disposer d'une vision plus intégrée des besoins en compétences des entreprises par la construction de cartographies de compétences associées aux métiers. Elle constitue en ce sens un outil au service d'un pilotage des programmes de formations professionnelles proposés aux demandeurs d'emploi plus réactif et plus efficace.

Les fonctions de la Plateforme sont de trois ordres :

**1 | Objectiver, mieux connaître et anticiper les besoins en recrutement et en compétences des entreprises**, à partir d'informations collectées sur le terrain et partagées dans le cadre d'un outil commun ;

**2 | Mesurer, par métier, l'écart existant entre les compétences attendues et les compétences détenues par les demandeurs d'emploi ;**

**3 | S'appuyer sur les mesures d'écart entre les compétences attendues et celles détenues par les demandeurs d'emploi pour construire des réponses en formation collective et coordonnée entre les financeurs de formation.**

En parallèle, une refonte complète du système d'information régional de gestion de la formation autour du stagiaire et de son parcours est prévue pour prendre en compte les blocs de compétences, de même que la création d'un portefeuille numérique de compétences.



Nombre de partenaires mobilisés

**10**  
partenaires



Nombre de branches professionnelles impliquées

**70**  
branches



Budget

**3 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Janvier à septembre 2020

Travaux préparatoires  
Élaboration du référentiel compétences et des fonctionnalités de la plateforme



### Octobre 2020 à décembre 2021

Construction et lancement de la plateforme



### Janvier à juin 2021

Création du portefeuille numérique de compétences

# HUB EMPLOI- FORMATION, UNE INSTANCE OPÉRATIONNELLE



HAUTS-DE-FRANCE



pour concentrer les efforts au  
service de l'emploi et des entreprises



## OBJECTIFS

- **Agir avec célérité et efficacité sur les problématiques de recrutement** en ciblant prioritairement les PME et TPE ;
- **Faciliter les mises en relation et la coordination des actions** entre les entreprises et les acteurs de la formation et de l'emploi.



## PLUS-VALUES

- Des processus de recrutement et de formation revisités afin de **trouver des solutions concrètes et innovantes** aux problématiques emploi-formation des entreprises ;
- Le développement de **parcours « gagnants » vers des métiers en tension reposant sur la logique de parcours sans couture et sur-mesure et sur l'association des entreprises et branches** dans le processus de formation, de sélection des publics et d'intégration dans l'entreprise.



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
Nathalie Flament, responsable du Service pilotage  
et animation partenariale



[nathalie.flament@hautsdefrance.fr](mailto:nathalie.flament@hautsdefrance.fr)



03 74 27 00 00





## PRÉSENTATION DU PROJET

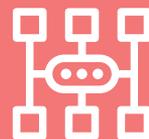
Le Hub emploi-formation a pour objectifs la mise en relation et la coordination des actions entre les entreprises et les acteurs de la formation et de l'emploi sur le périmètre des 13 contrats de branche signés en région.

Instance opérationnelle, le Hub travaille en transversalité sur les questions Économie – Formation – Emploi, à travers 5 thématiques :

- 1 | Attractivité des métiers et des formations ;
- 2 | Formation ;
- 3 | Emploi/recrutement ;
- 4 | Intégration, fidélisation et sécurisation des parcours des salariés ;
- 5 | Innovation/prospective pour s'adapter aux évolutions technologiques.

Il propose une offre de service diversifiée comprenant notamment :

- L'identification des bonnes pratiques de recrutement dans une optique d'essaimage régional ;
- L'articulation des achats de formation tous financeurs confondus ;
- La mise en place d'événements régionaux et territoriaux sur l'attractivité du secteur, la formation et le recrutement ;
- La mise en lisibilité et l'articulation des différents dispositifs d'accompagnement RH des entreprises pour améliorer l'efficacité collective.



### 6 hubs lancés

(agro-alimentaire, BTP, commerce et logistique, métallurgie, numérique et transport)



### Nombre de partenaires impliqués

Une quarantaine (services de la Région, branches professionnelles, entreprises, OPCO, Pôle emploi, Direccte...)



### Budget

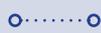
1 000 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2018 - 2019

Lancement d'un Hub emploi-formation sur 6 secteurs d'activité



### 2019

Bilan positif des Hubs emploi-formation sur les indicateurs de résultat fixés



### 2020 - 2022

Extension progressive des Hubs emploi-formation à l'ensemble des contrats de branche et du territoire

# OBSERVATOIRE 4.0



pour collecter en temps réel  
les besoins en compétences  
des entreprises et améliorer  
la réponse formation



## OBJECTIFS

Un outil d'analyse de la data emploi et d'aide à la décision pour :

- Organiser, par le biais de l'intelligence artificielle, une veille en continu des besoins en compétences des entreprises ;
- Enrichir les diagnostics emploi - formation conduits en région (enquête « Besoins en main d'œuvre » de Pôle emploi, Forma'Diag, travaux du Carif-Oref Occitanie, des observatoires ou des OPCO, comités sectoriels spécifiques...) et mutualiser les données emploi - compétences collectées en région ;
- Croiser les besoins de compétences exprimés par les employeurs et les compétences à acquérir dans le cadre des programmes de formation pour identifier les manques.



## PLUS-VALUES

- Une **identification des compétences** attendues par les entreprises au-delà du métier recherché ;
- La comparaison, en temps réel, **du contenu des offres d'emploi avec les savoirs et les compétences développés dans les formations.**



## CONTACT

**Région Occitanie :**

Thibaut Guibon, responsable du service gouvernance, prospective, évaluation



[thibaut.guibon@laregion.fr](mailto:thibaut.guibon@laregion.fr)



04 67 22 97 03





## PRÉSENTATION DU PROJET

En permettant la comparaison en temps réel du contenu des offres d'emploi et des formations, l'Observatoire 4.0 met en évidence, pour le 1<sup>er</sup> cas d'usage développé, les écarts existants entre les compétences recherchées par les entreprises et celles acquises en formation. L'Observatoire 4.0 est doté, pour ce 1<sup>er</sup> cas d'usage, de trois fonctionnalités principales :

**1** | En sélectionnant un métier et un bassin d'emploi, l'utilisateur accède au nombre d'offres d'emploi et au **degré de pertinence des formations par rapport aux besoins exprimés par les entreprises qui recrutent** ;

**2** | Les compétences manquantes dans les formations au regard des besoins des entreprises sont mises en visibilité, ce qui permet de préparer la commande de **modules additionnels correspondant à ces nouveaux besoins** ;

**3** | D'autres informations seront accessibles, comme la description de la formation, le nombre de stagiaires ou le taux d'insertion.

**D'autres cas d'usages seront intégrés à l'outil, en fonction des besoins**, notamment la comparaison des compétences mises en avant dans les CV avec les compétences recherchées dans les offres d'emploi, afin de proposer aux demandeurs d'emploi, en lien avec Pôle emploi, des formations ciblées sur les besoins de compétences leur faisant défaut (« profil de compétences » et « recommandations de formations »).



Nombre de formations visées

100 % des formations qualifiantes du programme régional de formation sont susceptibles d'être impactées



Nombre de métiers visés

250 métiers



Budget

1 600 000 euros sur 4 ans



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2018-2019

Étude préparatoire & choix du 1<sup>er</sup> module portant sur le matching entre le contenu des offres d'emploi avec les savoirs et les compétences développés dans les formations

Livraison du 1<sup>er</sup> prototype de 90 métiers

Industrialisation sur les 250-300 métiers

présents en Occitanie



### 2020

Travail sur de nouveaux cas d'usage (ex : la recommandation personnalisée de formations)

# TASK FORCE COMPÉTENCES

pour fluidifier le marché du travail



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



## OBJECTIFS

- **Mettre en place un processus continu et réactif de recueil des besoins en compétences** des entreprises pour adapter « au fil de l'eau » l'offre de formation ;
- **Créer une relation de proximité et continue avec les acteurs économiques** pour renforcer et compléter l'offre de formation existante, construire des modules complémentaires et/ou élaborer des approches pédagogiques innovantes adaptées aux publics de niveau infra IV.



## PLUS-VALUES

- **L'adaptation progressive de l'offre de formation** grâce à l'amélioration du recueil des besoins en compétences.



## CONTACTS

**Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
Hélène Blanc, cheffe de projet  
Frédéric Caillol, chef de chantier

 [helene.blanc@pole-emploi.fr](mailto:helene.blanc@pole-emploi.fr)  
[frederic.caillol@pole-emploi.fr](mailto:frederic.caillol@pole-emploi.fr)

 04 91 16 72 99  
04 97 80 40 54





## PRÉSENTATION DU PROJET

Afin de garantir la bonne adaptation des formations achetées, 10 task forces filières réunissant des OPCO, entreprises, branches professionnelles et fédérations sont mises en place pour :

- Recueillir et consolider à l'échelle régionale les besoins en compétences non satisfaits de filières prioritaires ;
- Créer, compléter ou adapter les formations en fonction des besoins exprimés.

Il en découle des achats de formation renouvelés sur le fond et sur la forme, avec :

- **Un catalogue de formation renouvelé** à 60 %, avec 129 parcours modulables et personnalisés ;
- **Une augmentation de l'offre de formation** de 30 %, composée à 50 % de formations certifiantes ;
- **Une amélioration du maillage territorial** avec 30 % de nouveaux lieux d'exécution.



10  
filières économiques cibles  
10  
commandes de formation  
additionnelles  
2 nouvelles actions  
de formation (russe et chinois)  
dans l'hôtellerie-restauration

12 500  
entrées



440  
conseillers dédiés  
à l'alimentation en continu  
du diagnostic des besoins



Budget

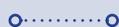
68 500 000 euros  
pour 12 500  
entrées (estimatif 2019)



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

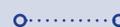
### Novembre 2019

Réunion régionale de recueil et de consolidation des premiers besoins des entreprises



### Décembre 2019

Analyse des besoins remontés par les entreprises et validation des achats complémentaires



### Janvier 2020

Installation du processus de recueil en continu des besoins des entreprises



# DE NOUVELLES COOPÉRATIONS

## POUR ADAPTER L'OFFRE DE FORMATION

- Intensifier l'implication des entreprises dans le processus de formation (Bretagne).....p250
- Un partenariat Région/Pôle emploi renforcé (Grand Est).....p252
- Mobilisation du CREFOP et association des partenaires sociaux (Mayotte).....p254

# INTENSIFIER L'IMPLICATION DES ENTREPRISES DANS LE PROCESSUS DE FORMATION



pour faire correspondre l'offre de formation  
aux besoins de compétences



## OBJECTIFS

Amener les entreprises à identifier l'offre de formation continue des demandeurs d'emploi comme une offre de service en réponse à leurs besoins de recrutement :

- **Structurer des réseaux d'information** et de médiation à destination des entreprises pour faire le lien avec l'offre de formation et les acteurs du **service public de l'emploi dans les territoires** ;
- Face aux tensions de main-d'œuvre, **sensibiliser les entreprises au recrutement de profils différents** et à l'opportunité que représente la formation professionnelle continue.



## PLUS-VALUES

- **Améliorer l'insertion** et les **délais d'entrée en emploi** des personnes à l'issue des formations ;
- **Rendre les formations plus attractives** par l'implication de l'entreprise et ainsi amener à la formation les publics qui en sont très éloignés ;
- **Faire de l'entreprise un acteur incontournable de la formation** professionnelle pour améliorer le lien entre formations et réalités professionnelles.

*La participation des entreprises à l'ensemble des étapes d'un parcours de formation donne du sens à la formation pour des publics « sceptiques » ou en manque d'appétence.*



## CONTACT

Région Bretagne

Olivier Gaudin, directeur de l'emploi  
et de la formation tout au long de la vie



olivier.gaudin@bretagne.bzh



02 99 27 11 02





## PRÉSENTATION DU PROJET

### 1 | Un appel à projets territorial pour une gestion inclusive des ressources humaines.

- L'appel à projets a pour objectif de soutenir des actions innovantes amenant les entreprises à recruter des personnes éloignées de l'emploi, notamment à l'issue des formations.

### 2 | La mobilisation des branches professionnelles afin de :

- **Sensibiliser les entreprises** à l'offre de formation comme cadre de recrutement pertinent ;
- **Accompagner les recruteurs** pour élargir leurs critères de recrutement et intégrer des personnes éloignées de l'emploi à la suite de formations dispensées sur leurs territoires ;
- Informer sur les métiers via des ateliers d'information, des visites d'entreprises, etc.

### 3 | Une offre de service territorialisée dans chaque territoire (intercommunalités - pays)

- Construire dans chaque territoire le cadre partenarial (intercommunalités, Région, Pôle emploi, branches professionnelles) propice à la bonne identification par les entreprises des ressources disponibles pour les accompagner dans leurs besoins de recrutement.



Des projets répartis sur l'ensemble du territoire régional



Nombre de projets retenus

**14**  
sur 21 reçus



Des partenaires nouveaux mobilisés

Réseaux / clubs d'entreprises, groupements d'employeurs



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Lancement de l'appel à projets pour une gestion inclusive des ressources humaines, en complémentarité avec le projet « La France, une chance. Les entreprises s'engagent ! »  
Rencontres avec les branches professionnelles et les OPCO et conventionnements financiers pour la mobilisation des entreprises

### ○.....○ 2020

Structuration d'une offre de service « entreprises » territorialisée  
Rencontres sectorielles

# UN PARTENARIAT RÉGION / PÔLE EMPLOI RENFORCÉ



pour mieux articuler les parcours  
et transcender les statuts



## OBJECTIFS

Un partenariat étroit afin d'assurer le déploiement cohérent et complémentaire de l'offre de formation à destination des demandeurs d'emploi au niveau régional et territorial :

- **Coordonner** les actions des acteurs de terrain au niveau régional et territorial ;
- **Élaborer** un diagnostic commun et partagé ;
- **Articuler** les commandes de formations, en cohérence avec le plan d'actions de la formation professionnelle continue, sectoriel et territorial, défini conjointement.



## PLUS-VALUES

- **Une réponse adaptée aux besoins des territoires**, grâce à une analyse partagée des besoins de compétences ;
- Des **processus d'orientation en formation plus fluides** et des sorties de formation mieux préparées ;
- **La possibilité d'expérimenter des réponses formation nouvelles** qui permettent de transcender les statuts et de décloisonner les approches.



## CONTACT

### Région Grand Est

Nadia Chenaf, cheffe du service développement des formations initiales, continues et de l'apprentissage



[nadia.chenaf@grandest.fr](mailto:nadia.chenaf@grandest.fr)



## TRANSCENDER LES STATUTS/ 3 EXPÉRIMENTATIONS POUR DÉCLOISONNER LES PARCOURS :

### 1

**Possibilité pour un stagiaire  
de suivre deux formations  
en simultanée**

Pendant une formation à distance,  
possibilité de se former en présentiel  
dans la même temporalité

### 2

**Possibilité de cumuler le statut  
de stagiaire et de salarié**

Pour les formations en discontinu :  
possibilité de travailler entre les  
séances de formation

### 3

**Possibilité de suivre un parcours  
totalement intégré**

qui mixe diagnostic-bilan, prestations  
sur les soft skills, puis réalisation d'une  
action de formation



## PRÉSENTATION DU PROJET

Dans le cadre du Pacte, cette convention sert de support aux travaux sur l'évolution et l'articulation des dispositifs de formation et d'accompagnement réciproques, ainsi qu'à la mise en place d'expérimentations.

Les nouveaux chantiers de 2019 portent sur deux volets :

**1 | L'évolution de la répartition des achats entre la Région et Pôle emploi pour faciliter l'orientation en formation et la lisibilité des parcours ;**

La Région et Pôle emploi coordonnent leurs achats de formation dans les territoires, grâce à la convention qui prévoit la co-décision des achats de formation.

**2 | L'aménagement réglementaire pour « transcender » la problématique des statuts et rendre les parcours plus fluides, à travers trois expérimentations.**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2018**

Signature de la convention



**2019**

Lancement des deux chantiers : coordination des achats et expérimentation de décloisonnement des statuts

# MOBILISATION DU CREFOP ET ASSOCIATION DES PARTENAIRES SOCIAUX



pour embarquer les parties prenantes  
dans le Pacte



## OBJECTIFS

Conduire le suivi et l'évaluation du Pacte avec partenaires sociaux en leur confiant les thématiques des commissions du CREFOP et le calendrier des réunions :

- Permettre aux partenaires sociaux de mieux cerner les enjeux et les moyens du Pacte ;
- Assurer une cohérence des actions des acteurs du champ emploi-formation avec le Pacte par une forte coordination de l'éco-système ;
- Garantir une transparence entre les parties prenantes dans la mise en œuvre du Pacte.



## PLUS-VALUES

- Une place centrale accordée au CREFOP et aux partenaires sociaux dans le suivi et l'évaluation du Pacte ;
- Une cohérence des actions du champ emploi-formation avec les objectifs et les moyens de mise en œuvre du Pacte ;
- Une confiance entre les parties prenantes du Pacte.



## CONTACT

Pôle Oref GIP Carif-Oref Mayotte  
Haoi Ayouba Raphael, responsable Oref



hayouba@gipco976.fr



## PRÉSENTATION DU PROJET

Alors que les CREFOP ont été créés en 2014, par la loi du 5 mars 2014, le CREFOP Mayotte n'a été installé qu'en 2018. Depuis sa création sur le territoire, le CREFOP Mayotte est particulièrement actif, avec une forte implication des partenaires sociaux qui assurent, à la demande du Département et de l'État, la présidence des commissions.

Dans ce cadre, il assure un rôle de suivi très actif du Pacte régional :

- Une implication au moment de l'élaboration qui s'est conclue par un avis favorable donné au projet ;
- Un suivi des bilans intermédiaires (en commission Politiques publiques). Le bilan de la 1<sup>ère</sup> année a été présenté à la demande des partenaires sociaux le 4 décembre 2019 ;
- Deux immersions pour les membres du CREFOP au sein des CREFOP de Martinique et de Bretagne.

Les 5 commissions du CREFOP se réunissent une fois par mois pour aborder les volets du Pacte relatifs à leurs champs de compétence respectifs (politique publique, emploi, OPCO et financement, apprentissage et alternance, organisme de formation).



Nombre de réunions  
sur le Pacte en 2019

3



Nombre d'immersions

2

immersions dans d'autres  
territoires, en Martinique  
et en Bretagne



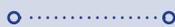
Pas de budget spécifique



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Le 4 décembre 2019**

Présentation du bilan  
du Pacte régional



**Le 16 décembre 2019**

Immersion dans le CREFOP  
de Martinique



# BADGES NUMÉRIQUES ET PASSEPORTS COMPÉTENCES :

## POUR FAIRE DE LA COMPÉTENCE UNE RÉALITÉ POUR LES BÉNÉFICIAIRES

- Passeport compétences digital « race tes acquis » (Bourgogne-Franche-Comté).....p258
- Un MOOC « sécurisation des parcours » (Île-de-France) .....p260
- La plateforme « Emploi'Normandie », un outil de matching basé sur les compétences (Normandie) .....p262
- Des badges numériques (Normandie) .....p264

# PASSEPORT COMPÉTENCES DIGITAL « TRACE TES ACQUIS »



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour accompagner  
et sécuriser les parcours



## OBJECTIFS

Permettre à tous les actifs qui le souhaitent de valoriser leurs compétences et expériences, afin de faciliter leurs démarches d'accès ou de retour à l'emploi ainsi que leur mobilité professionnelle :

- Valoriser les compétences acquises sur les parcours et notamment celles qui ne sont pas reconnues par une certification (pourtant souvent indispensables dans le monde professionnel et permettant de faire la différence lors de recrutements) ;
- Assurer une traçabilité des acquisitions d'un organisme de formation vers l'autre (notamment en cas d'interruption de période formative, pour aller vers l'emploi par exemple) ;
- Favoriser l'appropriation de la logique de compétences pour les bénéficiaires et les rendre acteurs de leurs parcours ;
- Marquer la progression et favoriser le feedback positif.



## PLUS-VALUES

- Une **traçabilité et une lisibilité accrue du parcours professionnel et des compétences acquises** par les publics bénéficiaires permettant une meilleure **prise de conscience du chemin parcouru** ;
- Une **meilleure fluidité du parcours**, notamment lors du passage d'un organisme de formation à un autre.



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Séverine Mignon, directrice de la formation



[severine.mignon@bourgognefranche-comte.fr](mailto:severine.mignon@bourgognefranche-comte.fr)



03 81 61 55 85



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## PRÉSENTATION DU PROJET

Afin d'améliorer la traçabilité et la valorisation des expériences professionnelles et des compétences des personnes, **le « passeport digital Compétences » intègre toutes les compétences acquises au travail ou lors de formations, qu'elles soient reconnues par une certification ou non, transversales ou spécifiques à un métier. Il est accessible à l'ensemble des actifs de la région. Il a été construit dans le cadre d'un groupe de travail régional** qui a défini :

- Les contenus et l'ergonomie souhaités ;
- Les règles d'utilisation et de sécurité des données personnelles à respecter ;
- Les types de documents susceptibles d'être intégrés : copie de diplômes, de programmes de formations suivies, images ou vidéo relatifs à une expérience en situation de travail... ;
- Les modalités de communication du passeport afin que celui-ci soit utilisé par le plus grand nombre ;
- Les modalités d'accompagnement et d'aide à la formalisation pour les publics les plus éloignés.

**Des liens avec l'application « profil compétences » développée par Pôle emploi seront possibles.**

Le projet fait l'objet d'une évaluation permettant de qualifier l'utilisation de l'outil et son impact sur les utilisateurs et les acteurs du champ de l'orientation et de l'accompagnement, de l'insertion et de l'accompagnement socio-professionnel, de la formation, de l'emploi.



Hébergement et pilotage

EMFOR, Carif-Oref



partenaires

Financeurs : Direccte, Région, partenaires sociaux

Relais : partenaires sociaux, Pôle emploi, opérateurs du conseil en évolution professionnelle, organismes de formation



Budget

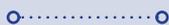
**50 000 euros**  
par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019**

1<sup>ère</sup> mise en place expérimentale et recettage de l'outil



**2020**

Déploiement et généralisation, sous réserve des 1<sup>ers</sup> résultats de l'évaluation

# UN MOOC « SÉCURISATION DES PARCOURS »



ÎLE-DE-FRANCE



pour transmettre les fondamentaux  
de l'approche par compétences



## OBJECTIFS

- Favoriser la montée en compétence des formateurs intervenant dans les dispositifs régionaux pour assurer la logique de parcours sans couture des bénéficiaires d'un programme à l'autre, ou vers l'emploi ;
- Élargir l'accès à cette démarche de parcours sécurisés par les compétences à tous les organismes de formation du territoire, quels que soient leurs financeurs ;
- Proposer aux participants au MOOC un suivi par une équipe pédagogique et créer une communauté d'apprenants.



## PLUS-VALUES

- Une diffusion de la démarche et une meilleure appropriation par les formateurs, conseillers, recruteurs... pour leur permettre de faire face plus rapidement et efficacement aux sollicitations ;
- Un lien favorisé entre les organismes de formation, qui permet des passerelles entre la « carte des compétences Île-de-France » et les référentiels de certifications.



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Léa Gislais, directrice de projet Pacte régional  
Patricia Pottier, chargée de mission



lea.gislais@iledefrance.fr  
patricia.pottier@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Depuis 2012, la Région pilote une recherche-action avec les opérateurs de terrain et des universitaires pour établir un « référentiel de l'insertion » basé sur la création d'une carte de compétences. Cette carte vise à établir un dialogue entre le bénéficiaire, les organismes de formation et les employeurs pour établir des objectifs en commun. Si elle peut contribuer à sécuriser les parcours d'insertion, elle nécessite une formation pour sa bonne utilisation.

S'inscrivant dans la continuité de ce projet, le MOOC « Sécurisation des parcours de formation par l'approche compétences » vise ainsi à :

- **Favoriser la montée en compétences des formateurs** intervenant dans les dispositifs régionaux pour assurer la logique de parcours sans couture des bénéficiaires d'un programme à l'autre, ou vers l'emploi ;
- **Élargir l'accès à cette démarche de parcours sécurisés par les compétences** à tous les organismes de formation du territoire, quels que soient les financeurs ;
- **Constituer une communauté d'apprenants** rassemblant les participants au MOOC qui se voient proposer un suivi par une équipe pédagogique et créer une communauté d'apprenants.



Une prévision de  
**2 à 3**  
sessions par an



Nombre prévu de bénéficiaires

**300**  
en phase expérimentale



Budget  
**500 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Travaux préparatoires permettant de définir les objectifs et l'ingénierie pédagogique du MOOC :  
« conception technique » et  
« transmission des connaissances »



### 2020

Lancement d'un marché public pour la conception du MOOC  
Phase de test et d'évaluation  
Phase de promotion

# LA PLATEFORME « EMPLOI' NORMANDIE », UN OUTIL DE MATCHING BASÉ SUR LES COMPÉTENCES



pour favoriser le recrutement par les compétences



## OBJECTIFS

- **Réaliser**, dans le cadre du parcours de formation, la **description, par les stagiaires, de leurs compétences formelles et informelles**, avec l'appui d'un formateur « prendre conscience des compétences dont on dispose » ;
- **Proposer aux stagiaires de déposer leur profil de compétences au sein de la plateforme Emploi'NORMANDIE** (pour booster leur recherche d'emploi) ;
- **Faciliter la mise en relation avec les entreprises** via la plateforme et ses fonctionnalités avancées.



## PLUS-VALUES

- Une formalisation et **une valorisation des compétences** acquises par les stagiaires de la région ;
- Un positionnement à l'entrée en formation facilitée et **une individualisation des parcours accrue** ;
- **Une identification de candidats** présentant les compétences recherchées facilitée pour les entreprises.



## CONTACT

### Région Normandie

Audrey Dmitroff, chargée de projets du service des formations qualifiantes



[audrey.dmitroff@normandie.fr](mailto:audrey.dmitroff@normandie.fr)



02 31 06 78 56





## PRÉSENTATION DU PROJET

« Emploi’NORMANDIE » est un outil numérique qui permet aux stagiaires de capitaliser et de valoriser les compétences qu’ils ont acquises avant, pendant et à l’issue de la formation et, grâce au matching des compétences, aux entreprises d’identifier plus facilement les personnes disposant des compétences dont elles ont besoin.

« Emploi’NORMANDIE » a donc vocation à être mobilisé à la fois :

- **Par les personnes en parcours de formation :** accompagnées par l’organisme de formation, elles sont invitées à créer leur profil sur « Emploi’NORMANDIE », puis à identifier, valoriser et décrire leurs compétences. Des badges numériques acquis par les stagiaires pourront être déposés.
- **Par les entreprises en recherche de main d’œuvre :** avec l’appui de l’Agence de développement Normandie (ADN), elles sont invitées à décrire leur offres d’emploi en termes de compétences attendues.

L’outil numérique Emploi’NORMANDIE est partagé avec 4 des 5 Départements normands et peut être mobilisé dans le cadre de l’accompagnement des publics aux RSA.



Nombre de partenaires

**150**  
prestataires de formation



Nombre prévu de bénéficiaires

**20 000**  
utilisateurs par an parmi  
les bénéficiaires de formation



Budget

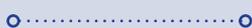
**120 000 euros**  
pour le développement  
du projet  
**100 000 euros**  
de fonctionnement



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### Fin 2019

Livraison de la plateforme numérique « Emploi’NORMANDIE »



### Début 2020

Déploiement de la plateforme « Emploi’NORMANDIE » auprès des publics et des entreprises

# BADGES NUMÉRIQUES



pour reconnaître les connaissances et les savoirs informels



## OBJECTIFS

Assurer la traçabilité et la valorisation des compétences acquises à chacune des étapes de parcours de formation afin de :

- Favoriser la reconnaissance, l'appropriation et la mobilisation des compétences acquises par les demandeurs d'emploi ;
- Favoriser l'accès à la formation qualifiante ;
- Outiller le « recrutement par compétences ».



## PLUS-VALUES

- Une cohérence et une reconnaissance des badges les plus pertinents émis par les acteurs de l'emploi et de la formation ;
- Une démarche de reconnaissance des compétences qui s'appuie sur un outil facilement mobilisable pour les publics.



## CONTACT

### Région Normandie

Audrey Dmitroff, chargée de projets du service des formations qualifiantes



[audrey.dmitroff@normandie.fr](mailto:audrey.dmitroff@normandie.fr)



02 31 06 78 56





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet vise à déployer un écosystème numérique de valorisation et de reconnaissance des compétences des personnes et de leurs potentialités, auprès des opérateurs de l'emploi et de la formation (entreprises, opérateurs du conseil en évolution professionnelle, organismes de formation).

Il s'appuie sur des démarches locales déjà engagées par les acteurs de l'emploi et de la formation : un groupe de travail composé de structures déjà actives sur les badges numériques est en charge de son élaboration.

Il s'articule autour de trois étapes principales :

- **L'élaboration de « méta-badges Région »**, reconnaissant les badges délivrés par les structures sur les territoires et dont le contenu est en cohérence avec les attendus de la Région ;
- **La mobilisation des méta-badges dans les parcours de formation** (positionnement allégé à l'entrée en formation, outillage de la formation « par blocs de compétences ») ;
- **L'intégration des méta-badges Région sur la plateforme numérique « Emploi'NORMANDIE »**.

Trois méta-badges sont envisagés actuellement, concernant les compétences informelles, les compétences de base et les compétences techniques particulières.



Nombre de partenaires

**13**

structures volontaires pour élaborer les méta-badges dont le Dôme (CSTI de la région Normandie) et le collectif « badgeons la Normandie »



Les outils

Une utilisation de la plateforme Openbadge factory



Budget

**200 000 euros** mobilisés sur l'appel à projets « Initiatives territoriales »



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2020 - 2021

Élaboration de l'écosystème de « méta-badges Région »  
Expérimentation de la mobilisation des badges avec 13 structures volontaires  
Campagne de communication pour l'appropriation des badges par les bénéficiaires



### 2021 - 2022

Modélisation et déploiement sur l'ensemble des territoires

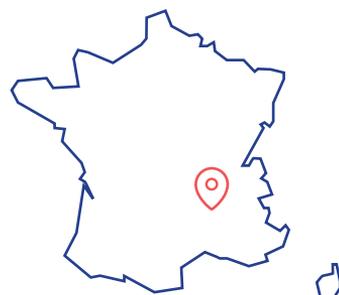


# INCUBATEURS, LABS, COMMUNAUTÉS ET APPELS À PROJETS

## POUR TRANSFORMER LA FORMATION

- Les lab «Savoirs essentiels» (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p268
- Journée de l'innovation #MONCHOIXPRO (Auvergne-Rhône-Alpes) .....p270
- Communauté des organismes de formation (Bourgogne-Franche-Comté).....p272
- Lab « Innovation publique » dédié à l'emploi et la formation (Centre-Val de Loire).....p274
- Objectif Qualité (Corse).....p276
- « Format Innovation » : Programme d'expérimentations en formation (Hauts-de-France) .....p278
- Le lab d'innovation en formation (Hauts-de-France).....p280
- Appel à projets « Innovation » (Île-de-France) .....p282
- Accompagnement des organismes de formation à la certification (Mayotte).....p284
- Réseau régional d'information de proximité (Normandie).....p286
- Fonds régional pour l'innovation dans la formation (Nouvelle-Aquitaine).....p288
- Innov'emploi (Occitanie).....p290

# LES LABS « SAVOIRS ESSENTIELS »



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



pour mettre l'intelligence collective au service des publics vulnérables



## OBJECTIFS

- **Initier une démarche de co-construction avec l'ensemble des acteurs du territoire, dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences, pour améliorer le contenu du programme « Les Essentiels » ;**
- **Enrichir le cahier des charges du programme « Les Essentiels », grâce aux retours des acteurs impliqués.**



## PLUS-VALUES

- **Une réflexion collective des acteurs d'horizons variés** mais complémentaires, sur une même thématique (« innovations pédagogiques et organisationnelles ») ;
- **Une mutualisation des apports** pour répondre au plus près des besoins des demandeurs d'emploi ;
- **Une meilleure connaissance réciproque des acteurs** et de leur champ d'expertise.



## CONTACT

**Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes**  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38



## PRÉSENTATION DU PROJET

Les LABs « **Savoirs essentiels** » mobilisent les acteurs de terrain (Pôle emploi, missions locales, Cap emploi, Direccte, Région, Conseils départementaux, organismes de formation, structures d'insertion, centres d'information sur le droit des femmes...) pour faire **émerger une réflexion collective sur les innovations pédagogiques à mettre à disposition des publics les plus vulnérables.**

Ils prennent la forme de sous-groupes qui se réunissent, au sein d'un territoire donné, pour travailler à l'identification :

- Des problématiques susceptibles de freiner l'accès à la formation des publics fragilisés ;
- Des leviers et solutions pour lever les freins à la formation identifiés.

Les résultats des travaux menés au sein des différents territoires sont capitalisés, à travers des comptes rendus exhaustifs et fidèles des réflexions des participants.

Mise en œuvre de juin à juillet 2019, la démarche a permis de :

- Mieux identifier les besoins des publics au plus près des territoires ;
- Recueillir les réflexions et contributions d'environ 250 partenaires et acteurs des territoires ;
- Produire une synthèse régionale qui devra servir de base à la rédaction d'un cahier des charges en vue du déploiement des innovations pédagogiques identifiées.



10 LABs  
départementaux



Nombre de partenaires

250  
partenaires impliqués



Budget

Logistique :

1 000 euros par  
territoire

Organisation :

50 jours/homme

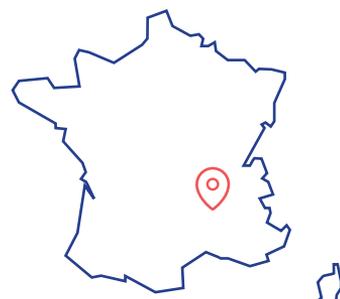


## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juin à juillet 2019**

Organisation des LABs dans  
les 10 territoires impliqués

# JOURNÉE DE L'INNOVATION #MONCHOIXPRO



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



pour agir sur la transformation  
du système de formation



## OBJECTIFS

- Inspirer l'innovation et la transformation de l'offre de formation ;
- Partager et valoriser les pratiques professionnelles innovantes avec le plus grand nombre ;
- Capitaliser et mutualiser les bonnes pratiques.



## PLUS-VALUES

- Impulser un mouvement de transformation de l'offre de formation en région Auvergne-Rhône-Alpes :
  - Favoriser une réflexion sur des thématiques liées à l'apprentissage et à ses évolutions ;
  - Partager des pratiques professionnelles innovantes avec le plus grand nombre ;
  - Valoriser les bonnes pratiques.



## CONTACT

**Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes**  
Dominique Bidault, cheffe de projet Pacte régional



[dominique.bidault@pole-emploi.fr](mailto:dominique.bidault@pole-emploi.fr)



04 72 86 07 38



## PRÉSENTATION DU PROJET

La journée de l'innovation #MonChoixPro a réuni 350 organismes de formation en décembre 2019 autour de plusieurs conférences animées par des experts et portant sur les thématiques suivantes :

- Neurosciences et motivation dans l'apprentissage ;
- Génération Z versus Génération Y ;
- Digital learning : réalité virtuelle, serious game,... ;
- Transformation du métier de formateur.

À cette occasion, un « **village de l'innovation** » constitué d'une trentaine de kiosques a été organisé pour présenter des actions innovantes mises en œuvre dans les domaines de la réalité virtuelle, du e-learning, de la détection des potentiels pédagogiques et de l'AFEST.



Lyon



Nombre de partenaires

**350**

institutionnels réunis  
(organismes de formation,  
opérateurs régionaux de  
l'emploi et de la formation)  
lors de 4 conférences



Budget

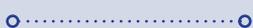
**88 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**10 Décembre 2019**

Lancement à Lyon de la journée de l'innovation #MonChoixPro



**Janvier 2020**

Lancement de l'appel à projets « PIC axe 3 transverse innovations et expérimentations »

# COMMUNAUTÉ DES ORGANISMES DE FORMATION



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



pour moderniser les approches  
pédagogiques et accompagner  
la transformation des organismes



## OBJECTIFS

- **Accompagner la transformation des organismes de formation régionaux** au regard des fortes mutations en cours, notamment numériques ;
- **Encourager le développement de nouveaux types de formation**, incluant de nouvelles technologies et ouvrant la voie à un apprentissage différent, du type de celles déployées actuellement par des start-up.



## PLUS-VALUES

- **Une sensibilisation et une professionnalisation des organismes de formation** propices au développement de nouveaux types de formation, reposant sur les technologies numériques ;
- **Une mise en réseau des organismes de formation régionaux** pour capitaliser sur les réussites et les expérimentations concluantes.



RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTÉ



## CONTACT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Séverine Mignon, directrice de la formation



[severine.mignon@bourgognefranchecomte.fr](mailto:severine.mignon@bourgognefranchecomte.fr)



03 81 61 55 85



## PRÉSENTATION DU PROJET

La formation professionnelle connaît une mutation profonde et complexe en raison de facteurs divers (technologiques, économiques, sociologiques...) qui imposent d'accompagner les organismes de formation dans une transformation profonde de leurs métiers. Conçu comme un projet global au service de la transformation des organismes de formation, le projet permet de conduire des actions complémentaires :

- **Des actions de sensibilisation**, à travers de 2 à 3 rencontres régionales annuelles sur les innovations pédagogiques réussies : AFEST, pédagogie inversée, réalité virtuelle, serious games, simulation de la robotique en formation ;
- La mutualisation des pratiques entre pairs pour permettre le **financement de projets innovants et la conduite d'un programme rénové de formations collectives à destination des formateurs**, en lien avec les OPCO, si des besoins apparaissent ;
- **La mise en œuvre d'un plan de professionnalisation collectif des acteurs de la formation porté par EMFOR** (le Carif-Oref de la région) **en 4 axes** : comprendre l'environnement de la formation et son évolution, être acteur du service public régional de l'orientation, connaître son territoire (secteurs et métiers clés), s'appropriier des outils et des ressources.

Cette action est menée **en partenariat avec l'expérimentation francilienne sur l'intégration de la réalité virtuelle ou augmentée** dans les formations destinées aux publics en difficulté.



**2 à 3** rencontres régionales organisées chaque année pour sensibiliser les organismes de formation aux innovations réussies



**Nombre prévu de bénéficiaires**

**224**

personnes positionnées au sein de cette communauté, représentant plus de 100 structures



**Budget**

**1 000 000 euros**  
par an



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Janvier 2019** ○●●●●○  
1<sup>er</sup> événement de sensibilisation

**Mars 2019**  
Lancement du plan de professionnalisation des acteurs de la formation par le Carif-Oref

○●●●○ **12 septembre 2019**  
Lancement officiel de la communauté des organismes de formation

# LAB « INNOVATION PUBLIQUE » DÉDIÉ À L'EMPLOI ET LA FORMATION



CENTRE-VAL DE LOIRE



pour favoriser l'innovation en faveur de l'emploi et de la formation



## OBJECTIFS

- **Créer un laboratoire d'innovation publique** afin d'élaborer puis de déployer les projets les plus prometteurs en faveur de l'emploi et de la formation ;
- **Faire émerger et tester de nouveaux dispositifs, de manière innovante**, en mettant l'utilisateur au cœur des réflexions afin de renforcer la qualité et l'efficacité des actions menées en faveur de l'emploi et de la formation.



## PLUS-VALUES

- Un LAB itinérant afin de **favoriser l'innovation dans l'action publique et faire émerger des dispositifs nouveaux** au service de l'emploi et de la formation ;
- Un espace de réflexions et d'expérimentations pour **stimuler l'intelligence collective et la bonne prise en compte des besoins des utilisateurs.**



## CONTACT

Région Centre-Val de Loire  
Séverine Pasquet, cheffe de projet Pacte régional



[severine.pasquet@centrevaldeloire.fr](mailto:severine.pasquet@centrevaldeloire.fr)



02 38 70 30 11



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le LAB a pour vocation d'élaborer des politiques publiques, déclinées en projets opérationnels, en croisant les points de vue de toutes les parties prenantes (élus, agents, bénéficiaires, partenaires, etc.).

Il repose sur deux principes fondateurs :

- **Le recueil et la prise en compte des besoins des utilisateurs** pour renforcer la qualité et l'efficacité des actions menées en faveur de l'emploi et de la formation ;
- **La mobilisation de l'intelligence collective** de tous les acteurs concernés, dès les phases de conception des projets, afin de favoriser des approches transversales.

**Imaginé comme un dispositif innovant pour les territoires, seront mis à disposition dans le cadre du LAB :**

- Des sessions LAB ;
- Des kits d'animation mobiles ;
- Un tutorat des facilitateurs institutionnels ;
- Une acculturation à la démarche sur les territoires ;
- Une veille méthodologique.

Sa gouvernance est partenariale : Conseil régional, Pôle emploi, Direccte.



Loches, Amboise, Bourges,  
Châteaudun



Nombre de sessions  
organisées

5

sessions expérimentales  
en 2018-2019  
Objectif 2020 : 5 sessions



Budget

150 000 euros  
sur 2019

1 000 000 euros  
sur 4 ans



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2018 à début 2019

Cinq sessions expérimentales confortant le souhait des acteurs régionaux de se doter d'un laboratoire d'innovation publique dédié à l'emploi et la formation.

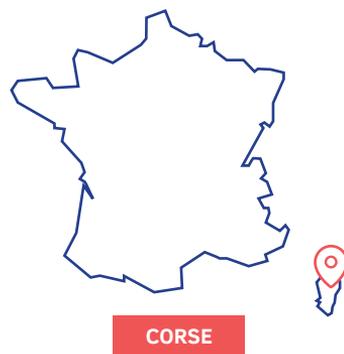


### Juillet 2019

Attribution du marché public à un cabinet spécialisé pour accompagner la mise en œuvre du LAB

# OBJECTIF QUALITÉ

pour accompagner les organismes de formation dans leur démarche qualité



## OBJECTIFS

Intensifier les actions au service de la qualité de la formation, initiées dans le cadre du « Collectif Qualité » :

- **Mener des études sur les besoins du secteur de la formation professionnelle** en termes de transformation des métiers et de professionnalisation ;
- **Proposer des actions de sensibilisation, de formation et d'accompagnement** dans une démarche qualité ;
- **Intensifier les actions de professionnalisation** à destination des organismes de formation.



## PLUS-VALUES

- Une **garantie de qualité pour les bénéficiaires** des actions de formation professionnelle.



## CONTACT

Collectivité territoriale de Corse  
Alia Alkhalfioui, chef de mission accompagnement  
des dispositifs de formation



[alia.alkhalfioui@isula.corsica](mailto:alia.alkhalfioui@isula.corsica)



04 95 51 63 97





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet consiste à participer de manière collective à l'amélioration de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

- **Une étude sectorielle des organismes de formation** pour accompagner les mutations de l'appareil régional de formation en lien avec les évolutions économiques et structurelles, les transformations du marché, l'émergence de nouvelles demandes des donneurs d'ordre, l'évolution attendue des compétences des formés ainsi que la qualité des actions de formation professionnelle prévue par la loi avenir professionnel du 5 septembre 2018 ;
- **La création d'un module de professionnalisation à destination des organismes de formation** sur les règles d'enregistrement d'une certification au RNCP et au répertoire spécifique, et sur les méthodes permettant de structurer une certification en blocs de compétences ;
- **Une aide au déploiement du dispositif « Ressource Handicap Formation » en Corse**, afin d'appuyer la création de modules de formation pour devenir « Référent handicap » dans les organismes de formation.



**12** partenaires  
impliqués

OPCO, Pôle emploi, Agefiph, Collectivité de Corse, Direccte (notamment le service de contrôle de la formation professionnelle)



**Une charte définissant les principes fondamentaux**

applicables à tous les financeurs de la formation professionnelle en cours de signature



**Budget**

**79 500 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Lancement de l'appel à projets de l'étude sectorielle des organismes de formation (réalisation au 1<sup>er</sup> semestre 2020)

### ○.....○ 2020

Mise en œuvre des modules de professionnalisation des organismes de formation au 1<sup>er</sup> trimestre  
Mise en œuvre des modules de professionnalisation sur la « Ressource Handicap Formation »

# « FORMAT INNOVATION » : PROGRAMME D'EXPÉRIMENTATIONS EN FORMATION



HAUTS-DE-FRANCE



pour soutenir la mise en œuvre de solutions pédagogiques innovantes



## OBJECTIFS

**Soutenir la mise en œuvre de solutions pédagogiques innovantes :**

- Renforcer la prise en compte de certains enjeux prioritaires comme l'engagement en formation et la maîtrise des compétences transversales douces ;
- Favoriser l'expérimentation et l'appropriation des modalités pédagogiques comme l'alternance intégrative, l'AFEST ou la digitalisation des parcours de formation ;
- Faciliter la conception et l'ingénierie de projets portés par des collectifs d'acteurs ;
- Répondre aux besoins de formation aux métiers nouveaux, en profonde restructuration ou dont les modalités d'exécution sont très impactées par les transformations en cours (digitalisation, transition énergétique).



## PLUS-VALUES

- Un **meilleur accès à la formation** des publics en rejet avec les formats traditionnels de formation ;
- Une **réactivité de la recherche et développement** au service de la modernisation de l'appareil régional de formation ;
- Une **coopération accrue entre organismes de formation et entreprises** dans la mise en œuvre des parcours de formation.



## CONTACT

**Région Hauts-de-France**  
Pierre Blanchard, responsable du Service ingénierie et innovation



[pierre.blanchard@hautsdefrance.fr](mailto:pierre.blanchard@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 96



Région Hauts-de-France



## PRÉSENTATION DU PROJET

Le programme Format Innovation se donne pour ambition de rendre effectif un droit à expérimenter, à travers le soutien (financier) à des initiatives portées par les acteurs du champ emploi-formation pour répondre de façon innovante aux besoins de formation des publics vulnérables.

Les expérimentations éligibles doivent :

- Correspondre à des problématiques sectorielles ou territoriales identifiées ;
- Favoriser le développement de nouvelles modalités de formation ;
- Stimuler la mise en place d'une communauté d'expérimentateurs.

Le programme doit permettre, au-delà du financement des projets, **la réappropriation et l'adaptation des prototypes, grâce à des protocoles rigoureux d'expérimentation et de déploiement des innovations.**

Le programme est un des outils de la démarche régionale d'innovation dans le champ emploi-formation, en complément du **LAB d'innovation en formation** qui intervient en amont du programme pour accompagner la conception et leur mise en œuvre des expérimentations et en aval pour assurer leur diffusion et valorisations.



24 projets accompagnés  
en 2019  
50 visés en 2020



Nombre prévu de bénéficiaires

**3 500 / 4 000**  
en 2019



Budget

**7 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2017-2019

Conception du cadre d'intervention Format Innovation

### ○.....○ 2020

Renforcement et extension du programme à partir de janvier

### ○.....○ 2021-2022

Pérennisation de la démarche d'expérimentation et d'innovation

# LE LAB D'INNOVATION EN FORMATION



HAUTS-DE-FRANCE



pour créer des espaces  
de réflexion destinés aux acteurs  
de la formation et aux entreprises



## OBJECTIFS

- Répondre aux **nécessités de transformation** des ingénieries de formation et pédagogiques en phase avec les besoins des publics et des entreprises ;
- **Créer les conditions d'émergence**, d'accompagnement et d'ancrage des innovations en formation ;
- **Susciter la réflexion et les expérimentations**, entre autres sur le digital en formation, sur l'alternance et les AFEST, l'engagement en formation, les soft skills, les démarches de co-design...



## PLUS-VALUES

- L'accélération du **développement des innovations** en formation ;
- L'amélioration de la **qualité des projets** par un accompagnement qualifié ;
- Le développement de **collectifs de projets** et de réponses co-construites ;
- La conduite d'une **veille sur les grands sujets** d'innovation en formation, en lien avec les problématiques rencontrées sur le terrain.



Région  
Hauts-de-France



## CONTACT

Région Hauts-de-France  
Pierre Blanchard, responsable du Service  
ingénierie et innovation



[pierre.blanchard@hautsdefrance.fr](mailto:pierre.blanchard@hautsdefrance.fr)



03 74 27 03 96



## PRÉSENTATION DU PROJET

**Le LAB d'Innovation en formation a pour objet de proposer des espaces de production d'idées et de coaching à destination des acteurs de la formation et des entreprises.**

Le LAB recouvre les **fonctions suivantes** :

- Sensibiliser – inspirer – acculturer ;
- Accompagner de l'idée au projet par la mise à disposition d'expertises thématiques, méthodologiques et organisationnelles ;
- Produire des projets - coacher les porteurs, en lien notamment avec les laboratoires de recherche ;
- Assurer une veille sur les différents sujets d'innovation en formation ;
- Développer le partage, la confrontation, les coopérations entre porteurs de projets ;
- Faciliter les mises en réseau entre acteurs ;
- Favoriser des projets partagés associant une pluralité de partenaires ;
- Capitaliser et diffuser les démarches et projets.

**Afin de favoriser la pérennisation des innovations, le LAB devra établir les conditions de pérennisation et de généralisation des innovations (passage à l'échelle).**



**L'ensemble du territoire  
des Hauts-de-France**



**Partenaires engagés  
dans la préfiguration**

Universités, ARACT,  
Université catholique de Lille,  
Euratech Lille



**Budget**

Inscrit au budget du Format  
Innovation



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**2019 à début 2020**

Préfiguration du LAB  
d'innovation en formation



**2020**

Mise en place du LAB



**2021**

Détermination des conditions de  
pérennisation et de déploiement  
des expérimentations

# APPEL À PROJETS « INNOVATION »



pour libérer l'imagination au  
service de propositions nouvelles



## OBJECTIFS

Susciter des modalités innovantes de la part des acteurs qui interviennent au service des parcours de formation vers l'emploi : **organismes de formation, employeurs, conseillers du service public de l'emploi :**

- Transformer la pédagogie, les contenus et les parcours de formation : adaptation des compétences, parcours sans couture permettant d'acquérir les compétences socles ... ;
- Libérer l'imagination des acteurs en autorisant des projets pour lesquels les cadres habituels ne permettent pas de penser ou d'imaginer leur réalisation ;
- Répondre à des enjeux peu ou mal pris en compte dans les politiques publiques actuelles.



## PLUS-VALUES

- **L'émergence d'initiatives innovantes en matière de construction de parcours** vers l'emploi répondant aux besoins spécifiques des publics vulnérables ;
- Une logique de parcours intégré permettant de **dépasser le cloisonnement entre action de formation, conseil ou accompagnement.**



## CONTACTS

### Région Île-de-France

Thierry Briffault, directeur adjoint  
de la formation professionnelle

Jean-Philippe Boulineau, sous-directeur métiers et qualifications



thierry.briffault@iledefrance.fr  
jean-philippe.boulineau@iledefrance.fr





## PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet permet de construire un cadre d'innovation sur deux volets :

**1 | Apporter des réponses nouvelles et rapides aux besoins de compétences insatisfaits** et aux problèmes d'embauche des entreprises (sourcing, formations plus adaptées aux besoins des entreprises,...) en fixant un objectif de 70 % d'embauches pour les personnes accompagnées ;

**2 | S'appuyer sur le numériques pour améliorer la formation des personnes et le retour à l'emploi**, en renforçant notamment la réussite des formations grâce à l'utilisation des technologies numériques telles que l'intelligence artificielle ou les expériences d'immersion innovantes.

Tous les projets doivent également répondre au cadre suivant :

- **Présenter un diagnostic de la problématique à laquelle le projet entend répondre** en montrant en quoi les solutions existantes sont insatisfaisantes ou partielles et dans quelle mesure le projet apporte une réponse nouvelle pertinente ;
- **Mettre au service du projet une complémentarité de compétences**, dans une logique de consortium pour prendre en charge les différentes problématiques rencontrées par les bénéficiaires ;
- **Proposer des indicateurs de réussite** et un suivi des projets.



**1 16 projets**

déposés en 2019

**38 projets**  
retenus



Nombre prévu de bénéficiaires

**5 700**



Budget

**17 000 000 euros**



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Juillet 2019**

Lancement de l'appel à projets



**Novembre 2019**

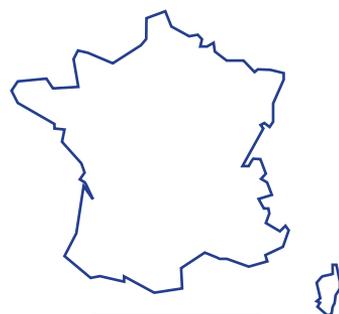
Sélection et notification des projets



**2020**

Nouvelle vague d'expérimentations

# ACCOMPAGNEMENT DES ORGANISMES DE FORMATION À LA CERTIFICATION



MAYOTTE



pour accompagner la montée en  
compétences et la professionnalisation  
des organismes de formation



## OBJECTIFS

Accompagner la montée en compétences et la professionnalisation des organismes de formation :

- **Réaliser un état des lieux** des organismes de formation et de leurs difficultés ;
- **Pérenniser leur développement** grâce à l'ingénierie, l'innovation et l'évolution de leurs pratiques ;
- **Accompagner** l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de management de la qualité conforme aux exigences de la certification ;
- **Former et sensibiliser les acteurs** au concept de la qualité.



## PLUS-VALUES

- Une **meilleure adéquation** entre l'offre de formation et les besoins du territoire ;
- Une intégration progressive de **la notion de parcours de formation** ;
- Une **assistance à la certification** (identification des besoins complémentaires etc.) pour garantir le déploiement de formation de qualité pour les bénéficiaires de la formation professionnelle ;
- Des **réponses adaptées aux besoins** des organismes de formation, des entreprises et des bénéficiaires de la formation professionnelle.



## CONTACT

**GIP Carif-Oref Mayotte**  
Naima Moustadirani, chargée de mission  
Axe transverse



[nmoustadirani@gipco976.fr](mailto:nmoustadirani@gipco976.fr)



0269 64 38 46





## PRÉSENTATION DU PROJET

Dans le cadre du Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences, le Conseil départemental a délégué le pilotage de l'axe transverse au GIP Carif-Oref afin d'accompagner la montée en compétences des 84 organismes de formation à jour de leurs obligations auprès de la Dieccte.

Ce pilotage comprend trois volets :

**1 | Un accompagnement à l'appropriation d'une approche par les compétences** dans le respect du décret du 30 juin 2015 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle continue, et du décret du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences ;

**2 | La mise en place d'une enquête auprès des organismes de formation pour recenser leurs besoins en accompagnement** sur la gestion de trésorerie, la connaissance sur la certification, les démarches à entreprendre pour l'obtenir, les dispositifs pédagogiques proposés, et l'évolution de leurs activités ;

**3 | Le déploiement d'un accompagnement renforcé** jusqu'à la certification.



### Réalisations

Un séminaire sur la loi du 5 septembre 2018

Une journée sur la démarche qualité, la certification, les marchés publics et la stratégie commerciale



Nombre d'organismes de formation impliqués

80



Budget

1 384 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Réalisation d'un état des lieux de l'existant  
Signature de la convention



### 2020

Déploiement et suivi du dispositif d'accompagnement à la certification



### 2020-2021

Évaluation et capitalisation des réalisations  
État des lieux des organismes certifiés  
Valorisation des bonnes pratiques du territoire

# RÉSEAU RÉGIONAL D'INFORMATION DE PROXIMITÉ



de nouveaux acteurs pour mobiliser  
de nouveaux publics



## OBJECTIFS

Le réseau régional d'information de proximité constitué au plus près des publics sur les territoires normands devra permettre de :

- **Diffuser plus largement l'information** sur les métiers, l'orientation et la formation professionnelle continue ;
- **Faciliter l'accès aux droits** en matière d'orientation et de formation.



## PLUS-VALUES

- **Repérer et accompagner autrement les publics les plus éloignés** d'un parcours d'insertion ;
- **Diversifier les approches** et augmenter les capacités à toucher les personnes concernées, en intégrant de nouveaux acteurs.



## CONTACT

### Région Normandie

Vincent Potin, chargé de projets de la mission  
Pacte régional



[vincent.potin@normandie.fr](mailto:vincent.potin@normandie.fr)



02 31 06 78 67





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet permet de constituer et d'animer un « réseau de proximité » composé de structures proposant un accueil et/ou un accompagnement des personnes sur chaque territoire (cellules emploi des collectivités, associations de solidarité, Espaces Publics Numériques, centres communaux d'action sociale...).

L'animation du réseau régional et territorial dans le cadre des comités d'animation territoriale Emploi Formation permet d'outiller ces structures **pour qu'elles soient en capacité d'apporter un premier niveau d'information aux personnes et de favoriser leur orientation vers les réseaux professionnels** (opérateurs du conseil en évolution professionnelle, prestataires de formation de la Région).

Le projet permet également de mettre à disposition de ces acteurs une « offre de service d'information » sur la formation destinée aux demandeurs d'emploi.



Nombre de partenaires impliqués

Une dizaine de têtes de réseaux impliquée au niveau régional



Types de partenariats

Un travail de proximité avec les intercommunalités de la région  
La mobilisation des lauréats de l'appel à projets « repérer et mobiliser les publics invisibles »



Budget

150 000 euros



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 1<sup>er</sup> semestre 2020

Constitution de l'offre de service et des modalités d'animation – présentation aux futurs participants (têtes de réseaux et structures locales)



### 2<sup>nd</sup> semestre 2020

Mise en place des premiers réseaux sur les territoires, points d'étape et ajustements identifiés



### 2020 - 2021

Déploiement sur l'ensemble des territoires d'animation

# FONDS RÉGIONAL POUR L'INNOVATION DANS LA FORMATION



NOUVELLE-AQUITAINE



pour répondre aux enjeux émergents en matière d'orientation, de formation et d'emploi



## OBJECTIFS

- **Renforcer les capacités d'anticipation, d'évolution et d'adaptation de l'écosystème Formation Emploi** grâce à des modes de coopération originaux et novateurs ;
- **Favoriser l'agilité des parcours, l'acquisition et la transférabilité des compétences et la sécurisation des apprenants**, en réponse aux évolutions actuelles des activités économiques et des métiers ;
- **Déployer de nouvelles modalités d'actions adaptées aux territoires**, afin d'améliorer l'attractivité des métiers et l'insertion professionnelle.



## PLUS-VALUES

- Franchir un cap significatif **dans la prise en compte, dans les contenus de formation, des transformations des métiers** ;
- Préparer les demandeurs d'emploi aux nouvelles compétences qui découlent **des mutations écologiques, numériques et environnementales**.



## CONTACT

Région Nouvelle-Aquitaine

Marie-Pierre Badia, cheffe de service animation et coordination dans les territoires



[marie-pierre.badia@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:marie-pierre.badia@nouvelle-aquitaine.fr)



05 57 57 50 46





## PRÉSENTATION DU PROJET

Les innovations sont soutenues à la suite d'un appel à projets annuel ouvert à l'ensemble des acteurs :

- Établissements & organismes de formation ;
- Acteurs du conseil en évolution professionnelle (CEP) ;
- Partenaires sociaux, branches professionnelles, OPCO, clusters ;
- Entreprises ;
- Acteurs du territoire : structures d'insertion par l'activité économique et leur réseau, intercommunalités, associations...

**L'aide est constituée d'une subvention versée au porteur de projet** permettant de financer les dépenses d'ingénierie de projet, les coûts des outils et les équipements pédagogiques :

- Pour un montant ne pouvant pas excéder 60 % du montant total du projet ;
- Avec une bonification possible de l'aide jusqu'à 10 % pour les projets portés sur les territoires prioritaires de la politique de la ville et les territoires vulnérables.

L'Agefiph peut abonder le financement de 25 % pour son public bénéficiaire.

Le co-financement des fonds publics ne peut excéder 70 % du coût global.

L'évaluation pour les projets retenus au titre de l'appel à projets 2018 est en cours d'élaboration.



L'ensemble du territoire de Nouvelle-Aquitaine



Nombre de projets

**27**

projets retenus sur les 54 dossiers reçus



Budget

**3 296 000 euros**  
en fonctionnement

**250 000 euros**  
en investissement



## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

**Avril à mai 2019**

Lancement de l'AAP  
Dépôt de la 1<sup>ère</sup> vague de projets



**Octobre 2019**

1<sup>ère</sup> vague de dépôt des projets



**Décembre 2019 à décembre 2020**

Suivi et accompagnement des projets



**2020**

2<sup>e</sup> vague de dépôts de projets

# INNOV'EMPLOI

pour développer et moderniser  
l'offre de formation



## OBJECTIFS

Pour permettre le développement  
d'innovations pédagogiques et de la  
digitalisation des formations :

- Offrir aux opérateurs un accompagnement « global » sur la réingénierie complète de leur dispositif de formation : contenu, refonte du processus formatif et accompagnement des formateurs ;
- Favoriser la montée en compétences des formateurs sur deux volets : renforcer leur efficacité pédagogique, rendre plus attractif leurs cours et s'appropriier les outils pédagogiques digitaux qui améliorent les conditions d'apprentissage.



## PLUS-VALUES

- Le renforcement de l'efficacité pédagogique, grâce à des programmes de formation plus individualisés et à la diversification des pratiques et des approches pédagogiques ;
- L'expérimentation de nouvelles approches pédagogiques à destination des publics les plus éloignés du modèle classique d'apprentissage.



## CONTACT

Région Occitanie :  
Thomas Delourmel, directeur de l'emploi  
et de la formation



[thomas.delourmel@laregion.fr](mailto:thomas.delourmel@laregion.fr)



04 67 22 68 76





## PRÉSENTATION DU PROJET

Le plan régional de modernisation de l'appareil de formation vise la montée en compétences des formateurs en matière de pédagogie et d'appropriation des outils du numérique et du digital.

Dans le cadre de ce plan, les formateurs doivent accéder à des contenus courts, ciblés, et des démonstrations de deux types d'outils permettant l'actualisation des compétences :

- Des outils de conception de ressources pédagogiques : création de vidéos pédagogiques, plateforme d'apprentissage, outils d'évaluation et d'animation de cours vidéo ;
- Des équipements pédagogiques permettant l'acquisition de gestes professionnels : outils de réalité virtuelle, réalité augmentée, etc.

Les contenus proposés s'appuient sur les avancées des sciences cognitives et des neurosciences en matière de pédagogie.



**Nombre de structures d'accompagnement référencées**

Selon le résultat de la phase de sélection en janvier 2020



**Nombre d'organismes de formation candidats à l'accompagnement**

Une prévision de 400 projets d'accompagnement sur 3 ans



**Budget**

**28 000 000 euros**

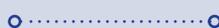


## MÉTHODE ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT

### 2019

Phase 1 : lancement d'un marché de référencement des structures accompagnatrices

Phase 2 : organisation d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des organismes de formation pour qu'ils s'engagent



### 2020-2021

Phase 3 : mise en œuvre de l'accompagnement des organismes de formation



**INVESTIR  
DANS VOS  
COMPÉTENCES**